



Europe : si l'Irlande dit « non »...

Référendum A quelques jours du vote sur le traité de Lisbonne, l'inquiétude gagne les Vingt-Sept

L'inquiétude monte à Bruxelles et dans les vingt-sept pays membres de l'Union européenne (UE). A quelques jours du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne, jeudi 12 juin, l'hypothèse d'un non semble de plus en plus plausible. Les Irlandais, seuls citoyens de l'UE à devoir se prononcer par référendum et non par voie parlementaire, comme l'exige leur Constitution, peuvent considérablement gêner la mise en œuvre des réformes institutionnelles prévues par l'Europe. Le traité doit, pour entrer en vigueur, être ratifié par la totalité des pays membres. « *Le non serait une catastrophe* », dit un diplomate finlandais.

Pour la première fois, selon un sondage de l'institut TNS/MRBI publié vendredi 6 juin par le quotidien irlandais *Irish Times*, le camp du non est passé en tête, crédité de 35 % des intentions de vote, contre 30 % pour le oui. La proportion des indécis (28 %) peut encore tout faire basculer. A la mi-mai, un sondage réalisé par le même institut plaçait encore le oui à 35 % des intentions de vote. Quelque 18 % des sondés étaient pour le non et 40 % indécis : le camp du non a doublé et le pourcentage de partisans du traité a reculé de 5 points. D'autres instituts de sondage avaient mesuré ces dernières semaines une remontée du non dans les intentions de vote.

En cas de rejet du traité par les Irlandais, plusieurs options sont possibles : abandonner le traité de Lisbonne et continuer à fonctionner dans le cadre actuel du traité de Nice ; le renégocier – mais les Vingt-Sept sont lassés par huit ans de discussions institutionnelles, et José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a prévenu : « *Il n'y a pas de plan B* » ; enfin, envisager d'octroyer de nouvelles dérogations aux Irlandais afin qu'ils acceptent la perspective d'un deuxième vote, comme cela avait déjà été le cas en 2002 pour le traité de Nice.

En déplacement à Athènes pour la préparation de la présidence française de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy

s'est montré inquiet. « *Il faut attendre, a-t-il dit. Rien ne serait plus contre-productif que d'anticiper le résultat dans un sens ou dans un autre. Je souhaite que les Irlandais comprennent l'enjeu extrêmement fort qui les concerne, qui nous concerne. Laissons-les voter. N'anticipons pas leur décision.* »

Le président de la République s'est tout de même arrangé pour faire le point sur ce que le spectaculaire développement économique de l'Irlande devait à l'Europe.

Lire la suite page 7 et l'éditorial page 2

PHILIPPE RICARD ET

MARION VAN RENTERGHEM

(AVEC ARNAUD LEPARMENTIER À ATHÈNES)

L'Histoire de France en bandes dessinées

De la conquête romaine à la V^e République, 2 000 ans d'histoire. Publiée par Larousse à la fin des années 1970, signée de quelques-uns des dessinateurs et des scénaristes les plus réputés de l'époque, *L'Histoire de France* en bandes dessinées s'est imposée à sa sortie comme un best-seller. C'est cette collection, instructive et ludique, que nous vous proposons de redécouvrir, jusqu'au 20 septembre, avec *Le Monde* daté dimanche-lundi. Chacun des seize albums comprend une préface inédite rédigée par un historien spécialiste de l'époque. Premier épisode : de Vercingétorix à Attila, préfacé par Christian Amalvi, professeur à l'université Montpellier-III. ■



Italie

« Tolérance zéro » pour les Roms

Des policiers patrouillent dans un camp de Roms, vendredi 6 juin à Lungotevere Testaccio, près de la capitale italienne.

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a adopté une politique radicale et controversée vis-à-vis de l'immigration clandestine, visant particulièrement les Roms venus de l'ancienne Yougoslavie et de Roumanie. « *La "tolérance zéro" est notre objectif, et je vous assure que nous y parviendrons* », a déclaré le ministre de l'intérieur, Roberto Maroni, du mouvement populiste de la Ligue du Nord. Dans un entretien au *Monde*, Viktoria Mohacsi, députée européenne, rom elle-même et hongroise, milite pour que l'Union européenne se saisisse du problème. Les Roms, dit-elle, souhaitent plus que tout s'intégrer dans les pays où ils ont trouvé refuge.

Lire l'entretien page 14

AFP PHOTO/TIZIANA FABI



Le cinéma mise sur la 3D pour reconquérir le public



Une projection en 3D à la Géode de Paris. AP PHOTO/FRANÇOIS MORI

Le cinéma en 3D entre dans une nouvelle dimension. Le 11 juin, le film *Hannah Montana*, produit par Disney, sort dans une quinzaine de salles en France. Le 16 juillet, c'est le spectaculaire *Voyage au centre de la Terre* qui saisira le public, équipé de lunettes spéciales, avec ses effets de vertige et ses attaques de dinosaures.

Pas moins de vingt films en relief sont en préparation à Hollywood. Les studios voient là un moyen de faire revenir le public dans les salles dont le passage au numérique autorise la 3D. Mais la rentabilité n'est pas encore assurée pour ces films, 20 % plus coûteux que des productions classiques. ■

Lire page 21

PAGE TROIS

Sarkozy-Merkel, couple laborieux

Les deux dirigeants se rencontrent lundi 9 juin en Bavière. Malgré des efforts répétés des deux côtés, le courant ne passe pas.

Proche-Orient

Coopération accrue UE-Israël

Le projet de rapprochement des Israéliens avec les Vingt-Sept inquiète les Palestiniens. **Page 4**

Politique

Jacques Chirac lance sa fondation

L'ancien président, 75 ans, inaugure, lundi 9 juin, sa fondation pour le dialogue des cultures. **Page 8**

Pétrole

Le baril a dépassé les 139 dollars

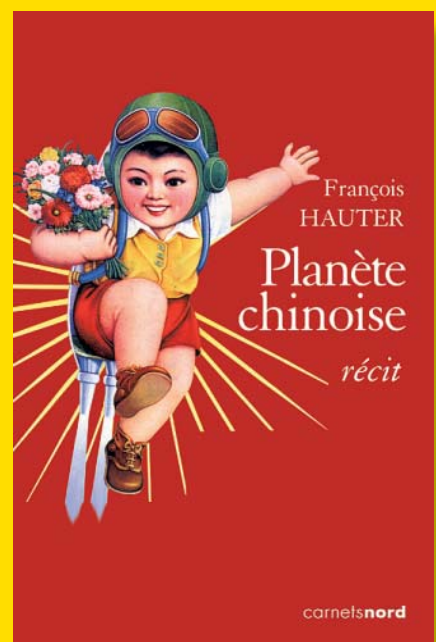
En une seule journée, vendredi 6 juin, le cours du pétrole a fait un bond de 10,75 dollars, une hausse jamais vue. **Page 10 et la chronique « Economie » page 28**

Football

Derniers réglages avant l'Euro

Les Bleus débutent lundi 9 juin. Raymond Domenech, le sélectionneur, cache encore son jeu. **Page 25**

François HAUTER



« Planète chinoise »,
une enquête décapante

www.carnetsnord.fr

Editorial

L'enjeu irlandais

L'Union européenne retient son souffle à quelques jours du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne. Si l'Irlande dit oui, la laborieuse réforme des institutions européennes, lancée en décembre 2001 au sommet de Laeken, interrompue en mai-juin 2005 par le rejet franco-néerlandais du projet de Constitution, remise en chantier ensuite par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy sous la forme d'un traité « simplifié », parviendra enfin, selon toute vraisemblance, à son terme. On imagine mal, en effet, que les Parlements des autres Etats membres, dont quinze ont déjà ratifié le texte, mettent en échec le nouveau traité.

En revanche, si l'Irlande dit non, tout l'édifice s'effondrera. Des années de négociations, dans lesquelles l'Europe a investi beaucoup de temps et d'énergie, seront réduites à néant. Le coup sera rude, comme l'a été il y a trois ans le double non de la France et des Pays-Bas. La crise, dont l'Europe avait cru se sortir, sera de retour. Les progrès attendus du nouveau traité, qui devait, selon ses promoteurs, renforcer le rôle de l'Union européenne dans le monde, seront à remiser au rayon des illusions perdues. Ceux qui ne veulent pas de cette Europe-là s'en réjouiront, ceux qui jugent positifs les changements promis s'en désoleront.

Ce ne serait pas la première fois que l'Irlande choisirait de faire cavalier seul. En juin 2001, les Irlandais avaient rejeté, à 54 %, le traité de Nice. En octobre 2002, consultés une seconde fois, ils l'approuvaient par 62,89 % des voix. Entre-temps, les Européens, dans une déclaration solennelle, les avaient assurés que leur neutralité serait garantie. Grâce à une forte participation, le oui l'emportait au second essai. De cette adoption ou non du traité dépendait l'élargissement de l'Union aux anciens pays communistes.

Un tel scénario peut-il se répéter ? C'est l'une des hypothèses envisagées au cas où les Irlandais voteraient non le 12 juin. A supposer qu'ils disent oui dans un second temps, moyennant de nouvelles garanties, le calendrier des réformes serait retardé, mais non abandonné. Mais il n'est pas sûr que les Européens puissent demander deux fois de suite aux Irlandais de se dédire. En attendant, si le seul pays appelé à se prononcer par référendum sur le traité de Lisbonne le rejette, c'est mauvais signe pour l'Europe. ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino
 Vice-président, directeur général : David Guiraud
 Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
 Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
 Directeur général délégué : Patrick Collard

Directeur de la rédaction : Alain Frachon
 Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob
 Directeur éditorial : Gérard Courtois
 Rédacteurs en chef : Sophie Gherardi, Patrick Jarreau, Michel Kajman et Frank Nouchi (« Le Monde 2 »)
 Responsable de la conception : Eric Azan
 Directeur artistique : Quintin Leeds ; chef d'édition : Françoise Tovo
 Délégué général : Olivier Biffaud ; secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiatrice : Véronique Maurus
 Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
 Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
 Béatrice Gurrey, vice-présidente

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA
 Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde, Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investimonde.

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
 Tél. : 01-57-28-20-00 ; télex : 202806F ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
 Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Abonnements : Par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/ Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)
 Tarif 1 an : France métropolitaine : 374 €
Internet : site d'information : www.lemonde.fr
 finances : http://finance.lemonde.fr
 Emploi : www.talents.fr/Immobilier : http://immobilier.lemonde.fr
Télématique : 3615 lemonde. **Documentation** : http://archives.lemonde.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
 12, rue Maurice-Gunschbourg
 94852 Ivry cedex

OJD
PRESSE
PAYANTE
 2006

Président: Patrick Collard
 Directeur général: Stéphane Corre
 80, bd Auguste-Blanqui
 75707 PARIS CEDEX 13
 Tél: 01-57-28-39-00 - Fax: 01-57-28-39-26

PRINTED IN FRANCE

Télévision publique, la réforme manquée

Dans le train de réformes engagées par Nicolas Sarkozy depuis son élection à la présidence de la République, celle concernant l'audiovisuel public devait être « l'une des plus importantes » de son quinquennat. Or, cinq mois après l'annonce surprise de la suppression de la publicité sur les chaînes du service public, cette réforme improvisée et concoctée dans le plus grand secret se retrouve aujourd'hui dans une impasse.

Pourtant, cette décision de créer un « big bang audiovisuel » était courageuse politiquement. Parmi les gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédé au pouvoir depuis vingt ans, aucun n'avait jamais osé toucher aux structures de France Télévisions et à ses 11 000 salariés. Le 19 février, lors de son discours pour l'installation de la commission pour la nouvelle télévision publique, confiée à Jean-François Copé, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, M. Sarkozy n'avait pas manqué de souligner que, cette réforme, « la gauche en a rêvé, en vain ». « Mon gouvernement va la faire, avait-il ajouté. Vraiment. Résolument. Parce qu'il est un moment où les rêves, c'est bien, mais la réalité, c'est mieux. »

Aujourd'hui, le rêve se transforme petit à petit en cauchemar. La « feuille de route » adressée par M. Sarkozy aux 33 membres de la commission, composée de parlementaires et de professionnels de l'audiovisuel, est devenue un chiffon de papier. Envolées les promesses d'un débat « sans tabous », balayées les propositions sur de nouveaux financements pour compenser « euro par euro » les pertes publicitaires, abandonnées les réflexions sur un service public « populaire et de qualité », oubliée la garantie du périmètre de France Télévisions.

Alors qu'il avait stigmatisé les membres de la commission en leur demandant de ne pas organiser « un concours Lépine de la fiscalité », mais de mettre en place un « panachage des ressources » (augmentation de la redevance, taxation des chaînes privées et des fournisseurs d'accès à Internet), le chef de l'Etat a mis fin aux illusions en déclarant, le 27 mai sur RTL, qu'il « excluait catégoriquement toute augmentation de la redevance audiovisuelle », piste pourtant privilégiée et approuvée par la quasi-totalité des membres de la commission Copé. D'un montant de 116 euros par an (0,31 euro par jour), la redevance a été gelée depuis le passage à l'euro

et reste toujours une des plus basses de l'Union européenne, où elle est de 161 euros en moyenne.

Ce refus présidentiel, sur fond de rivalité politique avec M. Copé, a eu pour conséquence immédiate de décrédibiliser la commission et a poussé les parlementaires socialistes et communistes à en démissionner. « Les dés sont pipés », a eu beau jeu de dire Patrick Bloche, député (PS) de Paris, en claquant la porte de la commission avec ses amis. « Il

Analyse

Daniel Psenny
 Service Entreprises et Médias

ne devait pas y avoir de tabous, mais des interdits sont dressés, a souligné, de son côté, l'ancien ministre Jack Ralite, sénateur (PCF) de Seine-Saint-Denis.

Cynisme ou provocation ? Quelques jours après avoir reçu une lettre signée par les PDG de TF1, M6 et Canal+ se déclarant « stupéfaits » d'apprendre qu'une nouvelle taxe « viendrait appauvrir » leurs économies respectives, M. Copé, farouche opposant à l'augmentation de la redevance qu'il juge comme un « impôt injuste », a vite répondu à leurs attentes en se prononçant pour une seconde coupure publicitaire dans les films et les fictions diffusées sur les chaînes privées. « Il n'est pas question que les télévisions privées soient appauvries, si on n'augmente pas les espaces publicitaires pour accueillir la publicité supprimée sur la télévision publique », a insisté M. Copé.

Une requête formulée de longue date par TF1 et M6 qui, si elle était votée lors de la prochaine loi sur l'audiovisuel discutée à l'automne, transformerait le fragile équilibre financier du paysage audiovisuel français. Et, pour parachever le tout, TF1 et M6 font déjà du lobbying pour réétudier les obligations de production et de création imposées aux chaînes privées. Elles ont trouvé écho auprès de quelques députés de l'UMP qui militent aussi pour réviser les seuils anticoncentration dans les médias, qui ne permettent pas à un groupe de médias de détenir à la fois un journal national, une télévision et une radio.

En quelques jours, les chaînes privées – qui sont détenues par des amis proches de M. Sarkozy

– ont pu (enfin) voir l'avenir avec sérénité : en plus des 250 millions d'euros de publicité provenant de France Télévisions, elles pourraient ajouter près de 300 millions d'euros (estimés) engendrés par une seconde coupure publicitaire. En attendant, les dirigeants de France Télévisions ne savent toujours pas comment va être compensé le manque à gagner de 1 milliard d'euros dû à la suppression progressive de la publicité sur ses antennes à partir du 1^{er} janvier 2009...

Etonnante dialectique de la part du gouvernement qui, en souhaitant renforcer le service public dans ses missions, cède à toutes les exigences des chaînes privées. Et particulièrement celles de TF1 qui, en net recul financier et en perte d'audience, appelle à l'aide le gouvernement pour corriger ses erreurs stratégiques (aveuglement sur la Télévision numérique terrestre, absence de diversification, non-renouvellement de ses cadres...).

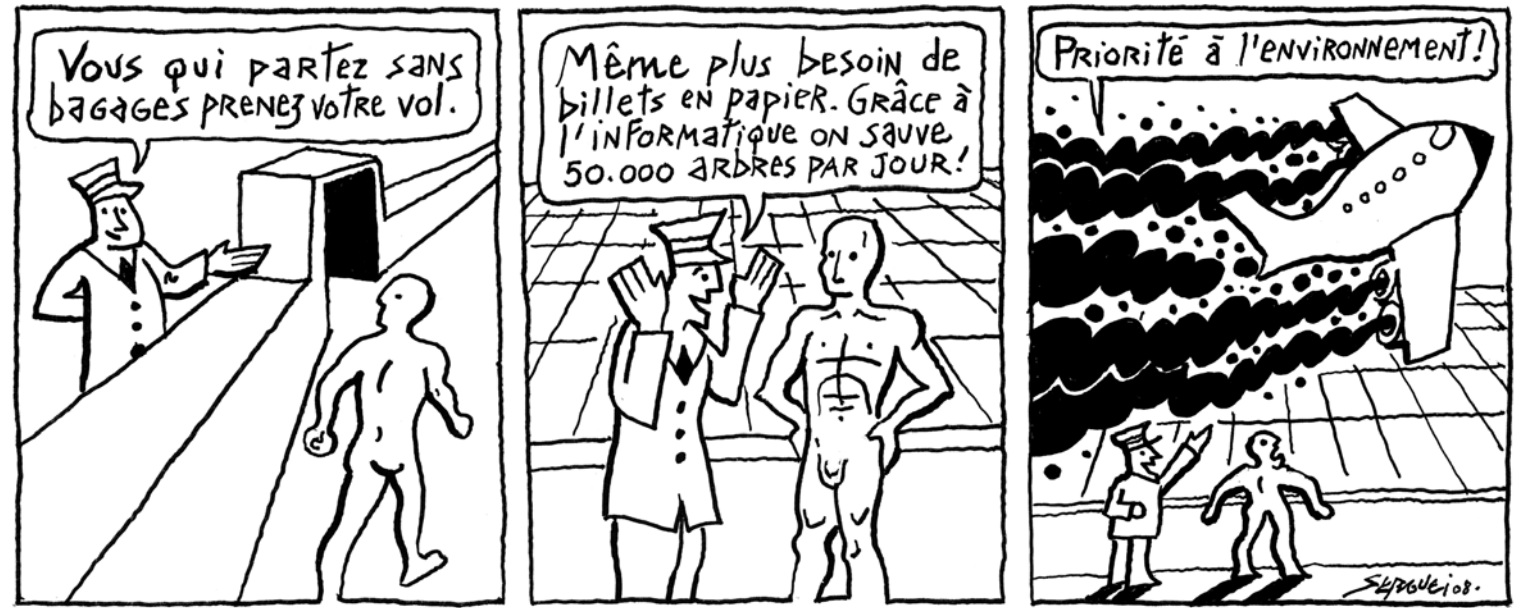
Inquiétudes

L'inflexibilité du chef de l'Etat sur l'augmentation de la redevance – qui apparaît pourtant comme la meilleure solution pour financer les chaînes de service public –, à laquelle s'ajoute son jeu de rôle avec M. Copé, montre que la réforme du service public audiovisuel voulue par le gouvernement tient plus du discours idéologique que de la nécessité économique. Dans ce contexte, les salariés et les dirigeants de France Télévisions, ainsi que les nombreux créateurs dépendant financièrement des commandes du service public – près de 360 millions d'euros par an –, peuvent être inquiets pour leur avenir.

La suppression de la publicité sur les chaînes publiques ne peut se résumer à un simple exercice comptable. Libérées de la dictature de l'Audimat et de la publicité aliénante, les chaînes publiques pourraient avoir l'opportunité de remplir enfin leurs missions. « Chacune et chacun doit pouvoir trouver sur la télévision publique une réponse à ses propres attentes, une réponse à ce qu'il cherche, ou mieux encore une réponse à ce qu'il ne savait pas qu'il était en train de chercher : des émotions, une vision, un sens », expliquait M. Sarkozy en annonçant sa réforme. De la théorie à la pratique, il reste encore beaucoup à faire. ■

Courriel : psenny@lemonde.fr

L'homme nu par Serguei



« To do list » or not to do ?

Grâce à Microsoft (branche Windows mobile), qui s'est penché sur la question, on apprend qu'une bonne moitié d'entre nous en France (56 %) tiendrait à jour une ou plusieurs listes de tâches : ces petits pense-bêtes sur lesquels nos objectifs du moment, professionnels ou personnels, sont griffonnés, raturés, hiérarchisés. Puis repris péniblement de jour en jour ou bien dégaqués pour ne plus en parler. Une « to do list », disent les Anglais.

Ménée par l'institut américain Kelton Research, l'enquête a brassé large au niveau mondial (8 027 personnes interrogées âgées de plus de 18 ans) pour conclure que le résultat français était, somme toute, assez faible (au même rang que les Japonais, 54 %). En tout cas, bien loin derrière les Américains, les Canadiens et nos proches voisins européens (Anglais, Allemands, Italiens, Espagnols) qui seraient 70 % à en faire usage.

La « to do list », explique l'étude, représenterait « une source de réduction de stress » (parce que « tout est écrit ») et déboucherait sur la « satisfaction d'une journée réussie » (encore que l'anxiété gagnerait certains devant l'ampleur des tâches à accomplir, les femmes surtout). Les écoles ne l'enseignent pas aux plus jeunes. Si ce n'est, une fois qu'ils sont parvenus à un âge certain, les écoles de management soucieuses d'enseigner l'art et la manière d'optimiser toutes les ressources en vue

d'améliorer la performance. Et notamment la ressource temporelle. Le temps, c'est de l'argent.

Bien des livres et des recettes ont fleuri ces dernières années pour expliquer, aux marges du développement personnel, voire avec quelques touches de spiritualité, comment donner priorité aux priorités. Cela a donné quelques best-sellers de papes de la gestion du temps, qui en ont fait leur business (comme Stephen R. Covey). Les techniques et conseils ont été peaufinés. Du simple aide-mémoire à l'outil de planification, puis à la définition et à la maîtrise de priorités. Tout cela s'est évidemment technicisé et informatisé.

Chronique

Epoque Jean-Michel Dumay

Chacun peut ainsi savoir désormais qu'il y a urgence, si l'on peut dire, à distinguer dans chaque tâche l'urgent du non-urgent et l'important du secondaire. Qu'il y a donc du non-urgent pas important (à oublier), de l'urgent pas important (qu'il faudrait pouvoir oublier), de l'urgent important (qu'on regrette toujours d'avoir laissé traîner, mais dont l'urgence alimente le sentiment d'exister...) et de l'important non urgent, dans lequel bai-

gnent « ceux qui réussissent ». Des entreprises à la page auraient imposé à leurs managers de ne rien faire dans l'urgence avant 11 heures, chaque matin, pour se consacrer à l'essentiel.

Le message, quelle que soit la nationalité, semble être passé, 75 % des sondés de l'étude précitée déclarent aborder spontanément leur liste par la tâche plus importante (qu'il y ait urgence ou non). Il est assorti d'une curieuse spécificité italienne et française, puisque, de tous les pays étudiés, Français et Italiens se distinguent par leur préférence (disent-ils) à s'attaquer en premier à la tâche... la plus difficile (respectivement 75 % et 67 % des sondés et, parmi eux, plus encore les femmes). Les Japonais et les Britanniques privilégient l'activité la plus facile pour commencer (59 % et 55 %). Ce qui les conduit à traîner un peu plus avant d'effacer ou de rayer leurs tâches sur le papier.

Avec les listes de tâches, l'idéologie gestionnaire ambiante est à son comble. L'individu moderne se voit enjoint de tout gérer : sa vie professionnelle comme son roman familial, ses affects comme son compte en banque, ses compétences comme ses émotions. On en viendrait parfois à souhaiter oublier toutes ces « to do lists » sans avoir omis auparavant, évidemment, de l'inscrire sur l'une d'elles pour urgent et important. ■

Courriel : dumay@lemonde.fr

Lundi 9 juin, le conseil des ministres franco-allemand réunira en Bavière les deux dirigeants qui, malgré des politesses renouvelées, se livrent bataille pour avoir la haute main sur l'Europe

Sarkozy-Merkel, la danse des crocodiles

Derrière les sourires, la méfiance et surtout une sourde rivalité pour prendre le leadership en Europe. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui se retrouvent lundi 9 juin à Straubing en Bavière pour le conseil des ministres franco-allemand, vont multiplier les déclarations de bonne entente, à la veille de la présidence française de l'Union européenne, qui commence le 1^{er} juillet. Le président a fait un petit geste pour la chancelière allemande : la réunion, qui aurait dû se tenir en France, a lieu près de Munich, pour donner un coup de pouce aux alliés bavarois de M^{me} Merkel, qui vont connaître des élections régionales délicates en septembre.

Mais sur le plan personnel, rien n'y fait. Malgré les efforts répétés des deux côtés, le courant ne passe pas. Avec son époux, Angela Merkel a imaginé de convier récemment le couple Sarkozy-Bruni à passer un week-end à Meseberg, au nord de Berlin. Le président français a développé des trésors de diplomatie pour décliner l'invitation. Le 1^{er} mai, c'est Nicolas Sarkozy qui avait été maladroit en prononçant l'éloge de la chancelière, qui recevait le prix Charlemagne pour avoir négocié avec succès le traité européen de Lisbonne. Le compliment improvisé, avec des erreurs – la chancelière n'est pas née en RDA et son époux ne s'appelle pas Merkel –, sonnait faux aux oreilles de la chancelière. « *Ce qu'il a fait à Aix-la-Chapelle était chaleureux, mais un peu exagéré* », commente-t-on à Berlin.

« *La chaleur viendra après* », commente le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jean-Pierre Jouyet, « *Merkel et Sarkozy sont des réalistes, ils savent qu'ils ont besoin l'un de l'autre* ». Faute de s'aimer, ils se parlent. Franchement. Et seuls. Les deux dirigeants ont donc exclu de leurs entretiens leurs ministres des affaires étrangères de gauche, Bernard Kouchner et Frank-Walter Steinmeier. Angela Merkel ne souhaitait plus la présence de son ministre, qui sera peut-être son adversaire social-démocrate lors des élections de 2009, tandis que Nicolas Sarkozy ne voulait pas gérer les affres de la cohabitation allemande.

A Hanovre, le 3 mars, un tête-à-tête improvisé en marge du Salon mondial des nouvelles technologies a permis d'éviter une crise grave sur l'Union pour la Méditerranée et de « *tout mettre sur la table* », selon M. Jouyet. Les discussions de Straubing devraient permettre d'avancer des principes communs sur la lutte contre le réchauffement climatique, qui constituera le sujet fort de la présidence française de l'Union européenne, et de régler, espère-t-on, les divergences sur la contribution que doit y apporter l'industrie automobile.

Les diplomates ont ainsi beau jeu de citer les dossiers dénoués en un an : la crise institutionnelle en Europe, la gouvernance d'EADS, l'Union pour la Méditerranée. « *A l'exception de Giscard et Schmidt, qui avaient développé une vraie amitié, Sarkozy et Merkel retrouvent la relation classique des autres couples franco-allemands, qui ont fonctionné de façon orageuse et fécon-*



Pendant un sommet européen à Bruxelles, le 13 mars. « Merkel et Sarkozy sont des réalistes, ils savent qu'ils ont besoin l'un de l'autre », selon le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet. JOCK FISTICK – POOL/GETTY IMAGES

de », estime l'eurodéputé (UMP) Alain Lamassoure.

On évite donc les clashes, car « *les grands crocodiles se regardent, ils ne se mangent pas entre eux* », entend-on à Berlin. N'empêche, M^{me} Merkel et M. Sarkozy se jaugent, s'épient. L'Allemande n'arrive pas à cerner son homologue français. Elle lui était reconnaissante de l'avoir reçue en grande pompe à l'UMP à Paris, avant son élection en 2005, alors que Jacques Chirac, trop lié

artisan du projet contesté d'Union pour la Méditerranée. D'autant qu'« *il n'y a pas une seule personne à l'Elysée qui connaisse l'Allemagne* », accuse Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France. Du coup, à Berlin, chaque initiative de l'impétueux président suscite un réflexe de méfiance.

Nicolas Sarkozy, lui, a longtemps estimé qu'Angela Merkel faisait double jeu, le soutenant en face mais lui tirant dans le

dos. Il se méfie de cette femme au sourire d'enfant, qui fut longtemps surnommée « *la gamine* » par le chancelier Kohl, mais qui a, entend-on à l'Elysée, « *tué tous ses barons* » : son mentor Helmut Kohl lui-même, le dauphin de ce dernier, Wolfgang Schäuble ; puis les quadras prometteurs qui ressemblent à Nicolas Sarkozy : le libéral Friedrich Merz et le droitier Roland Koch.

Très populaire en Allemagne mais aussi en Europe, Angela Merkel, suspecte-t-on à l'Elysée, serait « *jalouse* » de son pouvoir. « *Il y a un an, Chirac et Blair étaient en fin de règne. Elle était la reine du monde, comme l'a écrit le Spiegel* », commen-

te-t-on. « *Après le non au référendum, le couple franco-allemand a été totalement déséquilibré au profit de l'Allemagne. Les Allemands ont profité de la situation* », estime l'ex-commissaire européen Michel Barnier, ministre de l'agriculture.

Nicolas Sarkozy rêve d'imposer une Europe française face à l'Europe allemande. Les deux dirigeants se livrent à une guerre d'influence. Paris cherche à prendre en tenaille Berlin. Rompant avec l'ère Chirac, M. Sarkozy multiplie les partenariats avec les pays de l'élargissement, veut les aider à développer le nucléaire. Il vante une Europe proche des citoyens, où le politique doit primer sur les règles, s'attirant ainsi les bonnes grâces du président du conseil italien, Silvio Berlusconi.

« *On n'a pas le droit de dire aux Européens : on ne peut rien, on ne veut rien* », a déclaré à Rome M. Sarkozy, qui bouscule ses partenaires : sur l'euro, le pétrole cher, la concurrence, la préférence communautaire. Angela Merkel, elle, ne veut pas de vagues avant les élections, en septembre 2009. Forte de l'assise économique et institutionnelle de l'Allemagne au cœur de l'Europe, elle ne veut pas de révolution.

La chancelière est contre l'idée de Nico-

las Sarkozy de nommer, en décembre, une personnalité de gauche forte, comme l'ancien premier ministre britannique Tony Blair ou l'ancien président du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, à la présidence du Conseil européen, en escomptant que le nouvel élu s'appuierait sur les grandes puissances.

Angela Merkel est réticente face à cette innovation voulue par Jacques Chirac, qui vise à renforcer le Conseil européen et, craint-elle, le pouvoir d'influence de la France. Elle privilégie une personnalité moins flamboyante et surtout membre du Parti populaire européen (PPE). Car l'enjeu, décisif pour Berlin, est d'avoir le soutien du Parlement européen, dominé par le PPE, qui est en passe de devenir la clé de voûte du système institutionnel européen : « *Merkel a compris que si elle veut être en position de force dans les moments cruciaux, il faut qu'elle ait sa majorité au Parlement européen* », estime l'eurodéputé Vert Daniel Cohn-Bendit. Quand Nicolas Sarkozy veut « *faire de la politique* », Angela Merkel parie sur les rapports de forces institutionnels. ■

HENRI DE BRESSON
ET ARNAUD LEPARMENTIER

Des relations souvent tumultueuses

HELMUT KOHL en avait vu d'autres. Son amitié avec François Mitterrand n'a pas toujours été facile ; lors des grands moments de la réunification allemande, les deux hommes se sont souvent jaugés, mais ils se sont en définitive toujours entendus afin que la cause de l'Europe prime. L'arrivée à l'Elysée, en 1995, de Jacques Chirac inaugure une nouvelle phase dans les relations franco-allemandes, où les rivalités noient souvent le projet commun.

Le déclenchement par Jacques Chirac des essais nucléaires français dans le Pacifique, qui mit l'Allemagne en émoi, ne fut pas une partie de plaisir pour un chancelier Kohl vieillissant, qui devait aussi lutter pour mener à son terme la création de la monnaie unique européenne. Les préparatifs pour la mise en place de l'euro virent Paris et Berlin s'affronter durement. Le chancelier allemand, qui exigeait des règles de fonctionnement extrêmement strictes, devait faire face à de for-

tes résistances en Allemagne. Lors des élections de 1998, à quelques mois du lancement de l'euro (1999), son adversaire social-démocrate, Gerhard Schröder, n'hésite pas à jouer sur les peurs qu'inspire l'abandon du mark.

Accolades

Après l'arrivée au pouvoir en Allemagne de la coalition formée par le Parti social-démocrate et les Verts, la brève lune de miel entre M. Schröder et le tandem cohabitationniste Chirac-Jospin ne résiste pas longtemps. Le chancelier Schröder, plus attiré par le réformisme de Tony Blair que par les demandes françaises d'un gouvernement de la zone euro, perd vite patience, lors de la renégociation des perspectives budgétaires européennes, en 1999, devant les exigences de Jacques Chirac en matière de politique agricole commune. En dépit des accolades entre le président et le chancelier, les relations traversent une période tumultueuse. L'affrontement

conduira à l'échec du sommet européen de Nice, où fut décidée en décembre 2000 une réforme institutionnelle incomplète de l'Union européenne pour préparer son élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale. Jacques Chirac fut accusé d'avoir laissé l'Allemagne obtenir, sans contrepartie véritable, une représentation accrue au Parlement européen.

Conscients du danger de poursuivre cet affrontement, le président français et le chancelier, pragmatiques, choisirent de renouer un dialogue plus étroit. La guerre d'Irak, où les deux dirigeants s'opposèrent ensemble aux Etats-Unis de George Bush, scella cette nouvelle alliance qui s'avéra toutefois difficile pour l'UE. Contrairement aux périodes antérieures, Jacques Chirac et Gerhard Schröder, qui recherchèrent l'amitié du président russe Vladimir Poutine, parurent plus soucieux de leurs intérêts nationaux propres que de ceux de l'Union. ■

H. DE B. ET A. L.

1998
UNE DÉCENNIE D'EXCELLENCE
2008

CONSTELLATION MONOGRAMME
DIXIEME ANNIVERSAIRE

DISPONIBLE EN BLEU CIEL,
VERT, ROUGE, CERISE ET GRIS

VERTU

+33 1 42 86 56 56

VERTU.COM

Proche-Orient L'Union européenne s'apprête à approfondir ses relations avec l'Etat hébreu

Les Palestiniens critiquent les liens renforcés UE-Israël

JÉRUSALEM
CORRESPONDANCE

Le projet de renforcement des relations entre l'Union européenne (UE) et l'Etat d'Israël, qui doit être débattu lors du prochain conseil des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept, prévu le 16 juin à Luxembourg, se heurte à l'opposition résolue de l'Autorité palestinienne. Dans une lettre envoyée en mai, le premier ministre palestinien, Salam Fayyad, exhorte ses homologues européens à rejeter cette initiative « *just-qu'à ce qu'Israël se conforme aux lois internationales et aux droits de l'homme, y compris par le gel de la colonisation* ».

Initié en mars 2007, à la demande de la ministre des affaires étrangères israélienne Tzipi Livni, ce projet s'intègre dans la politique dite « *de voisinage* » de l'UE. Il vise à aboutir à une révision à la hausse de l'accord d'association signé en 2000, qui définit le cadre de la coopération entre les deux partenaires. Cette ambition pourrait se traduire par une intégration renforcée d'Israël dans le marché unique et les institutions européennes (présence des ministres israéliens dans les conseils européens, participation d'experts israéliens dans l'ensemble des programmes et des groupes de travail européens), ce qui équivaldrait à conférer à l'Etat juif un statut de quasi-membre de l'UE.

Toujours au stade de la réflexion, ce projet pourrait être, sinon adopté, du moins conforté lors de la réunion du Conseil d'association Israël-UE du 16 juin. Tzipi Livni, qui a fait de ce dossier son cheval de bataille, table sur l'impact conjugué des soixante ans d'Israël et de la présidence française de l'Union européenne, effective à partir du 1^{er} juillet, pour

conclure les négociations d'ici à la fin de l'année. Soutien déclaré de l'Etat hébreu, le président français, Nicolas Sarkozy, doit d'ailleurs effectuer une visite dans ce pays entre le 22 et le 24 juin prochain.

Or pour les responsables palestiniens, cette promesse de relations renforcées s'apparente à une récompense induue. Après avoir rappelé que l'un des principes de la politique de voisinage est d'inciter ses bénéficiaires à respecter les droits de l'homme, Salam Fayyad dresse dans sa lettre un rapide relevé des violations israéliennes dans ce domaine, depuis la conférence d'Annapolis, en novembre 2007, qui était censée relancer le processus de paix au Proche-Orient : lancement d'appel d'offres pour 847 nouvelles habitations dans les colonies ; hausse du nombre des barrages routiers en Cisjordanie, qui dépasse désormais 600 ; démolition de 185 bâtiments... « *Si l'UE renforçait ses relations avec Israël, écrit le premier ministre palestinien, (...) elle se priverait d'un outil important pour pousser le processus de paix en avant et elle mettrait en péril sa capacité à jouer le rôle politique actif dont la région a besoin.* »

Un retard « technique »

Le lobbying de l'Autorité palestinienne a déclenché les foudres des autorités israéliennes. « *Un tel comportement ne fait de bien à personne et mine la confiance dans le processus de paix* », a déclaré Mark Regev, le porte-parole du premier ministre Ehoud Olmert. Le gouvernement israélien aurait-il été tenté d'utiliser l'arme financière pour faire taire les critiques ? C'est ce que sous-entendent des responsables palestiniens, alertés par le fait qu'au début de ce mois, contrairement aux précédents, Israël n'avait pas reversé dans



Des milliers de Palestiniens ont manifesté, vendredi 6 juin, à l'appel du Hamas, le long de la frontière avec l'Egypte à Rafah, contre les sanctions imposées par Israël à la bande de Gaza. MOHAMMED SALEM/REUTERS

les coffres de l'Autorité palestinienne le produit des taxes d'importations qu'il collecte en son nom.

De février 2006 à juillet 2007, le gouvernement israélien avait gelé le transfert de ces sommes qui financent une large partie du budget palestinien, afin de faire

pression sur le gouvernement contrôlé par le Hamas après sa victoire aux élections législatives. Aujourd'hui, le cabinet d'Ehoud Olmert évoque un simple retard « *technique* » et promet que l'argent sera rapidement disponible. De sources concordantes, il semblerait que Bruxelles

soit intervenu à ce sujet auprès des autorités israéliennes. « *Si un problème technique se résout par une intervention politique, cela tendrait à prouver que le problème en question n'était pas si technique que cela* », sourit un diplomate étranger. ■

BENJAMIN BARTHE

Les étudiants de Gaza aux prises avec le blocus israélien

JÉRUSALEM

CORRESPONDANT

Il aura fallu que sept étudiants palestiniens de la bande de Gaza, tous détenteurs d'une bourse Fulbright financée par le département d'Etat américain, se voient refuser la permission de sortir de ce territoire par les Israéliens pour que l'administration américaine s'inquiète et demande des comptes au gouvernement israélien. « *Si vous ne pouvez choisir des jeunes gens et leur donner des raisons de croire à leurs projets et à leurs rêves, je ne sais pas s'il y aura un avenir pour la Palestine* », s'est inquiétée Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine.

Quatre des étudiants ont pu finalement se rendre au consulat américain de Jérusalem pour demander des visas. Un cinquième a été refoulé au point de passage d'Erez entre Israël et la bande de Gaza. Et les deux derniers n'ont pas quitté leur domicile en attendant l'avis du Shin Bet, le service de sécurité intérieure israélien.

Cette affaire a causé beaucoup d'émotion car elle a mis en lumière la situation de plusieurs centaines d'étudiants de Gaza qui, depuis un an, n'ont pu quitter ce territoire pour aller étudier à l'étranger ou tout simplement en Cisjordanie. Le cas des boursiers Fulbright a été soumis au comité d'éducation de la Knesset (Parlement). Son président, le rabbin Michael Melchior (travilliste), s'est indigné du fait que « *des juifs à qui on a souvent interdit d'étudier puissent faire la même chose à un autre peuple* ». Un député du parti de gauche Hadash, Dov Khenin, a dénoncé « *la logique perverse de l'appareil sécuritaire* ». La Cour suprême, saisie du dossier, a critiqué, le 2 juin, le refus des militaires de laisser sortir les étudiants et a demandé que des explications soient fournies pour justifier cette décision dans un délai de deux semaines.

Cette situation n'est pas nouvelle. « *Depuis septembre 2000, début de l'Intifada, Israël a totalement interdit aux résidents de Gaza d'aller étudier en Cisjorda-*

nie et leur a refusé l'accès dans les institutions académiques israéliennes où ils avaient été acceptés. Les pays étrangers restaient donc la seule possibilité pour ceux qui voulaient poursuivre des études dans les domaines où ce n'était pas possible dans la bande de Gaza », indique Gisha, une ONG israélienne pour la défense de la liberté de circuler dans un rapport intitulé « *Etudiants coincés à Gaza* ».

Une année scolaire perdue

Depuis le coup de force du Hamas, le 15 juin 2007, le blocus est total et les candidats aux études à l'étranger n'ont pu sortir et ont donc perdu une année scolaire. Grâce aux pressions, les Israéliens ont néanmoins autorisé, à deux occasions, le passage d'un total de 480 étudiants sur une estimation d'environ 1 100. Le 23 janvier, lorsque le mur séparant l'Egypte de la bande de Gaza a été en partie détruit à la dynamite, un certain nombre d'entre eux ont franchi la

frontière mais beaucoup n'ont pu dépasser Al-Arich (Egypte) et ont, par la suite, été refoulés.

Israël n'a pas l'intention, pour le moment, de modifier sa politique à l'encontre des résidents de Gaza, qu'ils soient étudiants ou non. Devant la Cour suprême, le procureur général de l'Etat a indiqué que « *l'entrée des étudiants de Gaza en Israël pour se rendre à l'étranger afin d'étudier ne fait pas partie des standards humanitaires qu'Israël doit observer* ». Pour Gisha, ce « *minimum humanitaire* » est une violation de la quatrième convention de Genève et des conventions de La Haye de 1907 sur le respect des droits de l'homme en temps de guerre et d'occupation. Le droit à l'éducation fait partie des droits fondamentaux, ajoute Gisha, qui demande quel impératif sécuritaire peut justifier d'interdire le bref passage, totalement encadré, d'un étudiant sur le sol israélien. ■

MICHEL BÔLE-RICHARD

L'UE ET ISRAËL

Décembre 1994 : déclaration d'Essen qui fait état du statut particulier d'Israël dans ses relations avec l'Union européenne (UE).

Juin 2000 : entrée en vigueur de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Octobre 2007 : présentation par Israël d'un projet de renforcement des liens avec l'Union européenne, trois rencontres d'un groupe de réflexion se tiennent sous présidence allemande (juin 2007), portugaise (octobre 2007) et slovène (avril 2008).

L'Union européenne est impliquée dans le processus de paix israélo-palestinien par le biais du Quartet, avec les Etats-Unis, la Russie et les Nations unies. Elle dispose d'un envoyé spécial permanent pour la région. La Commission européenne gère également un « *bureau d'assistance technique pour la Cisjordanie et Gaza* » par lequel transite l'aide aux Palestiniens, la première en importance si on y ajoute les programmes bilatéraux.

ALGÉRIE DIPLOMATIE

Alger maintient le suspense sur sa participation au sommet de Paris sur l'Union pour la Méditerranée

ALGER

CORRESPONDANCE

L'Algérie n'est pas « *réservee* » à l'égard de l'Union pour la Méditerranée (UPM), mais attend des « *clarifications* ». A l'issue de la 15^e conférence ministérielle du Forum méditerranéen (Formed), organisée à Alger les jeudi et vendredi 5 et 6 juin 2008, la présence du président Abdelaziz Bouteflika, au sommet de Paris le 13 juillet, est toujours incertaine. Le Formed, rassemble onze pays des rives nord et sud de la Méditerranée, ainsi que la Slovaquie (UE) et la Libye, qui préside l'Union du Maghreb arabe (UMA).

Présent à ce forum, le ministre français Bernard Kouchner s'est montré peu loquace, se contentant de noter que l'UPM n'était « *plus une initiative française* » mais une initiative « *entre le Nord et le Sud* ». De fait, le chef de la diplomatie française n'est pas plus éclairé sur l'attitude d'Alger qu'avant sa venue.

Officiellement, rien n'est tranché, mais les pronostics des journalistes algériens privilégient une défection du président algérien. Le chef de la diplomatie algérienne, Mourad Medelci, a laissé entendre que le niveau de représentation de l'Algérie ne sera décidé qu'à la dernière minute, le 12 juillet, au terme d'une

réunion « *non prévue* » des chefs de diplomatie des pays concernés. C'est en fonction des « *clarifications* » apportées que l'Algérie décidera. « *Chacun donnera son point de vue officiel et l'Algérie précisera sa position lors de cette rencontre* », a indiqué M. Medelci.

Un « autre débat »

Pour l'heure, c'est le flou du projet qui est mis en avant. Le ministre algérien a exprimé sa « *gêne* » de « *savoir qu'il n'y a toujours pas de projet de l'Union pour la Méditerranée* ». Selon lui, les demandes de clarifications relèvent de « *craintes* », partagées par les pays du Sud, au sujet d'un hégémonisme du Nord.

Six militaires tués dans un nouvel attentat

Six militaires ont été tués et quatre autres blessés dans un attentat, attribué à des islamistes, perpétré jeudi 5 juin contre un convoi de l'armée à Cap Djinet, à l'est d'Alger. Selon le site Internet du quotidien *El-Watan*, vendredi, leur véhicule aurait explosé sur une mine. La veille, deux attentats simultanés à Bordj El-Kifan, dans la banlieue est d'Alger, avaient fait un mort, un kamikaze, et six blessés.

LIBAN VISITE DU PRÉSIDENT FRANÇAIS

Nicolas Sarkozy dans un Liban toujours en quête de gouvernement

BEYROUTH

CORRESPONDANTE

De très nombreux Libanais voulaient se convaincre que la visite de quelques heures, samedi 7 mai, à Beyrouth, du président français Nicolas Sarkozy, allait accélérer la formation du premier gouvernement de l'ère de leur nouveau président, Michel Sleimane. Ils ont dû déchanter. Neuf jours après sa désignation comme premier ministre, Fouad Siniora n'a toujours pas réussi à mettre sur pied un gouvernement d'« *union nationale* ».

Une dégradation de l'état de la sécurité à Beyrouth a compliqué sa mission et jeté une ombre sur le sentiment collectif de soulagement consécutif à l'accord interlibanais de Doha, le 21 mai, et à l'élection consécutive de M. Sleimane à la présidence de la république.

Pour consacrer davantage de temps à ses entretiens avec son nouvel homologue libanais, M. Sarkozy qui s'est fait accompagner par une délégation de responsables politiques français de la majorité comme de l'opposition, a annulé une visite qu'il devait effectuer au contingent français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), stationné au Liban sud.

M. Siniora, qui continue d'expédier les affaires courantes à la tête du gouverne-

ment démissionnaire depuis l'élection de M. Sleimane, ne s'est pas fixé de délai pour la constitution d'une nouvelle équipe. En vertu de l'accord de Doha, celle-ci devra compter 30 membres, dont onze reviendront à l'opposition, seize à la majorité. Trois ministres seront choisis par le président de la République.

Le premier ministre désigné s'est fixé pour règle de ne rien révéler de l'état de ses consultations. D'après des fuites orchestrées par les parties concernées et les déclarations de certains de leurs responsables, la formation du gouvernement se heurte aux exigences des forces politiques en présence quant au partage des portefeuilles. Ces déchirements s'accompagnent par ailleurs de la multiplication d'accrochages dans la partie à majorité musulmane de Beyrouth.

Plusieurs de ses partisans ayant été victimes depuis quelques jours d'actes de violence de la part de leurs adversaires des partis chiites Hezbollah et Amal, le Courant du futur (sunnite) dirigé par Saad Hariri, chef du plus important bloc parlementaire, a annoncé qu'il gelait sa participation aux consultations jusqu'à ce que l'armée et la police assument leurs responsabilités. ■

MOUNA NAÏM

AMIR AKEF

La police chinoise interdit l'accès aux ruines des écoles du Sichuan

Pékin reprend en main la presse chinoise, et les journalistes étrangers sont soumis à interrogatoire. Le régime disperse par la force les rassemblements de parents

DUJIANGYAN (Sichuan)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Dans cette rue commerçante de Dujiangyan, grosse ville au nord-ouest de Chengdu, dans la province du Sichuan, touchée par le séisme, aucun des magasins, à peine fissurés, ni même les kiosques avec leurs ornements en bois laqué parfois brisés, n'ont subi le sort de l'école primaire Xinjian, dont on aperçoit les ruines au fond d'un porche, en face de l'un des hôpitaux de la ville. On ne peut d'ailleurs que les apercevoir, car désormais trois militaires sont en faction devant l'entrée, secondés par des policiers qui intimement l'ordre de quitter les lieux à tous les curieux. « *Ce matin, des étrangers prenaient des photos, mais ce n'est plus autorisé cet après-midi* », glisse furtivement une passante. Pas un parent n'est en vue.

Même scène à Juyuan, un bourg de la banlieue de Dujiangyan, où un cordon de policiers interdit de pénétrer dans la cour de l'école, réduite à un amas de gravats. La veille, des parents de Juyuan, qui s'étaient rendus à la cour de justice dans l'espoir d'engager des poursuites contre l'école, ont été dispersés sans ménagement par la police. De plus, les autorités locales leur ont indiqué qu'aucune procédure n'aurait

de chance d'aboutir. Dans le même temps, des journalistes japonais faisaient l'objet d'un interrogatoire. Dujiangyan recevait la visite de Li Changchun, le chef de la propagande du Parti communiste chinois.

Vendredi 6 juin, l'AFP rapportait à son tour que ses journalistes s'étaient vu interdire l'entrée de Wufu, un bourg proche de Mianzhu, où les parents furent les premiers à ériger un autel pour leurs enfants disparus. Le 1^{er} juin, Journée de l'enfance, la marche et le sit-in qu'ils avaient organisés avaient attiré un nombre anormalement faible de journalistes chinois. Un des seuls photographes présents sur les lieux avait confié : « *Je ne peux pas couvrir ça pour mon journal. Ce n'est pas autorisé par le département de propagande.* »

Questions « sensibles »

Depuis plusieurs jours, les nouvelles directives à l'attention des médias chinois ont tracé un périmètre autour de questions « sensibles », celles liées à la construction des écoles, mais aussi l'évocation de retards dans l'intervention des sauveteurs, ou encore la prévention des tremblements de terre ou de l'existence d'études alarmantes sur la sismicité de la région. China Media Project, de l'université de Hongkong, rapporte de son côté que les journalistes du Guangdong, où le groupe de presse Nanfang s'est distingué par des enquêtes très poussées sur les écoles, auraient reçu l'ordre de quitter le Sichuan.

Même s'il n'est pas acquis que ceux-ci s'exécutent, le ton change. Les autorités signalent qu'elles ne souhaitent aucunement perdre la main dans la gestion



A Mianzhu, province du Sichuan, dans une classe en plein air aménagée après le séisme. NIR ELIAS/REUTERS

médiatique du désastre. Certes, malgré la formidable mise en scène des secours et du rôle de l'armée – avec toute sa dramaturgie martiale, la campagne du *kang-zen jiuzai*, ou « Combattons le tremblement de terre, réparons les destructions », suit l'exacte partition des grandes mobilisations des années passées, comme lors des inondations de 1998 –, la question des écoles n'a pourtant pas été passée sous silence.

Il y a quelques semaines, *China Newsweek*, affilié à l'agence de presse China News, faisait sa couverture sur les « enfants de Wenchuan » et tentait de dresser la liste exhaustive des écoles détruites, parvenant à un bilan, provisoi-

re, de plus de 13 000 morts. Le premier ministre, Wen Jiabao, a été montré à maintes reprises sur les sites des écoles, et le régime martèle que des enquêtes sont en cours.

La réponse apportée par les autorités chinoises au séisme a néanmoins marqué les esprits. « *Je vous assure que la manière dont les Chinois se sont organisés pour gérer les secours va rester dans les annales* », dit José-Luis Engel, un médecin espagnol venu au Sichuan pour Médecins du monde. « *Les directives internationales sur le soutien psychologique dans les situations d'urgence recommandent, outre de nourrir et loger les victimes, de les reconforter, leur faire comprendre qu'on s'occu-*

pe d'eux. Les Chinois le font – et sans mentir, ce qui est loin d'être toujours le cas ».

Pourtant, ce tour de vis augure mal des chances des parents du Sichuan d'obtenir réparation. Avec leurs banderoles proclamant qu'ils ont « *confiance dans le parti pour rendre justice à leurs enfants* », leur obstination mêlée de colère, ils ressemblent aux milliers de pétitionnaires qui, pour des terres agricoles spoliées ou polluées, des logements confisqués ou des transfusions sanguines empoisonnées, se sont lancés dans une poursuite bien aléatoire de la justice, se heurtant à une résistance qui, loin des caméras, se transforme très vite en répression politique. ■

BRICE PEDROLETTI

CHINE - CORÉE DU NORD STAGNATION DE L'ÉCONOMIE ET RISQUE DE FAMINE EN RPDC

A Dandong, à la frontière sino-coréenne, seuls les trafiquants prospèrent

DANDONG (Frontière sino-coréenne)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Dans la ville chinoise de Dandong, à la frontière sino-coréenne, une dizaine de serveuses d'un restaurant nord-coréen, en survêtement orange, font leur gymnastique matinale en musique, face à la mère patrie sur l'autre rive du Yalu. Une démonstration de la santé physique au « paradis des travailleurs ». Non loin, le pont de fer qui enjambe le puissant fleuve reliant la Chine à la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est, lui, silencieux.

A l'estuaire du Yalu, Dandong, est la fenêtre de la RPDC sur le monde extérieur. Le pont de l'Amitié, sur lequel transite 90 % du commerce extérieur nord-coréen, est le pouls du pays le plus fermé du monde. Un pouls qui aujourd'hui bat au ralenti.

La quasi-absence de trafic témoigne de la stagnation de l'économie nord-coréenne. D'une centaine par jour il y a un



an, les poids lourds qui empruntent la voie unique du pont d'un kilomètre sur le Yalu ne sont guère plus qu'une dizaine à attendre dans le vaste parking des douanes chinoises.

Un train de marchandise à vide, tiré par une locomotive diesel, passe du côté nord-coréen. Il reviendra en fin de journée chargé de charbon. En d'autres points de passage, tel Sanhaecum, à plusieurs centaines de kilomètres au nord-est, sur le fleuve Tumen, on

ne verra passer que quelques camions bâchés.

La chute des échanges est due à une nouvelle détérioration de l'économie nord-coréenne, retombée dans la stagnation et aux graves inondations de l'été 2007. La crise alimentaire mondiale s'est, en outre, traduite par une chute des livraisons de nourriture de la Chine, soucieuse de répondre d'abord à ses propres besoins.

Affectée, enfin, par le raidissement de Séoul, qui a suspendu son assistance inconditionnelle, la RPDC est à nouveau à la veille d'une famine. « *Là-bas, même le Diable a faim* », commente un commerçant chinois, en désignant du menton l'autre rive.

Face à Dandong, c'est Sinuiju, ville frontière nord-coréenne. Dans les années 1970, Dandong et Sinuiju étaient peu différentes, vivant toutes deux au ralenti sous la férule communale.

Aujourd'hui, Dandong (2,4 millions d'habitants) s'est mise à l'heure de l'expansion post-socialiste. Elle s'est hérissée de gratte-ciel et, la nuit, scintille de publicités lumineuses. Hôtels, restaurants et salons de massage aux enseignes aguicheuses font face au paysage aussi morne qu'inchangé de l'autre rive, maisons sans vie, usine de papier à l'arrêt depuis quinze ans... Le soir, le pont brillamment illuminé semble s'arrêter au beau milieu du fleuve pour s'enfoncer dans les ténébres.

Dandong est une curiosité touristique pour les Chinois, qui viennent observer au télescope ou frôler, à bord de vedettes passant à quelques mètres de la rive nord-coréenne, un fossile du socialisme.

Dans les hôtels, on croise toujours des cadres nord-coréens le badge du « Grand Leader » au revers de la veste, qui discutent affaires avec des Chinois. Ils sont de 3 000 à 4 000 à vivre en permanence à Dandong. Mais « *ils n'ont plus grand-chose à vendre* », commente un négociant sino-coréen. Charbon, minerais, coquillages et herbes médicinales constituent

l'essentiel des exportations de la RPDC, avec la morue séchée que l'on trouve sur les étals des marchés.

En revanche, les Coréens du Nord continuent à acheter ce dont le pays a besoin, soit à peu près tout. Ils payent en yuans chinois ou en dollars. En liquide ou en traites à trois mois – « *toujours honorées* » selon notre interlocuteur. Ils font aussi beaucoup de troc. Les Chinois et les Coréens de Chine monopolisent ce commerce.

Beaucoup font du colportage (vêtements chauds, chaussures, médicaments, produits électroniques pour l'élite). « *On trouve tout en RPDC, si on a les moyens* », ajoute-t-il.

Malfrats, contrebandiers, trafiquants, passeurs qui palabrent aux alentours du marché font aussi des affaires plus ou moins tolérées. « *Seuls restent profitables les trafics, grâce à une corruption endémique à Sinuiju* », poursuit-il.

Les Coréens acquièrent en Chine des produits pharmaceutiques : certains contrefaits et peu efficaces fabriqués dans des usines de Dandong et destinés à la RPDC. D'autres, de meilleure qualité, proviennent de Corée du Sud. « *Même périmés, c'est encore mieux que les produits chinois* », commente un négociant. Ils entrent en RPDC en contrebande, croisant, dans l'autre sens, les antiquités...

Au dernier étage d'un bâtiment de boutiques à souvenirs du centre, une dizaine de brocanteurs sont spécialisés dans ce commerce. Coffres à lourdes ferrures de cuivre, écriitoires, tables basses, poteries... Arrivées dans des emballages de fortune – vieux cartons mal ficelés ou sacs d'engrais –, ces pièces de qualité variable sont nettoyyées et expédiées en Corée du Sud, où elles sont vendues le triple ou le quadruple de leur prix d'achat. Objets d'usage courant et meubles de famille, ils sont un triste témoignage de dénuement.

Autrefois florissait un trafic de

pièces volées dans les usines à l'arrêt, mais aujourd'hui il n'y a plus rien à « cannibaliser » et beaucoup se dépouillent de leurs biens personnels. « *Nous avons des gens qui sillonnent les campagnes. Quand ils ont un lot suffisant de meubles, on envoie un camion* », dit un brocanteur. Les douanes ? « *Un dédommagement suffit...* »

Des stupéfiants, méta-amphétamines ou héroïne, transitent aussi par Dandong. Il suffit à deux embarcations de se croiser sur le fleuve pour récupérer la marchandise.

« *En raison de la pénurie d'antidouleurs, la culture du pavot s'est développée dans les villages pour pallier la souffrance des malades...* », dit un marchand sino-coréen. « *Et la toxicomanie se développe dans la population...* » Au dénuement s'ajoute la misère des corps. ■

LUCIEN SIMON
(AVEC HENRY CHANG)

PAKISTAN

Le gouvernement demande à l'ONU d'enquêter sur la mort de M^{re} Bhutto

ISLAMABAD. Le nouveau gouvernement du Pakistan, dirigé par le Parti du peuple pakistanais (PPP), a demandé, vendredi 6 juin, à l'ONU d'enquêter sur l'assassinat, fin 2007, de l'ex-premier ministre Benazir Bhutto. Des investigations, menées par la police britannique, sollicitée par le président Pervez Musharraf, avaient permis à ce dernier d'incriminer les talibans pakistanais. Mais le PPP avait mis en doute cette thèse, accusant des proches du pouvoir d'alors et des services de renseignement, d'avoir commandité l'assassinat. – (AFP.)

TUNISIE

Un manifestant tué par balle dans la région de Gafsa

TUNIS. Un manifestant a été tué par balle et dix-huit personnes blessées, vendredi 6 juin, selon les autorités, au cours d'affrontements avec la police à Redeyef, dans la région minière de Gafsa (sud-ouest) en proie à l'agitation sur fond de chômage et de cherté de la vie. – (AFP.)

1 Fauteuil acheté = le 2^{ème} moitié prix*

L'indémodable **fauteuil CLUB**, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.

DecorActuel 80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69 - www.decoractuel.com

CALVITIE

Une révolution technique!

F.U.E
follicular unit extraction

calvitie

9 €

pour commander votre livre ou avoir des renseignements :

www.fue.fr • 06 75 11 41 94

La Russie met en garde l’Ukraine et la Géorgie au sujet de l’OTAN

Lors du sommet des pays de la CEI à Saint-Petersbourg, le président russe, Dmitri Medvedev, a évoqué le conflit en Abkhazie avec son homologue géorgien, Mikheil Saakashvili

MOSCOU
CORRESPONDANTE

Les douze chefs d’Etat de la Communauté des états indépendants (CEI) avaient tous fait le déplacement au Palais Konstantin de Saint-Petersbourg, vendredi 6 juin, pour un premier contact avec le nouveau chef de l’Etat russe, Dmitri Medvedev, dans le cadre d’un sommet de l’organisation. Après les poignées de main de bienvenue, la rencontre a été marquée par une mise en garde adressée aux présidents ukrainien et géorgien, Viktor Iouchtchenko et Mikheil Saakashvili, sur les conséquences d’une adhésion de leur pays à l’OTAN.

Malgré l’aménité pateline du nouveau maître du Kremlin, le discours n’a guère varié. L’entrée de la Géorgie dans l’OTAN provoquerait « une spirale de confrontation » en Abkhazie, territoire géorgien séparatiste soutenu par Moscou, a déclaré, vendredi, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. « Nous sommes capables de régler nos problèmes nous-mêmes. Qu’en pensez-vous ? », a lancé M. Medvedev à l’attention de M. Saakashvili.

Depuis le sommet de l’OTAN du 2 avril, où l’Ukraine et la Géorgie ont reçu l’assurance d’une adhésion à terme, la Russie a renforcé sa présence militaire en Abkhazie. Au moment où Vladimir Poutine, en visite à Paris le 30 mai, confiait au *Monde* que le plan de paix proposé par la Géorgie aux séparatistes était « juste », Moscou envoyait 300 soldats du génie dans la région, sous prétexte de réparer la voie fer-



rée qui relie la capitale abkhaze, Soukhoumi, à Moscou.

Les réactions ont été vives en Occident. Le secrétaire général de l’OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a réclamé le retrait immédiat des « centaines de soldats russes », dont l’envoi « viole la souveraineté de la Géorgie ». En renforçant sa présence militaire, Moscou entretient le doute sur son rôle de médiateur dans le conflit. La diplomatie russe a beau expliquer que les 3 000 soldats déployés en Abkhazie servent au maintien de la paix, selon le mandat confié à Moscou par la CEI en 1994, des photographies de ce contingent publiées par la presse ne laissent aucun doute sur les raisons de sa présence. Elles montrent des militaires casqués occupés à des exercices de positionnement le long de la voie ferrée.

Doublement du prix du gaz

Ces dernières semaines, l’idée d’une plus grande implication de l’Union européenne (UE) dans la résolution du conflit a fait son chemin. Jeudi, le Parlement européen a remis en cause la « neutralité » et l’« impartialité » des forces de paix russes. La Géorgie souhaite qu’une police civile, placée sous les auspices de l’UE et de l’Organisation pour la sécurité et la coopéra-

tion en Europe (OSCE), prenne le relais. Le chef de la diplomatie de l’UE, Javier Solana, en visite jeudi et vendredi en Géorgie et notamment en Abkhazie, a plaidé pour un engagement européen. Mais la Russie est hostile à l’arrivée de nouveaux acteurs dans une région qu’elle considère comme son arrière-cour.

L’Ukraine aussi a été froidement accueillie à Saint-Petersbourg. L’entretien entre Dmitri Medvedev et Viktor Iouchtchenko, expédié en quinze minutes, a été le plus bref de tous. Le président russe a menacé l’Ukraine d’une rupture du traité d’amitié qui la lie à la Russie. Les remontrances ont fusé à propos de la flotte de la mer Noire, invitée par Kiev à quitter sa base de Sébastopol en 2017, date d’expiration du contrat de location.

Ultime argument, la dépendance de Kiev à l’égard du gaz russe a été soulignée. M. Medvedev, qui était à la tête du géant russe Gazprom avant de devenir président, a expliqué que, dès 2009, le prix du gaz russe fourni à l’Ukraine allait augmenter, passant de 179,5 à 400 dollars les 1 000 m³. « Plus vite l’Ukraine passera à un prix de marché, mieux cela vaudra pour son économie », a rétorqué Viktor Iouchtchenko. ■

MARIE JÉGO

ÉTATS-UNIS ENVIRONNEMENT

Le Sénat américain rejette un projet de loi réduisant les émissions de CO₂

WASHINGTON

CORRESPONDANTE

Alors que le prix de l’essence a fortement augmenté, les Américains ne semblent pas prêts à payer plus pour limiter la dégradation de l’environnement. Telle est la conclusion qui ressort du débat qui a eu lieu cette semaine au Sénat sur l’énergie et le changement climatique. Le Sénat était saisi pour la première fois depuis 2003 de la question, mais l’examen du texte dit « sur la sécurité climatique » a tourné court, vendredi 6 juin, après une manœuvre d’obstruction des républicains. Le président George Bush, qui est opposé à un objectif contraignant de limitation des émissions, avait de toute façon menacé de mettre son veto.

Ce texte prévoyait une réduction des émissions de CO₂ et la création d’un marché des droits à polluer. Il visait à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 19 % d’ici à 2020 et de 71 % avant 2050 (une réduction importante mais insuffisante aux yeux des scientifiques). Les entreprises et compagnies énergétiques auraient été obligées d’acheter des permis de polluer – et de répercuter ces frais sur le consommateur. D’ici à 2050, la vente des permis pourrait rapporter 6 000 milliards de dollars au gouvernement, qui en réinvestirait une partie en encouragements aux énergies renouvelables.

Le projet avait été introduit par le sénateur John Warner – un des barons républicains, converti il y a quelques mois seulement à la nécessité de limiter les émissions –, par la démocrate Barbara Boxer, élue de Californie, et par le sénateur indépendant Joe Lieberman, qui, avec son ami John McCain, avait été le coauteur du texte de 2003 portant sur la même thématique. M. Lieberman a assuré que M. McCain soutenait toujours l’idée d’un marché des droits à polluer, mais le candidat républicain à l’élection présidentielle a préféré ne pas être présent lors du vote, d’autant que le sujet divise son parti. Il a regretté que le dispositif ne prévienne rien pour encourager l’énergie nucléaire.

La discussion a été entrecoupée de querelles subalternes. Pour protester contre le fait que les démocrates bloquent la confirmation de juges nommés par le président Bush, les républicains ont exigé la lecture des 492 pages du projet, ce qui a pris dix heures. Sur le fond, leur argument a été principalement économique, et le projet a vite été rebaptisé « l’impôt climat ». « A un moment où les Américains peinent à payer leurs factures, la majorité propose un texte qui rend ces prix encore plus élevés », a critiqué Mitch McConnell, sénateur du Kentucky.

L’Agence gouvernementale pour la protection de l’environnement (EPA) avait estimé que si le projet de loi était adopté, la croissance du produit intérieur

brut (PIB) d’ici à 2050 serait inférieure de 7 % à ce qu’elle serait sans lui. L’Association nationale des industries manufacturières a, de son côté, calculé que les consommateurs perdraient 7 000 dollars par an d’ici à 2030.

Les démocrates se sont rapidement aperçus qu’ils n’avaient pas le dessus. « Réduire le prix de l’essence devrait être notre priorité », a lancé le sénateur républicain du Texas, Jon Cornyn. Les leaders démocrates ont alors écourté les procédures et demandé un vote, mais celui-ci n’a pas permis de briser l’obstruction des républicains (il a manqué 12 voix). Le projet de loi a été remis à plus tard, vraisem-

blablement après l’élection d’un nouveau Congrès en novembre. « Quand les données économiques ont été connues, la réalité a fini par arriver jusqu’au Sénat », a commenté James Inhofe, sénateur républicain de l’Oklahoma, qui n’est pas persuadé de la responsabilité de l’homme dans le réchauffement de la planète.

Le texte a aussi embarrassé une dizaine de démocrates, originaires d’Etats miniers ou manufacturiers, qui ont indiqué ne pas pouvoir le voter. Outre M. McCain, ni Hillary Clinton, occupée à préparer ses adieux prévus samedi 7 juin, ni Barack Obama, retourné pour trois jours à Chicago, n’ont jugé bon de se déplacer pour contrer l’obstruction des républicains. La Chambre des représentants n’a pas encore rédigé de texte comparable. Mais elle a prévu d’examiner l’idée d’une taxe sur le carbone dans quelques semaines. ■

CORINE LESNES

45 000 milliards de dollars pour contrer le réchauffement

Une « révolution énergétique mondiale » est nécessaire si l’on souhaite diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2050, estime l’Agence internationale de l’énergie (AIE) dans un rapport rendu public vendredi 6 juin. Visant à limiter le réchauffement de la planète à 2,4 °C, cet objectif, appuyé par les ministres de l’environnement du G8, suppose de mobiliser à cette fin 1 % du PIB mondial chaque année – soit au total 45 000 milliards de dollars (28 850 milliards d’euros).

Le scénario le plus ambitieux de l’AIE prévoit la construction de 32 réacteurs nucléaires et de 17 500 éoliennes chaque année au cours des quatre prochaines décennies. Si les gouvernements restent inactifs, les émissions de CO₂ bondiront de 130 % d’ici au milieu du siècle, tandis que la demande de pétrole augmentera de 70 %, soit l’équivalent de cinq fois la production actuelle de l’Arabie saoudite. Une voie jugée « non durable » par l’AIE, qui plaide pour une augmentation drastique des investissements dans le secteur énergétique.

INDONÉSIE RELIGIONS

Rafle de la police indonésienne contre des islamistes radicaux

BANGKOK

CORRESPONDANT

Le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, s’est résolu à faire donner les forces de l’ordre contre un mouvement islamique intégriste sur les actions duquel le gouvernement fermait les yeux depuis plusieurs années, à la suite de tiraillements croissants et violents avec des militants pour la tolérance religieuse. Une rafle de police a abouti, le 4 juin, à l’interpellation, dans un faubourg de Jakarta, d’une soixantaine de membres du Front de défense islamique (FPI), une organisation qui s’est illustrée par des attaques contre des bars et boîtes de nuit.

La rafle suivait un raid revendiqué par le FPI, le 1^{er} juin, contre un rassemblement d’une petite mouvance musulmane

modérée, Ahmadiyah, à laquelle les islamistes reprochent en particulier de ne pas reconnaître en Mahomet le prophète unique. Plusieurs dizaines de militants d’Ahmadiyah avaient été blessés dans ces violences, dernières en date d’une série d’attaques contre des mosquées et écoles de la secte. Le FPI a juré de verser « jusqu’à la dernière goutte de sang » en vue d’obtenir l’interdiction d’Ahmadiyah.

L’Indonésie, plus grande nation musulmane du monde, pratiquant un islam majoritairement modéré et très syncretique, est, sur le papier en tout cas, un Etat séculier garantissant une liberté de culte qui s’étend au christianisme, au bouddhisme et à l’hindouisme. Le président Yudhoyono était sous les pressions contradictoires des legalistes demandant

le démantèlement du FPI et d’instances religieuses paragouvernementales le pressant d’interdire Ahmadiyah. Ce mouvement, interdit au Pakistan et en Arabie saoudite, regroupe quelque 200 000 activistes à travers l’archipel indonésien.

Les Etats-Unis ont discrètement exhorté « SBY », surnom du président, à réagir fermement à la démonstration de force du FPI. Lors d’une inhabituelle conférence de presse, le chef de l’Etat – élu en 2004, et dont l’administration a besoin des voix de partis islamiques au Parlement – a fustigé le FPI pour avoir « sali la réputation du pays » par ses violences, et promis de faire respecter la Constitution par une police généralement jugée tiède envers les radicaux. ■

FRANCIS DERON

VENEZUELA REFORTE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Hugo Chavez impose une loi obligeant les Vénézuéliens à collaborer avec les services secrets

CARACAS

ENVOYÉ SPÉCIAL

Une nouvelle législation, promulguée le 28 mai à l’occasion de la refonte des services secrets vénézuéliens, suscite une levée de boucliers dans les rangs de l’opposition. Celle-ci accuse le président Hugo Chavez de tenter d’imposer des pratiques policières ordinairement en vigueur dans les Etats autoritaires.

Dans l’un de ses articles les plus controversés, le texte contraint toute personne, entreprise ou organisation, quels que soient sa nationalité ou son statut, à colla-

borer, si besoin, avec les services de renseignement. Les récalcitrants risquent jusqu’à quatre ans de prison.

La loi stipule aussi que « la publication d’informations considérées comme confidentielles ou secrètes entraîne des responsabilités civiles, pénales ou administratives ». Elle autorise les services à agir sans ordre judiciaire, notamment en matière d’écoute téléphonique et à utiliser des « preuves secrètes », « dans l’intérêt stratégique national ».

Des juristes et des associations de défense des droits de l’homme estiment

que ce texte viole la Constitution de 1999, et les traités internationaux signés par le Venezuela.

Pas de débat au Parlement

L’opposition et les médias qui en sont proches dénoncent avec véhémence « une loi Gestapo », visant à « transformer tout citoyen en un délateur potentiel », et susceptible d’instaurer « une suspicion généralisée » et de porter atteinte à l’indépendance du pouvoir judiciaire. Ce texte, soulignent-ils, peut devenir à tout moment, un instrument de répression

des adversaires du régime et d’intimidation de la presse.

La loi supprime la police secrète (Disip) et les renseignements militaires (DIM) existants, tenus pour partiellement « infiltrés par l’ennemi », et les remplace par quatre nouvelles organisations. Elle a pour objectif officiel de « protéger et garantir la stabilité, l’intégrité et la pérennité des institutions démocratiques ».

Le ministre de l’intérieur, Ramon Rodriguez Chacin, a prévenu que les agents secrets devront à l’avenir démontrer « leur engagement idéologi-

que » au même titre que « leur parcours académique ».

M. Chavez a jugé la loi « indispensable » pour prévenir les rébellions internes et déjouer les conspirations externes, notamment celles ourdies par « l’impérialisme nord-américain ». Il a promis que le gouvernement « respecterait toujours les droits de l’homme ». Le chef de l’Etat a promulgué cette loi sous forme de décret, et sans débat au Parlement, en application des larges pouvoirs législatifs que les députés lui ont concédés en 2007. ■

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lundi
dans

Le Monde
Economie

L’offre raisonnable d’emploi :
une mini-révolution sur le marché du travail

Analyses et entretien

Chaque lundi, dans *Le Monde* daté mardi, rendez-vous avec le supplément « Economie » du *Monde*.

Le Monde

UE La présidence française de l'Union serait la première victime d'un rejet lors du référendum, jeudi 12 juin

La menace d'un non irlandais au traité de Lisbonne affole l'Europe

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Depuis Athènes, le chef de l'Etat français a rappelé que « dans tous les pays européens, l'Irlande a beaucoup apporté à l'UE et l'Europe a beaucoup contribué au développement de l'Irlande ». En aparté, Nicolas Sarkozy a aussi rejeté la responsabilité de l'euroscpticisme irlandais sur les dirigeants européens, incapables de se saisir d'un problème comme celui de la hausse du pétrole. « Tant que l'Europe ne s'occupera pas des problèmes des gens, a-t-il dit, on aura un problème. »

En Irlande, les partisans du oui refusent d'envisager l'éventualité d'un échec. Les principaux partis politiques irlandais – le parti Fianna Fail (centre droit) du premier ministre, Brian Cowen, le Fine Gael et le Parti travailliste, dans l'opposition –, soutiennent le traité de Lisbonne, à l'instar des organisations syndicales, patronales et agricoles. « Nous ne sommes pas dans la logique de perdre ni d'élaborer des scénarios », dit-on au gouvernement.

L'inquiétude immédiate, en cas de non, porte sur la poursuite de la ratification du traité par les autres Etats membres. Les 4,2 millions d'Irlandais ne devraient pas empêcher les 495 millions d'habitants de l'UE d'avancer, mais un phénomène « boule de neige » pourrait ensabler le processus.

La question se poserait dès le conseil européen des 19 et 20 juin, à Bruxelles. Comme elle avait été posée en 2005, après les non français et néerlandais au traité constitutionnel. Tony Blair, le premier ministre britannique, avait à l'époque suspendu sine die le référendum à haut risque prévu dans son pays, en considérant que la constitution était morte.

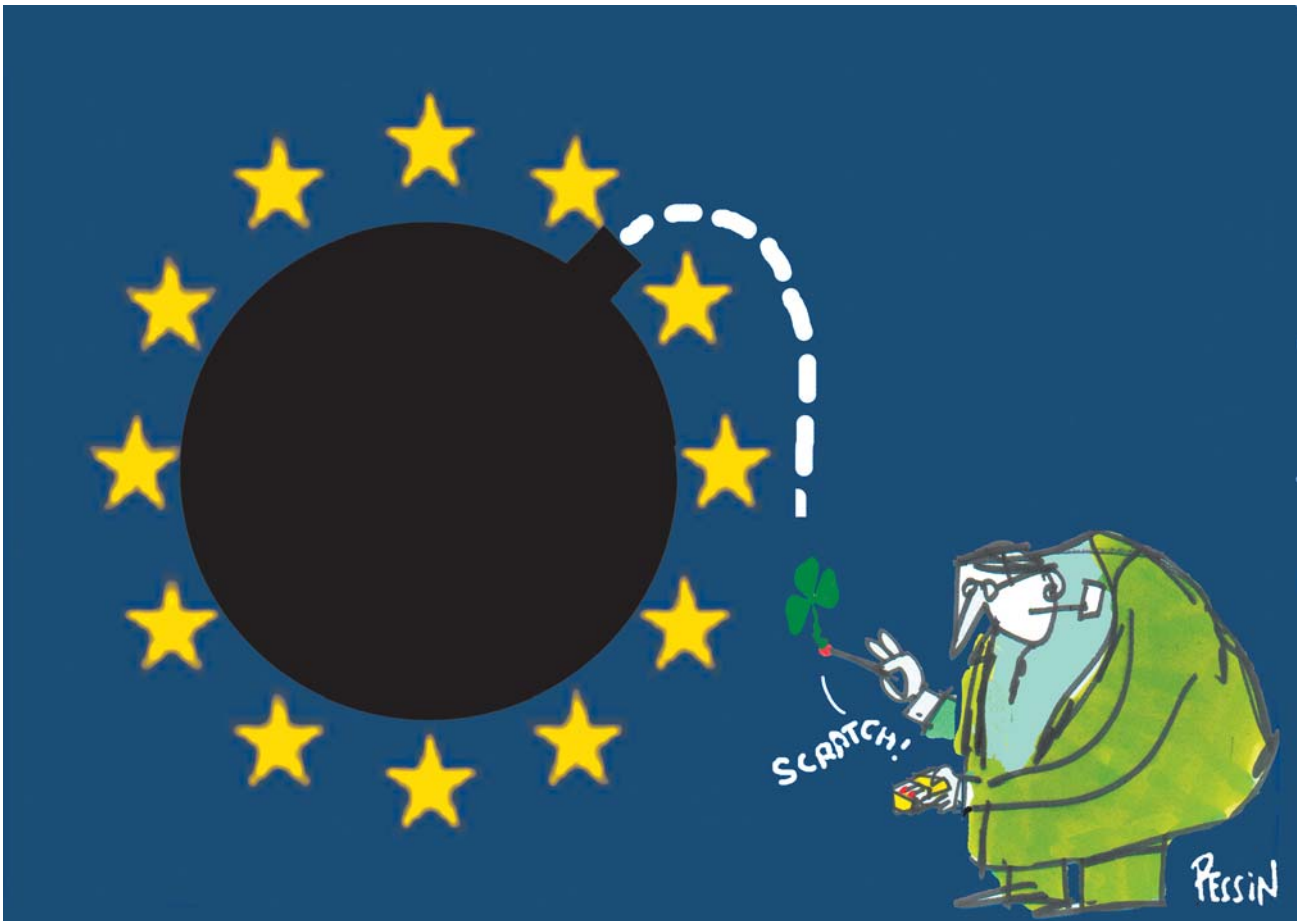
La France, qui va assurer la présidence de l'Union à partir du 1^{er} juillet, est décidée cette fois à tout faire pour que le processus

de ratification aille jusqu'au bout. Quinze Etats membres ont déjà ratifié, dont la France, la Pologne et l'Allemagne. La procédure est bien avancée aux Pays-Bas, en Belgique ou au Royaume-Uni. Mais la faiblesse politique du premier ministre britannique, Gordon Brown, attendu au tournant par les conservateurs eurosceptiques, suscite des craintes. « Le jour du non irlandais, dit-on à l'Elysée, on se précipite à Londres pour dire à Brown d'aller jusqu'au bout du processus de ratification à la Chambre des Lords. » Nicolas Sarkozy a déjà précisé qu'il déjeunerait avec Gordon Brown, jeudi 19 juin, avant le conseil européen de Bruxelles.

Prague est une autre source d'inquiétudes. Un échec irlandais conviendrait à l'euroscptique président de la République tchèque, Vaclav Klaus. Devant la cour constitutionnelle, qui doit se prononcer sur le traité avant sa ratification, il a déclaré que celui-ci allait « changer totalement et profondément la nature de l'UE ». Il a aussi laissé planer la menace d'une ratification par référendum plutôt que par voie parlementaire, pourtant prévue par la constitution.

La présidence française de l'UE serait la première victime d'un éventuel rejet du nouveau traité en Irlande. Une partie des objectifs et du mandat de la présidence serait à revoir, comme la désignation d'un président du Conseil européen et la mise au point d'un service d'actions extérieures. Les priorités affichées par Paris – énergie et environnement, défense, immigration, agriculture – pourraient être mises sous le boisseau afin de ne pas provoquer davantage les Irlandais. Le tout dans le contexte d'une Europe déprimée, à nouveau plongée dans une crise profonde. ■

PHILIPPE RICARD ET
MARION VAN RENTERGHEM
(AVEC ARNAUD LEPARMENTIER À ATHÈNES)



ENTRETIEN AVEC DANIEL COHN-BENDIT, EURODÉPUTÉ VERT

« On est dans des sociétés à logique égoïste »

Comment expliquez-vous la montée du non en Irlande ?

Par la folie de ce genre de référendum. On est dans des sociétés à logique égoïste. Les Irlandais qui disent non à l'Europe, c'est comme la Ligue lombarde qui rassemble 40 % des électeurs dans le nord de l'Italie pour ne pas payer pour le sud du pays. Pourquoi dire oui à quelque chose qui oblige à partager ce qu'on reçoit avec les nouveaux membres de l'Union que sont les pays de l'Est ?

La réaction basique est de protéger ses propres acquis. Dans le processus qui existe aujourd'hui avec la réforme de la PAC [politique agricole commune], les Irlandais savent, comme les Français, qu'ils ne seront plus protégés comme avant, qu'ils devront faire un effort pour renflouer les caisses de l'UE, qu'ils devront payer et non plus recevoir. Il faudrait qu'un référendum ait des conséquences : si on dit non, on sort de l'Europe.

La ratification du traité dans les autres pays est-elle compromise ?

Si les Irlandais disent non, Gordon

Brown [le premier ministre britannique] rentrera dans la niche. Politiquement, il n'est pas en position assez forte pour imposer de mener à terme le processus de ratification du texte actuellement examiné à la Chambre des lords. Les conservateurs diront : « Voyez, quand le peuple parle, il est contre. »

En République tchèque, c'est plus compliqué. Le président Vaclav Klaus et son parti ODS [droite ultralibérale] font un chantage sur les Verts dans la coalition gouvernementale : s'ils ne se prononcent pas pour le radar de défense américain, l'ODS dira non à la ratification. Il faut espérer que les Tchèques ne jouent pas le jeu de la politacillerie, mais celui de la responsabilité par rapport à l'Europe.

L'Europe n'a-t-elle pas une part de responsabilité ?

Les Irlandais ont tout obtenu de l'Europe et ils n'en ont pas conscience. C'est donc qu'il y a un problème. Visiblement, nous, Européens, n'arrivons pas à expliquer aux peuples ce que nous sommes en train de faire. Les Irlandais du non font se coaguler toute une série de problèmes

qui n'ont rien à voir avec l'Europe, et l'un de leurs arguments récurrents est qu'ils ne voient pas pourquoi voter pour un traité qu'ils ne comprennent pas. C'est une question à mettre sur la table : on a cru malin de faire un texte incompréhensible sans penser qu'on pouvait s'étrangler dans un goulot, comme par exemple le référendum irlandais. La réaction des peuples devant un tel texte est de se demander : « Qu'est-ce que vous nous cachez ? » Le pire, c'est qu'on ne leur cache rien et qu'ils ont tout obtenu.

Quelles leçons la présidence française de l'Union européenne devrait-elle tirer d'un non irlandais ?

Si le non irlandais arrivait, elle serait obligée de repenser la question du fonctionnement de l'Europe et la question du droit de veto d'un pays dans la ratification des politiques comme des traités de l'Union européenne. Les Verts avaient proposé un référendum européen à double majorité pour mettre fin à ce processus suicidaire. La démocratie, c'est surmonter les droits de veto. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. V. R.

UNION EUROPÉENNE LA NÉGOCIATION DU PAQUET CLIMATIQUE

Paris et Berlin arrachent un accord sur le transport de l'énergie

LUXEMBOURG
BUREAU EUROPÉEN

Après avoir serré les rangs, Berlin et Paris respirent : sous leur pression conjointe, les Vingt-Sept ont renoncé à demander le démantèlement de leurs groupes énergétiques. La Commission européenne et les pays libéraux souhaitent que soient séparées les activités de transport et de production d'électricité et de gaz, pour ouvrir le marché européen de l'énergie.

A l'issue du conseil des ministres de l'énergie, qui se tenait vendredi 6 juin à Luxembourg, les Européens sont parvenus à un compromis qui ouvre la voie à une option alternative défendue par l'Allemagne, la France, et six pays alliés. Les grands groupes intégrés comme EDF ou GDF/Suez pourront conserver la propriété de leurs réseaux. Mais ces derniers

seront gérés de façon indépendante de la maison mère, sous la houlette d'un régulateur aux pouvoirs renforcés. Le compromis doit faire l'objet de nouvelles négociations entre les capitales dans les mois à venir, mais il survient à quelques jours d'un vote crucial des eurodéputés, le 16 juin.

Cet accord à l'arraché devrait faciliter la coopération franco-allemande sur le paquet climat/énergie, qui doit aboutir, en décembre, à un accord sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre en Europe. Il s'agit d'une des priorités de la présidence française de l'Union, mais le projet suscite d'intenses négociations entre les Vingt-Sept, chaque Etat cherchant à limiter sa contribution aux efforts collectifs.

Le dossier figure à l'ordre du jour de la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, lundi

9 juin à Straubing, en Bavière. Les deux dirigeants préparent une déclaration commune sur les mesures présentées en janvier par la Commission. Ils veulent confirmer les grands objectifs de la négociation – 20 % de réduction des émissions de CO₂, 20 % de renouvelables, et 20 % d'économies d'énergie d'ici à 2020. Ils devraient appeler à une avancée sur ce sujet d'ici à la fin de l'année, en soulignant l'importance de s'entendre avant les grandes échéances internationales dans la lutte contre le réchauffement de la planète, en 2009.

Divergences persistantes

La déclaration appelle à une avancée sur ce sujet d'ici à la fin de l'année, en soulignant l'importance de s'entendre avant les grandes échéances internationales dans la lutte contre le réchauffement de la planète, en 2009.

deux musulmans parce que la femme avait menti sur sa virginité. « Il s'agit là d'un précédent dangereux qui ne peut que conforter certains fondamentalistes dans leur combat archaïque alors que justement l'un des remparts contre ce fanatisme devrait être le droit », écrivent-ils notamment. – (AFP.)

IMMIGRATION
Paris favorable à des gardes-frontières européens
Le président Nicolas Sarkozy a

gnant la délocalisation des industries les plus consommatrices en énergie, ou polluantes. De leur côté, les Français continuent, contre l'avis de Berlin, de militer pour la mise en place d'un mécanisme d'ajustement aux frontières, afin de compenser les surcoûts générés en Europe par les efforts de lutte contre le réchauffement. Paris milite aussi pour la prise en compte du nucléaire, alors que Berlin reste opposé à cette forme d'énergie.

Un accord pourrait être trouvé lundi entre les deux pays sur un autre sujet climatique sensible : la réduction des gaz à effet de serre dans le secteur automobile. Les constructeurs allemands de grosses limousines craignent d'être désavantagés vis-à-vis des producteurs de véhicules plus légers, comme les Italiens et les Français. ■

P. Ri.

COMMENT IL CHANGE L'AMÉRIQUE



100 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Du lundi au vendredi,
8 h 15 - 9 h 00
sur **Radio Classique**

Chroniques, interviews,
débat de la rédaction
avec **Eric Le Boucher**



ÉDUCATION PARENTS ET ENSEIGNANTS MOBILISÉS

Des écoles occupées
contre « les réformes Darcos »

D'UN CÔTÉ, un ministre de l'éducation ayant assuré qu'il était prêt à « *surinvestir* » dans l'enseignement primaire, là où les difficultés sont concentrées. De l'autre, au cœur d'un quartier populaire, le sentiment d'un désengagement de l'Etat. Enseignante, Sabine Gessain occupe, à l'école de la rue Pajol, dans le 18^e arrondissement de Paris, un poste de soutien en lecture pour les élèves en difficulté. Selon les syndicats, les cinq postes de ce type à Paris seraient supprimés à la rentrée.

L'information n'est pas confirmée, mais elle nourrit les craintes devant la « *réforme Darcos* ». Même sans ce cas particulier, l'école Pajol serait « *en lutte* » et « *occupée* » par des parents mécontents, solidaires des grèves des enseignants.

Grève tournante

Parti, à la base, sans mot d'ordre syndical, un mouvement d'occupation d'écoles s'est installé dans la capitale. Les protestataires dénoncent, pêle-mêle, le « *démantèlement de l'école* », la « *casse du service public* », les suppressions de postes, les nouveaux programmes, les stages de remise à niveau pour les élèves en difficulté, ou le nouveau fichier central « Base élèves ».

Depuis le 15 mai, les enseignants de l'école Pajol observent une grève tournante reconductible, suivie chaque jour par un quart à un tiers d'entre eux. La situation est similaire dans la plupart des écoles voisines.

Vendredi 6 juin, une dizaine de parents et quelques enseignants

sont encore présents vers 19 heures. Mère d'une élève en CE2, Cécile Delaroue, traductrice, représentante des parents élue sur une liste indépendante, indique : « *Je n'ai pas rencontré, depuis un mois, de parents hostiles à la grève* ». Selon Bernard Dubois, un des responsables de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) de Paris, « *une cinquantaine d'écoles sont perturbées par roulement* », et le mouvement, « *d'abord centré dans les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements parisiens, s'étend à d'autres quartiers* ».

Le rectorat, qui coiffe 771 écoles à Paris, refuse de confirmer ces chiffres. « *Il s'agit essentiellement d'occupations du bureau des directrices ou directeurs, sans incidence sur le bon fonctionnement de la scolarité* », remarque-t-on dans les services académiques. Mais dans une autre école du 18^e, la directrice fait état d'une grève reconductible suivie par un tiers de l'équipe depuis plus d'un mois.

« *Il y a une effervescence dans certaines écoles* », commente Gilles Moindrot, secrétaire général du SNUipp-FSU. Selon lui, parents et enseignants, au-delà des cercles militants, « *ont le sentiment que les différentes réformes en cours vont toutes dans le sens du dénigrement de l'école primaire* ». Le mouvement prépare, vendredi 13 juin, « *la nuit des écoles occupées* », qui se traduirait par l'occupation de 1 000 établissements. Parti d'Angers, ce mot d'ordre a gagné les départements de l'Ouest, puis de la région parisienne. ■

LUC CÉDELLE
ET CATHERINE ROLLOT

JUSTICE
Surirradiés d'Epinal : l'hôpital mis en examen

Le centre hospitalier Jean-Monnet d'Epinal, où au moins 5 500 personnes ont été victimes de surirradiation entre 1987 et 2006, a été, vendredi 6 juin, mis en examen en tant que personne morale pour « *omission de porter secours* ». Six personnes sont déjà mises en examen dans cette affaire. — (AFP.)

LOGEMENT
Première application du droit opposable

La mère mal-logée qui avait la première obtenu, le 20 mai, du tribunal administratif de Paris, au nom du droit opposable au logement, l'annulation d'une décision préfectorale lui refusant un logement prioritaire, a bénéficié, le 30 mai, d'un réexamen favorable de sa demande. — (AFP.)

Pour Charles Enderlin

(Publicité)

Sept ans. Voilà sept ans qu'une campagne obstinée et haineuse s'efforce de salir la dignité professionnelle de notre confrère Charles Enderlin, correspondant de France 2 à Jérusalem. Voilà sept ans que les mêmes individus tentent de présenter comme une « supercherie » et une « série de scènes jouées », son reportage montrant la mort de Mohammed al-Doura, 12 ans, tué par des tirs venus de la position israélienne, le 30 septembre 2000, dans la bande de Gaza, lors d'un affrontement entre l'armée israélienne et des éléments armés palestiniens.

Le 19 octobre 2006, le tribunal correctionnel de Paris avait jugé le principal animateur de cette campagne, Philippe Karsenty, coupable de diffamation.

L'arrêt rendu le 21 mai par la cour d'appel de Paris, saisie par Philippe Karsenty reconnaît que les propos tenus par ce dernier portaient « incontestablement atteinte à l'honneur et à la réputation des professionnels de l'information » mais admet, curieusement, la « bonne foi » de Philippe Karsenty qui « a exercé son droit de libre critique » et « n'a pas dépassé les limites de la liberté

d'expression ». Cet arrêt qui relaxe Philippe Karsenty nous surprend et nous inquiète.

Il nous surprend, car il accorde la même crédibilité à un journaliste connu pour le sérieux et la rigueur de son travail, qui fait son métier dans des conditions parfois difficiles et à ses détracteurs, engagés dans une campagne de négation et de discrédit, qui ignorent tout des réalités du terrain et n'ont aucune expérience du journalisme dans une zone de conflit.

Il nous inquiète, car il laisse entendre qu'il existerait désormais à l'encontre des journalistes une « permission de diffamer » qui permettrait à chacun, au nom de la « bonne foi », du « droit de libre critique » et de la « liberté d'expression » de porter atteinte impunément « à l'honneur et à la réputation des professionnels de l'information ».

Au moment où la liberté d'action des journalistes est l'objet d'attaques répétées, nous rappelons notre attachement à ce principe fondamental, pilier de la démocratie et nous renouvelons à Charles Enderlin notre soutien et notre solidarité.

27 mai 2008

Les premiers signataires*

Farid Aïchoune (Le Nouvel Observateur), Josette Allia (Le Nouvel Observateur), Claude Angeli (Le Canard Enchaîné), Max Armanet (Libération), Association du Prix Albert Londres, Claude Askolovitch (Le Nouvel Observateur), Florence Aubenas (Le Nouvel Observateur), René Backmann (Le Nouvel Observateur), Luc de Baroche (Le Figaro), Frédéric Barreyre (France Inter), Nebia Benjelbouir (Le Nouvel Observateur), Michel Bôlle-Richard (Le Monde), Christophe Boissani (Le Nouvel Observateur), Nicolas Brimo (Le Canard Enchaîné), Hervé Chabalier (Cape), Alain de Chalvron (France 2), Patrice Claude (Le Monde), Sylvain Cypel (Le Monde), Olivier Da Lage (RFI), Jean Daniel (Fondateur du Nouvel Observateur, écrivain), Sara Daniel (Le Nouvel Observateur), Christian Dauriac (FR3), Gilles Delafon (Le Journal du Dimanche), Grégoire Deniau (France 24), Jack Dion (Marianne), Mireille Duteil (Le Point), Kathleen Evin (France Inter), Didier François (Europe 1), Pierre Ganz (RFI), Alain Girard (Ouest France), Martine Gozlan (Marianne), Gilles Grandpierre (L'Union de Reims), Gérard Grizbec (France2), Jean-Claude Guillebaud (Journaliste et éditeur), Henri Guirchaux (Le Nouvel Observateur), Vincent Hugoux (L'Express), Jean-Marc Ilouz (France 2), Erwan Jourand (AFP), Jacques Julliard (Le Nouvel Observateur), Sammy Ketz (AFP), Serge Kovacs (France 3), Michel Labro (Le Nouvel Observateur), Jean Lacouture (Ecrivain), Serge Lafaurie (Le Nouvel Observateur), Gwenaëlle Lenoir (France 3), Loïc Lemoigne (France 3), Manon Loizeau, Alain Louyat (L'Expansion), Guillaume Malaurie (Le Nouvel Observateur), Jean-Paul Mari (Le Nouvel Observateur), Robert Ménard (Reporters sans frontières), Agnès Molinier (Présidente de la Société des journalistes de France 2), Denis Olivannes (Le Nouvel Observateur), Claude Perdrin (Le Nouvel Observateur), Pierre Prier (Le Figaro), Jonathan Randal (Washington Post), Philippe Reibel (France 2), SCAM (Société civile des auteurs multimédia), Société des Journalistes de France 2, Syndicat SNU-CGT de France Télévisions, Maurice Szafra (Marianne), Marcel Trilat (Journaliste), Pierre Weill (France Inter), Franck Weill Rabaud (RFI), Wiąz (Le Nouvel Observateur).

Olivier Bédourné (Editeur), Jean-Yves Camus (Chercheur à l'IRIS), Régis Debray (Ecrivain, directeur de la revue Medium), Théo Klein (Avocat, ancien président du CIPF), Jacques Le Goff (Historien), Elisabeth Rudinesco (Psychanalyste, historienne), Eric Rouleau (Ancien ambassadeur), Paul Rozenberg (producteur), Hubert Védrine (Ancien ministre des affaires étrangères), Guillaume Weill-Raynal (Avocat) soutiennent cet appel de journalistes, ...

Jacques Chirac inaugure sa nouvelle vie
avec le lancement de sa fondation

L'ancien chef de l'Etat a tourné la page du pouvoir. Lundi 9 juin sera officiellement lancée sa fondation pour le dialogue des cultures

Seules la corne du narval et quelques statuettes africaines ont fait le chemin du palais de l'Élysée jusqu'à ses nouveaux bureaux, rue de Lille, dans le 7^e arrondissement de Paris. Pour le reste, Jacques Chirac a changé de décor. Après quarante ans de vie politique passée sous les ors et les appartements des ministères, de la mairie de Paris et de l'Élysée, l'ancien président de la République a choisi un mobilier sobre et minéral pour meubler cet appartement bourgeois.

La Fondation Jacques-Chirac pour le développement durable et le dialogue des cultures sera officiellement lancée, lundi 9 juin, au musée du quai Branly et s'installera bientôt dans des locaux rue d'Anjou. M. Chirac a tourné la page du pouvoir. Sans nostalgie apparente. Après des mois où ses amis l'ont vu « flotter », comme absent à lui-même, il s'est aménagé une nouvelle vie, presque une nouvelle identité.

Planète des « ex »

S'il voit encore des parlementaires qui lui sont restés fidèles (Henri Cuq, Christian Jacob, François Baroin), il fréquente désormais la prestigieuse planète des « ex ». Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, l'Indien Rajendra Pachauri, tous deux Prix Nobel de la paix, l'ancien président du Sénégal Abdoul Diouf, ont accepté de faire partie du comité d'honneur de sa fondation.

Alors que le général de Gaulle et François Mitterrand s'étaient laissés mourir loin du pouvoir, que Valéry Giscard d'Estaing avait décidé de repartir de zéro, lui semble vouloir être – tout simplement, après avoir été.

A 75 ans, affaibli par des ennuis cardiaques qui lui ont valu la pose



L'ancien chef d'Etat se rend à une exposition à Beaubourg, le 13 mai. OLIVIER LEJEUNE/PHOOTQR/LE PARISIEN

d'un pacemaker, un peu amaigri et dur d'oreille, l'ancien chef de l'Etat a décidé de faire de ses « marottes » un travail à temps plein.

A droite comme à gauche, on raillait volontiers ses grandes envolées sur le dialogue des cultures, ses discours alarmistes sur l'état de la planète : « *La maison brûle* », avait-il lancé au Sommet de la Terre à Johannesburg (Afrique du Sud), en 2002. Il n'a renoncé à rien : « *Face aux grands défis du monde, j'ai toujours envie de me battre* », a-t-il confié, vendredi 6 juin, au Figaro, pour sa première intervention à la

presse écrite depuis son départ de l'Élysée, le 16 mai 2006.

La politique, il feint de l'ignorer. Les attaques de Nicolas Sarkozy à son encontre l'ont à peine fait réa-

gir, selon un député qui les lui a rapportées. « *Je ne vous surprendrai pas en disant que je n'ai pas remarqué* », confie-t-il encore au quotidien. Une manière, plus polie, pour dire, selon son expression : « *Ça m'en touche une sans faire bou-*

ger l'autre ». Il ajoute : « *C'est pour moi un principe et une exigence républicaine. Je considère que l'on ne commente pas l'action de ses prédécesseurs, ni celle de son successeur. Je suis clair sur ce point, je n'ai pas à cri-*

tiquer, ni à donner de conseils à mon successeur. »

La vraie vie est ailleurs ? M. Chirac s'apprête à se rendre en Afrique, où sa fondation conduit des actions dans le domaine de la lutte contre la déforestation, de l'accès à l'eau et aux médicaments. Il ira ensuite en Chine et au Japon. Les peuples premiers le passionnent toujours, comme ces huit habitants du Vanuatu qui parlent encore l'araki. Il prépare un livre, à paraître chez Lattès. Des mémoires ? Les journalistes qui l'ont rencontré ont observé que, lorsqu'il parle, il conserve entre ses doigts la petite fiche plastifiée qui lui sert de pense-bête. ■

PHILIPPE RIDET

RELIGION LE SCRUTIN DE DIMANCHE 8 JUIN EST ORGANISÉ DANS UN CLIMAT TENDU

L'islam français vote pour renouveler ses instances représentatives

LE SCRUTIN destiné à renouveler les instances représentatives musulmanes aura bien lieu dimanche 8 juin. Jusqu'à mercredi 4 juin, le doute a subsisté sur le maintien de cette date, car l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) avait demandé le report de la date des élections. L'organisation justifiait sa requête par « *le trouble et l'hésitation générale* » provoquée par le retrait de la Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris (FNGMP) du processus électoral, qui se déroule dans une ambiance très tendue.

L'UOIF n'a pas obtenu gain de cause : 4 856 délégués représentant 1 035 lieux de culte (sur les

1 890 recensés par le ministère de l'intérieur) et six fédérations ainsi que des mosquées indépendantes voteront dimanche dans des mosquées ou des locaux municipaux.

Ces élections doivent permettre la désignation de délégués dans les 25 conseils régionaux du culte musulman (CRCM). Les mieux placés d'entre eux accéderont à l'assemblée générale (150 élus) et au conseil d'administration (41 élus) du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Le 22 juin, le conseil d'administration devra entériner la mise en place du bureau exécutif et du président du CFCM, préalablement choisis en respectant des équi-

bres entre les fédérations.

Depuis 2003, ces instances sont chargées d'organiser le culte pour les 5 à 6 millions de musulmans potentiels présents en France (dont 1,5 million d'origine algérienne, 1 million d'origine marocaine, 400 000 d'origine tunisienne, 340 000 d'origine africaine et 320 000 d'origine turque). On estime à 20 % le nombre de pratiquants fréquentant une mosquée.

Rapports de force en régions

Ce scrutin donnera une image des rapports de force en régions. Au niveau national, un règlement « politique » a déjà battu les cartes. Malgré son refus de participer

au scrutin, la FNGMP de Dalil Boubakeur, l'actuel président du CFCM, ne devrait pas disparaître du paysage. Son mouvement détient deux places au bureau exécutif et M. Boubakeur devrait obtenir un poste honorifique.

La percée attendue du Rassemblement des musulmans de France (RMF) devrait permettre à son candidat, Mohammed Moussaoui, de prendre la présidence du CFCM. Les tractations de ces dernières semaines pourraient déboucher sur une présidence tournante, donnant l'occasion aux représentants de l'UOIF et de l'islam turc d'accéder à cette responsabilité. ■

STÉPHANIE LE BARS

Mystère des autoroutes éteintes : la réponse est dans le cuivre

Les gendarmes pensent avoir mis fin aux agissements d'un des groupes de voleurs de métaux qui se sont attaqués, ces derniers mois, aux câbles électriques alimentant les éclairages des voies rapides d'Ile-de-France. Certaines portions d'autoroutes urbaines, notamment sur l'A15, l'A86 ou l'A1, étaient ainsi plongées dans le noir, en soirée, à cause de vols commis pour récupérer le cuivre contenu dans les gaines.

Fin mai, les CRS ont interpellé sept hommes, des Roumains âgés de 18 à 30 ans, alors qu'ils démontaient des câbles le long de l'A1 dans le Val-d'Oise. Ils ont été

mis en examen pour vols et placés sous mandat de dépôt. Un recycleur de métaux, suspecté d'être leur complice, a été placé sous contrôle judiciaire.

« 4 euros le kilo »

Grâce à la vidéosurveillance, la société d'autoroute avait pu repérer le groupe aux abords de la voie rapide. Une patrouille de CRS les avait interpellés en « *flagrant délit* », alors qu'ils démontraient les câbles. Ils avaient déjà réussi à récupérer une cinquantaine de kilos de cuivre. « *Leur mode opératoire est bien établi. La nuit, ils tirent les câbles le long des voies,*

puis ils les font brûler pour faire fondre les gaines », explique le colonel Stéphane Ottavi, responsable de l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante (OCLDI), qui supervise les enquêtes sur le sujet. Le métal ainsi prélevé – principalement du cuivre, de l'acier et de l'aluminium – est ensuite revendu autour de « *3 ou 4 euros le kilo* » chez des recycleurs. Un prix jugé intéressant du fait de l'augmentation du cours des métaux depuis 2005.

Outre les voies rapides, les voleurs de métaux s'en prennent le plus souvent aux lignes de la SNCF, aux chantiers et aux entre-

pôts. « *Les forces de police ont eu une activité importante. Les recycleurs de métaux ont aussi effectué un gros travail en interne pour assainir leur profession* », souligne M. Ottavi.

De fait, après deux années de forte hausse, l'OCLDI a constaté une diminution « *significative* » des plaintes depuis 2007. Certains groupes ont toutefois réussi à passer à un stade industriel : fin 2007, les gendarmes ont mis fin à un trafic, en Seine-et-Marne, représentant 700 tonnes de métaux volés, pour un bénéfice estimé de 2 millions d'euros. ■

LUC BRONNER

HISTORIQUE

BFMTV
1^{ÈRE} CHAÎNE
D'INFO
DE FRANCE*

BFMTV
NEWS 24/7

2^{ÈME}
CHAÎNE
D'INFO

1

3^{ÈME}
CHAÎNE
D'INFO

2

3

BFMTV

NEWS 24/7

PRIORITÉ AU DIRECT

*Source : Mediametrie Mediamat, Part d'audience nationale
4 ans et +. PDA = 0.4% Mai 2008 - Du 28 avril au 1er juin 2008



canal 15

CANAL SAT

canal 44

numericable

canal 26 ou 41



canal 15

neuf

canal 15

Disponible également sur le câble, l'ADSL et les mobiles 3G

bfmtv.fr

Mondialisation La négociation du Cycle de Doha ne parvient pas à sortir de l'ornière

L'OMC peine à libéraliser les produits manufacturés

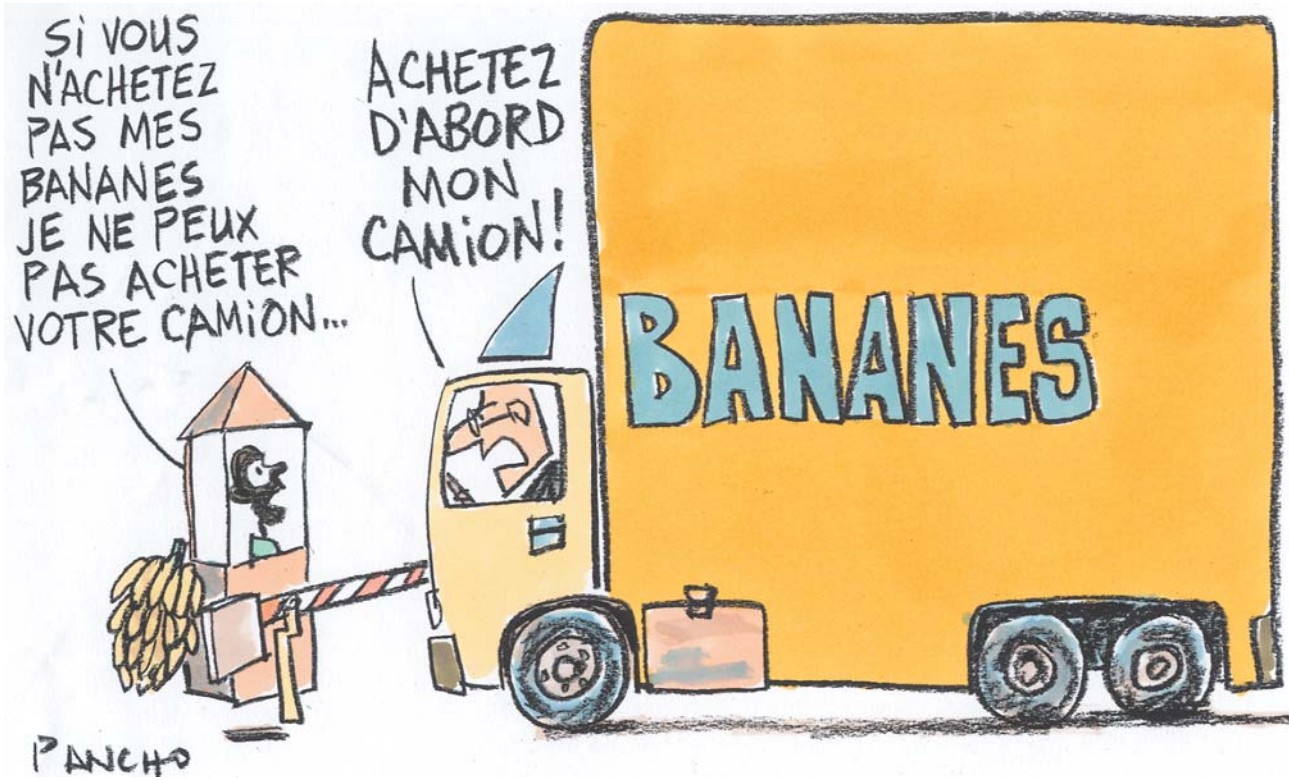
Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), convie, lundi 9 juin, au siège de l'OMC à Genève, les négociateurs des 152 Etats membres, dans une ultime tentative de ranimer les discussions sur la libéralisation du commerce international. Elles sont suspendues depuis le 2 juin, faute de consensus sur les produits industriels. En cas de succès, il souhaite convoquer une réunion décisive début juillet.

M. Lamy dit avoir senti chez la trentaine de ministres qu'il a rencontrés le 5 juin à Paris, « la volonté de conclure le cycle de Doha », ouvert en 2001 pour réduire les obstacles au commerce, réduire les subventions qui faussent celui-ci et accélérer le développement des pays les moins favorisés. Les négociations auraient dû se conclure en 2004. Suspendues au cours de l'été 2006, elles ont repris en 2007 et ne débouchent toujours pas.

Harcelés depuis des mois par le directeur général, les Etats ne sont pas très éloignés d'un accord sur l'agriculture qui obligerait, par exemple, l'Union européenne et les Etats-Unis à diminuer leurs droits de douane agricoles de 54 % en moyenne (contre 36 % pour les pays en développement) et à réduire leurs subventions pour les trois quarts environ.

Le projet sur les produits manufacturés prévoit que les pays développés réduisent leurs droits de douane à moins de 9 % et les pays en développement à moins de 26 %.

Les Brésiliens ont déploré que l'Amérique et l'Europe n'ouvrent pas plus leur marché à ses produits agricoles. L'Inde s'est indignée qu'on lui demande d'accep-



ter les produits industriels occidentaux au détriment de sa production domestique. L'Europe et les Etats-Unis ont rétorqué qu'ils ne consentiraient un affaiblissement de la protection de leur agriculture que s'ils étaient assurés de vendre plus aisément leurs produits industriels dans les pays du Sud.

Tous ont dénoncé le Farm Bill américain, qui prévoit d'augmenter de 20 milliards de dollars les subventions agricoles d'ici à 2012, alors que l'OMC leur

demandait de les baisser de plus de 20 milliards ! Parvenir à un consensus dans ces conditions, comme s'y échine depuis plusieurs années Pascal Lamy, est une gageure.

Les pays du Sud s'affirment

L'OMC n'est plus le cénacle du temps de l'Uruguay Round où les pays développés faisaient la loi et ne traitaient que peu de sujets. Aujourd'hui, les dossiers concernent aussi les services. D'autre

part, les pays du Sud s'affirment et imposent que soit donnée priorité à l'agriculture.

Les 152 pays sont obligés de tenir compte de leurs lobbies qui défendent leurs intérêts bec et ongles. Le Japon tient avant tout à son riz, l'Europe à son bœuf et les Etats-Unis à leurs arachides, produits « sensibles » qu'ils entendent protéger par des taxes. L'Argentine et le Brésil veulent que les pays du Nord ne détruisent pas leurs industries. L'Afrique

défend ses bananes contre les assauts de celles d'Amérique latine.

Autrement dit, chacun entend concéder le moins d'accès possible à son marché domestique tout en obtenant l'ouverture maximum de celui des autres.

Cette foire d'empoigne a-t-elle une chance de déboucher en juillet sur quelque chose de concret ? « Oui, répond Pascal Lamy, jamais il n'y a eu sur la table autant de dossiers près d'être bouclés. » Opinion que ne partage pas le ministre australien du commerce, Simon Crean, qui juge les divergences « considérables ».

Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat du commerce extérieur français, exprime beaucoup de circonspection, alors que la France doit assurer la présidence de l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet.

« Les négociations peuvent progresser, déclare-t-elle, mais cela serait miraculeux, compte tenu des réserves et des incertitudes que j'entends : le dossier agricole n'est pas au point ; le dossier industriel non plus, puisque nous avons demandé qu'il soit remis à plat ; l'équilibre entre les libéralisations agricoles et industrielles n'est pas assuré ; les Etats-Unis et leur Farm Bill compliquent tout, etc. Et en plus, la position des uns et des autres changent tous les jours ! »

Plus soucieuse du fond que du calendrier des négociations, la secrétaire d'Etat conclut : « Le commerce international ne s'est jamais mieux porté. Nous n'avons pas forcément besoin d'un accord dans le cadre du cycle de Doha, et des accords bilatéraux peuvent faire l'affaire. » Une position passablement provocatrice qui fera grincer des dents l'OMC. ■

ALAIN FAUJAS

PÉTROLE LA COMPAGNIE BRITANNIQUE EST ACCUSÉE PAR MOSCOU DE FRAUDE FISCALE

Le groupe BP est menacé de perdre le contrôle de sa filiale russe

LONDRES

CORRESPONDANT

Manigances du Kremlin, accusations de fraude fiscale, harcèlement des dirigeants : la compagnie pétrolière britannique BP fait à son tour l'apprentissage du monde impitoyable du pétrole russe. TNK-BP, sa filiale russe à 50 %, est aujourd'hui dans le collimateur du pouvoir, comme l'atteste la convocation, le 5 juin, par le ministère de l'Intérieur de son directeur-général, Robert Dudley, concernant des « questions fiscales ».

Un désaccord survenu entre BP et les trois principaux actionnaires russes de TNK-BP empêche la publication du budget 2008 et l'approbation des comptes 2007. Les oligarques en question, Viktor Vekselberg, Mikhaïl Fridman et Len Blavatnik, exigent la démission de Robert Dudley, qu'ils accusent de favoriser BP. Les hommes d'affaires réclament aussi une hausse du dividende et une diminution du

nombre de cadres étrangers au sein de l'état-major.

La multinationale britannique refuse ce « diktat ». Inquiet de la stagnation de la production depuis 2006, BP privilégie l'augmentation des investissements dans TNK-BP au lieu de choyer ses actionnaires. Enfin, la major refuse la requête du trio de permettre à la compagnie russe de se développer à l'international avec des associés russes.

12 % des bénéfices

« Je vous l'avais bien dit » : voilà des semaines que Dudley clame que les trois actionnaires russes, sous la pression du Kremlin, entendent vendre leur part aux géants Gazprom ou Rosneft. TNK-BP, qui produit en moyenne 1,6 million de barils/jour et emploie 65 000 personnes, représente 18 % de la production russe. Dans le cadre de sa stratégie de renationalisation du pétrole, le Kremlin aimerait mettre

la main sur la majorité du capital du troisième groupe pétrolier du pays, sans doute via Rosneft : lors de l'entrée en Bourse en 2006 de ce groupe, BP y avait investi 1 milliard de livres. Ses déconvenues actuelles rappellent les revers récents de Shell, contraint de céder à Gazprom la majorité des parts dans l'énorme projet de Sakhaline II, dans l'Extrême-Orient russe.

Cette affaire agite les imaginations de la City parce qu'elle met à nu une vérité qui fait mal : TNK-BP a sans doute vécu dans sa forme actuelle. Déjà affaiblie par une série de déboires, BP risque de se retrouver à nu. TNK-BP a représenté 12 % des bénéfices de la compagnie britannique en 2007 et 24 % de sa production. Surtout, la coentreprise russe constitue 19 % de ses réserves. Sans cet apport, le pourcentage de renouvellement par BP de ses réserves prouvées de pétrole et de gaz, indicateur-clé de la bonne santé d'une société d'hydrocarbures, tomberait sous la barre des 100 %.

Responsable de l'exploration-production sous Lord Browne, son illustre prédécesseur, Tony Hayward, directeur général depuis mai 2007, entend préserver cette association entre BP et trois oligarques à la réputation pourtant sulfureuse. Le trio a fait l'objet d'innombrables actions en justice intentées par des partenaires étrangers.

TNK-BP a été créée dans le cadre de l'accord énergétique bilatéral signé à l'été 2003 par Tony Blair et Vladimir Poutine. Tony Hayward n'a rien du brillant trapéziste que fut Browne, habité de desseins géopolitiques ambitieux, d'initiatives diplomatiques déconcertantes. Il travaille dans le réel, pilotant en simple praticien une entreprise tombée de son piédestal mais conservant de brillants atouts. En particulier ses gisements prometteurs en Angola, dans les Antilles et en Libye, qui devraient compenser la maturité de ses champs nord-américains et de la mer du Nord. ■

MARC ROCHE

RESSOURCES LE PRÉSIDENT NIGÉRIEN CHERCHE UN « AUTRE OPÉRATEUR »

Le Nigeria prive Shell des puits d'Ogoniland

SHELL VIENT DE SUBIR un nouveau revers au Nigeria, pays où il est depuis cinquante ans la plus puissante compagnie pétro-gazière. Déjà cible d'attaques et de sabotages répétés contre ses installations dans d'autres zones du delta du Niger, le groupe anglo-néerlandais va devoir quitter le pays des Ogoni, une région riche en or noir où il avait cependant suspendu toute exploitation depuis dix ans. Le président nigérien l'a annoncé, mercredi 4 juin, en ajoutant sans plus de précisions que le groupe sera remplacé « d'ici à la fin de l'année » par un « autre opérateur ».

Umaru Yar'Adua a justifié sa décision par la « totale perte de confiance entre Shell et la population ogoni ». Elu en avril 2007, il solde un contentieux vieux de près de trente ans entre la major pétrolière et ce petit peuple de 200 000 âmes qui dénonce pillage et saccage de son territoire. Un nom symbolise ce lourd contentieux : Ken Saro-Wiwa. Cet écrivain et huit autres militants du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop) avaient été pendus à Port-Harcourt, le 10 novembre 1995, sous la dictature du général Sani Abacha.

Depuis, les autonomistes du Mosop accusent Shell d'avoir été



au moins complice de ces exécutions. Ils dénoncent surtout l'exploitation effrénée du pétrole, ses ravages sur l'écosystème et l'absence de toute retombée de la manne sur la population. A l'exception de celle des torchères brûlant le gaz, responsables de la pollution et de graves maladies respiratoires. Malgré plusieurs tentatives, Shell et les Ogoni ne sont jamais parvenus à un accord durable. Le Mosop a salué la décision « courageuse » de M. Yar'Adua.

Ce revers s'ajoute à d'autres tensions. Ethnie dominante dans le delta, les 14 millions d'Ijaw ne sont pas mieux lotis. Regroupés au sein du Mouvement d'émancipation du delta du Niger, certains ont pris le chemin de la rébellion

contre le gouvernement et les pétroliers. Les installations de Chevron, Agip, Total, ExxonMobil et Shell sont régulièrement attaquées. En 2008, Shell a dû recourir à la clause de « force majeure » qui l'autorise à suspendre ses obligations contractuelles sans encourir de pénalités.

« Le pays pourrait extraire trois millions de barils par jour, il n'en produit plus que deux », constate Philippe Sébille-Lopez, consultant en géopolitique des hydrocarbures et spécialiste du Nigeria. Peut-on continuer d'y investir ? Christophe de MARGERIE, directeur général de Total, reconnaît qu'il se « pose des questions » en raison des risques pesant sur les salariés. Il ajoute que le retrait d'une compagnie réduirait encore la production nigérienne et que le prix du baril grimperait encore.

Il semble exclu qu'une major occidentale se retire brutalement d'un pays possédant 36 milliards de barils (3 % des réserves mondiales) et 5 200 milliards de mètres cubes de gaz (2,9 %). Le Nigeria est le huitième exportateur d'or noir, et les experts jugent que sa production est indispensable à l'équilibre déjà précaire des marchés pétroliers. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

ÉNERGIE FOLLE SÉANCE VENDREDI À NEW YORK SUR LE MARCHÉ PÉTROLIER

Le baril a franchi le seuil des 139 dollars

LES COURS DU PÉTROLE brut ont enregistré, vendredi 6 juin, à New York un bond de 10,75 dollars, la hausse la plus importante jamais vue sur ce marché en une seule séance, pour terminer à 138,54 dollars le baril. Le baril de « light sweet crude » pour livraison en juillet a franchi successivement les seuils des 136, 137, 138 et 139 dollars, pour inscrire un nouveau record absolu à 139,12 dollars. Le précédent sommet de 135,09 dollars avait été atteint le 22 mai.

Au cours des seules séances de jeudi et vendredi, les cours de l'or

noir se sont envolés de 16 dollars, le marché réagissant à une rechute du dollar.

Le cours du baril était retombé en milieu de semaine à 122 dollars. Mais le mouvement s'est inversé quand le billet vert a subi un accès de faiblesse après les propos, jeudi, du président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, évoquant une hausse prochaine des taux d'intérêt à court terme pour lutter contre l'inflation. « Il semble que beaucoup d'investisseurs aient utilisé la baisse du dollar comme prétexte pour retourner sur le marché,

après quelques prises de bénéfices. Cette nouvelle envolée du pétrole confirme que les tendances à long terme sont toujours les mêmes », estime Andrey Kryuchenkov, de la maison de courtage Sudecn.

D'autres éléments ont augmenté la nervosité des investisseurs : les prévisions des analystes de Morgan Stanley, selon qui le prix de l'or noir atteindra les 150 dollars d'ici au 4 juillet, et les déclarations, vendredi, du vice-premier ministre israélien, Shaoul Mofaz, qui a évoqué une possible attaque militaire contre les installations nucléaires iraniennes. - (AFP.) ■

DETAILLANT - GROSSISTE
 VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

FIXES OU RELEVABLES

5 500 M² D'EXPOSITION

MATELAS - SOMMIERS
TEMPUR - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI - SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
ET UNE GAMME SPÉCIALE POUR DOS SENSIBLES
CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC
CASANOVA - DUVIVIER - COULON - DIVA - BOURNAS - etc...
CONVERTIBLES POUR USAGE QUOTIDIEN

m o b e c o

50, av. d'Italie Paris 13^e
M^o Pte d'Italie

148, av. Malakoff Paris 16^e
M^o Pte Maillot

247, rue de Belleville Paris 19^e
M^o Télégraphe

01 42 08 71 00 7j/7 **www.mobeco.com**
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE
vente par téléphone possible

La libéralisation des jeux en ligne aiguise les appétits

Les autorisations doivent être accordées au deuxième semestre de l'année 2009. Le marché français pourrait représenter entre 5 et 7 milliards d'euros

Le marché français du jeu en ligne devra s'ouvrir à la concurrence au deuxième semestre 2009. Le ministre du budget, Eric Woerth, l'a confirmé vendredi 6 juin, lors d'une conférence de presse organisée à Roland-Garros. Avant de faire une communication devant le conseil des ministres, mercredi 11, et deux jours après avoir rencontré le commissaire européen McGreevy, M. Woerth a précisé la position du gouvernement français.

Sous la pression de l'Union européenne, le monopole a vécu. Place à l'« ouverture maîtrisée des jeux en ligne ». Comment la décliner ? En ce qui concerne les courses hippiques, il sera mis fin au monopole du PMU, mais seuls les paris mutuels seront autorisés. Dans le domaine des paris sportifs, le système de pari à cote fixe, où chacun joue contre l'organisateur du pari, sera privilégié. Enfin, certains jeux de casino seront autorisés en ligne, comme le poker, le blackjack ou la roulette. Toutefois, les machines à sous et les loteries resteront exclues de cette ouverture. Protection des intérêts de la Française des jeux et des casinotiers oblige.

Une autorité de régulation doit être créée. A elle de définir les appels d'offres, les cahiers des charges, et d'attribuer les agréments. Selon M. Woerth, l'agrément pourra être donné pour une durée de cinq ans. Le ministre s'est déclaré défavorable au principe de reconnaissance mutuelle, qui ferait qu'un acteur opérant à Malte ou à Gibraltar soit automatiquement reconnu en France. Mais il se refuse à chiffrer le nombre d'opérateurs qui pourraient être admis. Il a toutefois ajouté : « Cela m'étonnerait que vingt acteurs puissent le faire. »

En termes de calendrier, le texte législatif cadrant ces nouvelles dispositions doit être présenté à l'automne ; l'autorité de régula-

tion devrait être mise en place début 2009 et les autorisations délivrées au deuxième semestre 2009.

Beaucoup de points restent à régler, en particulier celui de la fiscalité. Pour Bercy, une chose est sûre : pas question de laisser les recettes provenant des jeux d'argent, un montant estimé à 5 milliards d'euros par an, s'éroder. M. Woerth s'est dit aussi déterminé à veiller à la préservation du financement de la filière hippique, un rôle dévolu jusqu'alors au PMU, et au retour financier vers le sport, que ce soit par un pourcentage prélevé sur le montant des enjeux ou en autorisant les organisateurs d'événements sportifs à négocier une vente de droits sur les paris sportifs.

Nouveaux acteurs sur le Net
Les appétits sont grands, même si le marché reste difficile à quantifier. M. Woerth a avancé le chiffre de 5 à 7 milliards d'euros.

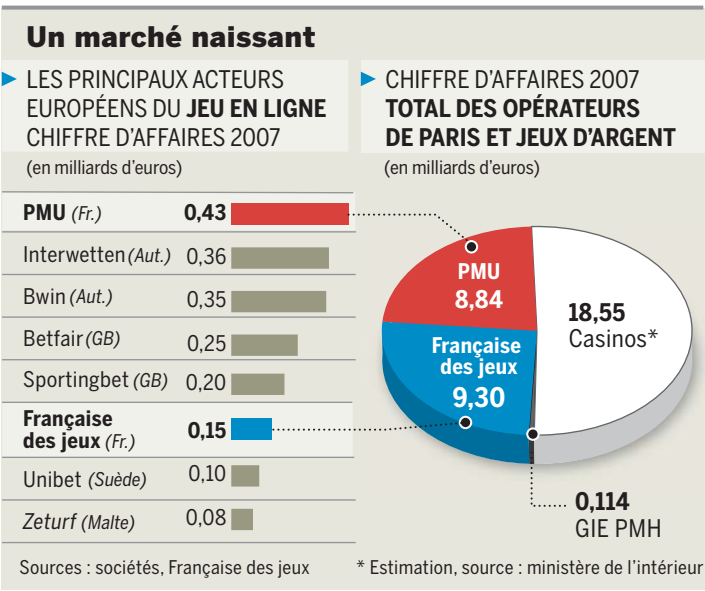
Le lobbying très intense des différents acteurs va donc se poursui-

vre. Cette perspective de libéralisation ne laisse aucun acteur indifférent. Elle a donné des ambitions aux intervenants de toute nature, qu'ils soient à classer du côté des start-up ou de celui des opérateurs historiques.

Au sein des deux catégories, on recense des opérateurs qui, du jour au lendemain, peuvent être opérationnels. C'est le cas de Zeturf, site de paris hippiques basé à Malte. Emmanuel de Rohan-Chabot, son directeur général, revendique déjà, à l'issue de trois années d'activité, près de 60 000 clients inscrits. C'est aussi le cas d'autres nouveaux acteurs du pari sportif en ligne, comme Bwin, SportingBet, Unibet ou Betfair.

Devant cette concurrence annoncée, les opérateurs historiques que sont le PMU, la Française des jeux et les casinotiers français, préparent la riposte.

Ces derniers, par exemple, s'essaient au marché britannique en attendant de pouvoir opérer en France. Profitant de l'Euro, le groupe Partouche devrait lancer à par-



tir du 9 juin son site de paris sportifs, partouche-betting.com. Pour sa part, le groupe Lucien Barrière, qui a demandé une licence maltaise, lancera à l'automne un site de jeu en ligne payant outre-Manche et « for fun » en France, avant de le rendre à son tour payant.

La Française des Jeux, qui fait déjà du pari sportif en ligne s'apprête à bousculer les codes du loto à l'automne.

Quant au PMU, il a annoncé début mai l'acquisition de Geny Courses, une société spécialisée

dans l'information hippique et la prise de paris. Une opération menée avec la société d'investissement Serendipity, dont les actionnaires sont Bouygues et Pinault. Une opération qui traduit l'intérêt des nouveaux investisseurs de poids pour le jeu en ligne. Ainsi Bernard Arnault s'est-il associé à Stéphane Courbit, qui envisage le rachat du britannique Betclick, spécialisé dans les paris et les jeux de casino. ■

FRANÇOIS BOSTNAVARON
ET LAURENCE GIRARD

IMMOBILIER

En Russie, les oligarques jouent aussi aux promoteurs

MOSCOU
ENVOYÉE SPÉCIALE

A peine la crise bancaire russe de 1998 était-elle calmée, que commençait la ruée immobilière sur Moscou. S'engouffrant dans le vide juridique et administratif laissé par la dissolution de l'Union soviétique, des entrepreneurs jeunes, ambitieux et souvent proches du pouvoir ont accaparé des terrains bien situés de la capitale et ont construit, en un tournemain, des fortunes impressionnantes.

« Il fallait voir la file d'attente devant le comité foncier qui dépend de la municipalité, et ses couloirs remplis de cadeaux », se souvient le directeur financier de l'agence d'architecture Ostarch. Cette équipe a, dès 1995, à la demande de la ville, été chargée d'élaborer un plan d'urbanisme pour le quartier vétuste mais préservé d'Ostozhenka, près du Kremlin.

Les architectes ont voulu respecter l'histoire du site, limiter les hauteurs et ne construire ou réhabiliter que 350 000 mètres carrés. Mais, en 1999, les promoteurs de la nouvelle génération ont allégrement bafoué ces règles en construisant 850 000 mètres carrés. Ostozhenka est devenu un quartier de très grand standing, où les appartements, dans des immeubles neufs gardés par des vigiles, se vendent de 10 000 à 30 000 dollars le mètre carré, second œuvre et décoration non compris. Toutes les architectures, parfois belles, parfois délirantes ou kitsch, s'y côtoient. La moitié des logements sont vides, car leurs propriétaires les ont achetés pour spéculer.

Milliardaires à Moscow City

Les promoteurs, les « gens sérieux », comme les désignent Alexandre Skokan et Andreï Gnezdilov, architectes fondateurs d'Ostarch, c'est notamment le groupe Don-Stroy, un des plus puissants de la place, fondé par deux trentenaires déjà classés par l'institut Forbes parmi les mille plus grandes fortunes mondiales ; mais aussi le promoteur OPK, qui appartient à Sergueï Pougatchev, surnommé « le banquier de Poutine ». Ce milliardaire francophile, propriétaire, depuis octobre 2007, de l'épicerie de luxe Hédiard, a fait plusieurs fois appel à l'architecte français Jean-Michel Wilmotte, par exemple pour la transformation d'un superbe bâtiment datant de 1885, situé sur la place Rouge, en hôtel de grand luxe.

On trouve encore les sociétés Inteko, dirigée par Helena Baturina, la femme la plus riche de Russie et qui n'est autre que l'épouse du maire de Moscou, Yuri Lujkov ; Russian Land, fondée par Chalva Tchigirinsky, un oligarque proche, lui, du maire de Saint-Petersbourg ; ou Glavppomstroy, fondée par l'industriel Oleg Deripaska, le plus riche de tous, à la tête d'une des premières sociétés d'aluminium du monde.

Un autre terrain de jeu de ces nouveaux milliardaires est Moscow City, un peu plus à l'est, qui se veut la Défense ou le Manhattan russe. Le site, géré par une société privée, accueillera seize tours d'appartements chics et de bureaux, autour d'un centre commercial géant. C'est là que la tour de la Fédération, qui se veut la plus haute d'Europe (448 mètres), est en cours d'achèvement. La frénésie immobilière fait l'affaire de la ville de Moscou, qui reste propriétaire des terrains qu'elle loue à long terme et prélève de 30 % à 50 % des recettes, en argent ou en logements.

La Russie est déjà devenue un territoire trop étroit pour ces promoteurs qui investissent en Chine, en Turquie mais aussi en Europe, dans les stations de ski suisses, à Londres et à Paris. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

FINANCE

Lehman Brothers aurait levé de 5 à 6 milliards de dollars

La banque d'affaires américaine Lehman Brothers devrait annoncer, lundi 9 ou mardi 10 juin, entre 5 et 6 milliards de dollars d'augmentation de capital, afin de rassurer les investisseurs et les marchés, rapporte le *Financial Times*. Cette recapitalisation d'urgence aurait été effectuée auprès d'« un ou plusieurs investisseurs institutionnels, tels les gros fonds de pension, et une ou plusieurs banques étrangères, probablement des établissements de Corée du Sud et de Singapour ».

Les députés adoptent l'article de la LME qui inquiète les commissaires aux comptes

L'Assemblée nationale a adopté vendredi 6 juin l'article du texte de loi sur la modernisation de l'économie (LME) permettant à certaines sociétés par actions simplifiées (SAS) de se passer de commissaires aux comptes. Ces derniers estiment que ce texte représente « un risque pour la sécurité financière ».

ÉNERGIE

Le Canada autorise l'exploitation de sables bitumineux dans l'Alberta

Les autorités canadiennes, revenant sur une décision antérieure, ont annoncé vendredi 6 juin leur décision de restituer au pétrolier Imperial Oil un permis pour l'exploitation d'un projet controversé de quelque 8 milliards de dollars dans les sables bitumineux de l'Alberta (ouest).

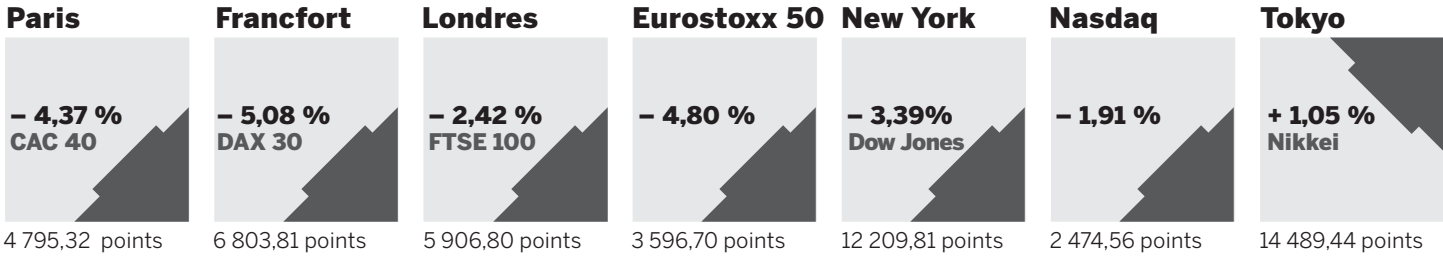
Certains
maintiennent
les traditions.
D'autres les
créent.

The Glenlivet est né d'un esprit pionnier. Lorsqu'en 1824 George Smith mit au point la fabrication d'un single malt aux notes fruitées et florales, il ne pouvait imaginer qu'il imposerait son style particulier comme une véritable signature. Un équilibre rare et des arômes intenses qui allaient inspirer de nombreux connaisseurs, et influencer des générations de distillateurs. Mais depuis 1884, seul le whisky de George Smith est autorisé à s'appeler The Glenlivet.

THE
GLENLIVET
depuis 1824
AUX ORIGINES DU MALT

Ricard S.A. au capital de 54.000.000€ - 4&6 rue Berthelot 13014 Marseille - 303.656.375 RCS Marseille

LABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.



Coup de « blues » sur les places boursières

Les difficultés persistantes du secteur bancaire, la crainte d'un troisième choc pétrolier et la fermeté des banquiers centraux ont contrecarré les espoirs des investisseurs

Les marchés abordent le mois de juin en entrant derechef dans une zone de turbulences. La crise financière n'est pas encore finie que s'amorce un troisième choc pétrolier, la montée de l'inflation et le ralentissement de l'économie mondiale. « *Beaucoup de problématiques s'entrechoquent* », constate Christian Parisot, analyste chez Aurel. Un peu trop pour les investisseurs, comme l'attestent les soubresauts.

Sur la semaine écoulée entre le lundi 2 et le vendredi 6 juin, les indices sont repartis à la baisse. A New York, le Dow Jones a perdu 3,39 % sur cinq jours et le Nasdaq, riche en valeurs technologiques, 1,91 % ; à Paris, le CAC 40 est repassé sous le seuil des 5 000 points, après un recul de 4,37 % ; à Londres, le Footsie a cédé 2,42 % et, à Francfort, le Dax 5,08 %. A Madrid, où le secteur immobilier vacille, l'Ibex a chuté de 5,08 %, soit une baisse de 18,39 % depuis six mois. Ce repli généralisé tient, en premier lieu, aux nouvelles inquiétudes concernant le secteur financier et aussi au durcissement de ton des banques centrales. Aux Etats-Unis, Ben Bernanke,

le président la Réserve fédérale américaine (Fed), a insisté, mardi, sur la nécessité d'un dollar fort en s'inquiétant des risques inflationnistes. Un message sibyllin pour indiquer au marché que la baisse de taux opérée depuis l'été 2007 pour sauver la croissance et soulager les banques mises à mal par la crise des subprimes n'était plus de mise. En Europe, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a lui indiqué, jeudi, qu'une hausse des taux d'intérêt était envisagée en juillet. « *Ça va faire mal* », concluent les analystes du Crédit suisse.

Le renchérissement du coût du crédit pourrait en effet aggraver les difficultés des banques à trouver, revendre et financer des produits de crédit. La nouvelle a été d'autant plus mal interprétée que la déconfiture du secteur ne semble pas terminée. En début de semaine, le marché a appris la

Le marché brésilien est insensible à la crise

Depuis le début de l'année, la plupart des indices boursiers sont en baisse. La place brésilienne de Sao Paulo, elle, résiste. L'indice de référence, le Bovespa, affiche une performance étonnante avec près de 10 % de hausse. « *Les investisseurs ont eu un coup de cœur pour le Brésil* », remarque Philippe Waechter, responsable de la recherche chez Natixis AM. A cela plusieurs explications. L'économie locale dispose d'une richesse minière et bientôt pétrolière qui profite de la flambée des

mise à l'écart du patron de la banque américaine Wachovia et la révision en baisse des perspectives de résultats de la banque britannique Bradford & Bingley.

Miser sur les « technos »

Enfin, l'agence Standard and Poor's a indiqué abaisser les notes de crédit des banques d'affaires américaines Merrill Lynch, Morgan Stanley et Lehman Brothers. Pour cette dernière, la rumeur d'une perte au prochain trimestre et d'une recapitalisation massive de l'ordre de 5 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros) a pesé sur l'action, qui a plongé de 4,61 sur la semaine.

En France, le Crédit agricole, qui a lancé vendredi une augmentation de capital de 5,9 milliards d'euros pour combler ses pertes et renforcer ses fonds propres, a aussi vu son action céder 18,52 %.

Les suites de la crise financières

cours. En outre, les investisseurs saluent la discipline de l'autorité monétaire du pays « *qui a su empêcher l'inflation de dérapier* », indique M. Waechter. La stabilité des prix rassure les investisseurs et éloigne le scénario d'une hyperinflation pourtant courante en Amérique latine. Enfin, la structure de son commerce extérieur, désormais plus axé sur les exportations vers l'Europe que les Etats-Unis, rend le pays moins perméable aux difficultés traversées par l'économie américaine.

CLAIRE GATINOIS

s'ajoutent aux inquiétudes des marchés liées à la flambée des prix du pétrole et à l'inflation. En Bourse, ces préoccupations affectent en particulier le secteur automobile ou le transport aérien. Pour les investisseurs, ces firmes seront doublement touchées : le pétrole cher rognera leur marge et la baisse du pouvoir d'achat des ménages pénalisera leur chiffre d'affaires. En cinq séances, les constructeurs Renault et Peugeot ont donc reculé en Bourse. Tout comme Air France dans le transport aérien.

Pour ajouter à la morosité, les marchés ont appris vendredi une nouvelle dégradation du marché de l'emploi en mai aux Etats-Unis, où le chômage atteint désormais 5,5 % de la population active.

Dans ce contexte, les investisseurs se repliaient en milieu de semaine sur les valeurs technologiques. « *C'est un secteur qui se porte bien, car ces entreprises profitent de la croissance asiatique* », indiquait M. Parisot, ajoutant que, « *si les ménages achètent moins de voitures, ils achèteront toujours des écrans plats "HD" (haute définition), des produits moins sensibles à la problématique de l'inflation* ». De fait, des valeurs comme Cisco ou Intel paraissaient en profiter, mercredi et jeudi, mais elles plongeaient vendredi comme toute la Bourse américaine, le Dow Jones abandonnant 3,13 % sur la séance en raison de la nouvelle flambée des prix du pétrole, qui a dépassé le seuil de 139 dollars le baril à New York dans la journée. ■

Un marché sirupeux

Il y a trop de sucre. La campagne sucrière 2006-2007 s'est soldée par un excédent de 10 millions de tonnes par rapport à une production mondiale de 164 millions. Celle en cours, qui s'achèvera en septembre, est annoncée à nouveau en excédent – de 8 à 11 millions de tonnes.

Les prix du sucre ne sont donc pas bien vaillants, à la différence de ceux des autres produits agricoles. Ceux du sucre roux pour livraison en juillet se sont un peu repris à New York – à 9,97 cents par livre – bien loin du sommet de 15 cents atteint le 3 mars.

Il faut dire que deux forces contraires s'exercent sur le produit de la canne et de la betterave. Ce couple l'empêche aussi bien de couler franchement que de revenir au premier plan.

D'un côté, la cause de la dépression : l'Inde est le dernier pays à soutenir ses producteurs à l'exportation et inonde le marché, puisque l'édition 2008 de Cyclope estime que ce pays pèse 80 % de la croissance de la production de la



Car il n'y a pas d'ambiguïté sur la volonté du Brésil de se servir de son sucre pour faire rouler ses voitures « flexfuel ». On estime que ce pays a consacré 63 % de sa canne à sucre à la fabrication de l'éthanol depuis le début de 2008.

Ainsi tirés à hue et à dia et qu'ils soient roux ou blanc, les sucres voient leurs prix hoqueter.

Mais cela pourrait ne pas durer. « *Tout d'abord parce que en dessous de 12 cents la livre tout le monde perd de l'argent – les Brésiliens comme les autres –, car la hausse du prix du pétrole a renchéri les intrants et le transport du sucre* », explique Philippe Soubestre, président du Syndicat national des fabricants de sucre de France. « *Que les paysans indiens soient tentés par les prix élevés des céréales et les substituent à la canne à sucre, et le retournement pourrait être très fort* », poursuit M. Soubestre.

Beaucoup d'analystes prédisent donc que le déficit de sucre succèdera à l'excédent à la fin de la récolte 2008-2009 et que les cours du sucre roux pourraient s'en trouver propulsés à 14 cents.

De quoi redonner le goût de mettre du sucre dans leur portefeuille aux fonds qui traquent les bonnes affaires. ■

Chronique

Matières premières
Alain Faujas

planète. L'Inde devrait ravir au Brésil la première place mondiale, cette année.

De l'autre côté, le fauteur de hausse potentielle : Luiz Inacio Lula da Silva, le président brésilien, s'écène à défendre la réputation de l'éthanol obtenu à partir de la canne à sucre. Au sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, il a certifié aux autres chefs d'Etat, le 3 juin, que cet éthanol « *n'était pas un bandit* » et qu'il ne massacrait pas la forêt amazonienne, tout comme il ne réduisait pas l'offre alimentaire.

TAUX PROBABLE RELÈVEMENT EN JUILLET

1 € = 1,5777 \$ • Taux à 10 ans (France) = 4,607 % • Taux à 10 ans (US) = 3,911 %

Pour lutter contre l'inflation, la BCE choisit la thérapie de choc

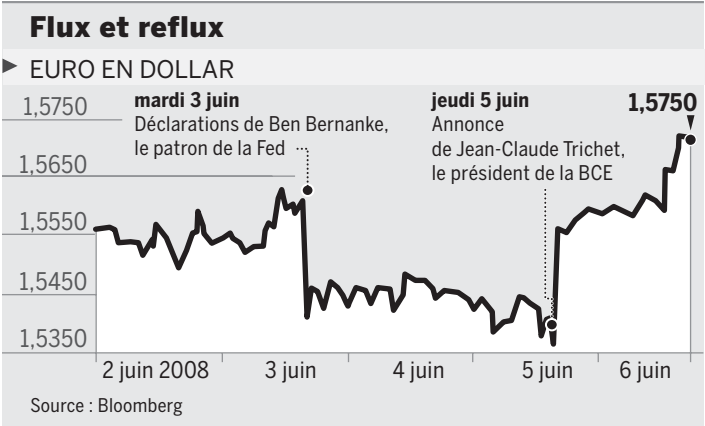
L'ALLEMAND Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), est réputé pour son ultramonétarisme. Il mériterait de l'être aussi pour son sens de l'humour, grinçant. Il y a quelques années, lorsqu'il occupait le poste de vice-président de la Bundesbank, il aimait plaisanter sur son nom, en répétant « *Stark, wie die Mark* » (Fort, comme le mark).

Lundi 2 juin, il assistait, à Francfort, à la cérémonie célébrant les dix ans de la BCE. Selon une anecdote rapportée par les économistes de Citigroup, au moment où le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, prenait un couteau pour partager le gâteau d'anniversaire, M. Stark

aurait lancé : « *That's the only cut this year* » (c'est la seule coupe de l'année). Ce qui, paraît-il, fit beaucoup rire l'assistance.

Peut-être se serait-elle moins esclaffée si elle avait su que, trois jours plus tard, M. Trichet allait non seulement exclure toute « *cut* », toute baisse des taux directeurs, mais annoncer au contraire une probable hausse dès le mois de juillet.

Les spécialistes des banques centrales considèrent que la faculté de surprendre les marchés est une qualité essentielle pour qu'une politique monétaire trouve son plein rendement. Selon ce critère, la stratégie de la BCE peut prétendre à une efficacité optimale. Les propos de M. Trichet ont



en effet pris la plupart des économistes à contre-pied.

« *Nous avons estimé qu'après avoir examiné soigneusement la situation, nous pourrions décider de bouger un peu nos taux lors de notre prochaine réunion afin d'assurer l'ancrage solide des anticipations d'inflation* », a donc déclaré, à la surprise générale, le patron de la BCE. « *Je ne dis pas que c'est certain, je dis que c'est possible* », a-t-il ajouté. Une précision un peu vaine, les marchés considérant comme d'ores et déjà acquise une hausse des taux en juillet.

Audace et riposte

Bien peu d'experts pensaient que la BCE aurait l'audace d'administrer un tel traitement de choc pour combattre l'inflation. Mais M. Trichet a finalement osé braver les attentes des économistes... et les espoirs des gouvernements de la zone euro ! Il sait pouvoir compter sur le soutien des opinions publiques européennes, pour lesquelles la lutte contre la vie chère est devenue la priorité numéro un. En durcissant sa politique, il peut espérer s'offrir une popularité rare, de façon générale pour un banquier central, et en l'occurrence inespérée dans son cas.

La stratégie ainsi mise en œuvre peut aussi être interprétée comme une riposte aux propos tenus en début de semaine par Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed). A la surprise générale, celui-ci, qui n'est pourtant pas habilité, selon la tradition aux Etats-Unis, à s'exprimer sur les taux de change, avait dit tout le mal qu'il pensait d'un billet vert faible. « *La dépréciation récente du dollar a contribué à une hausse malvenue des prix à l'importation* », s'était-il plaint, provoquant un redressement immédiat du billet vert – passé de 1,56 à 1,54 dollar pour 1 euro en quelques minutes. Peine perdue, car le discours de M. Trichet a presque aussitôt provoqué l'effacement des gains de la devise américaine. Vendredi en fin d'après-midi, l'euro cotait 1,5750 dollar.

Voilà donc les Etats-Unis et l'Europe lancés dans une course à la monnaie forte, jugée de part et d'autre de l'Atlantique comme le meilleur moyen de combattre l'inflation importée et l'inflation tout court. Mais, en la matière, le palmarès de la BCE est autrement plus flatteur que celui de la Fed. ■

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

2008 : LE BAC A 200 ANS

200 ans après sa création, un chantier toujours périlleux.
Débat : faut-il réformer ou supprimer le bac ?

Egalement au sommaire :
Indiscrétions sur la réforme des lycées de Xavier Darcos

Le Monde de l'Éducation - N° 370 de juin



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE »

Conforter l'indépendance du « Monde »

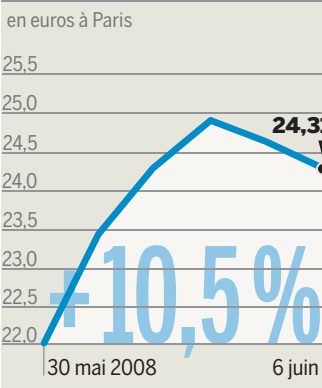
Vous êtes attaché à l'indépendance du *Monde*. Vous pouvez y concourir en rejoignant la Société des lecteurs (SDL). Elle contrôle 7,71 % du capital du journal – titres inscrits sur le marché libre, code ISIN FR0000034779. Ceux qui ont un portefeuille peuvent passer un ordre d'achat à leur banque ; les autres, acheter une ou plusieurs

actions en s'adressant à la SDL. Les titres ainsi acquis seront inscrits en « *compte nominatif pur* », formule qui n'entraîne pas de droit de garde pour l'actionnaire.

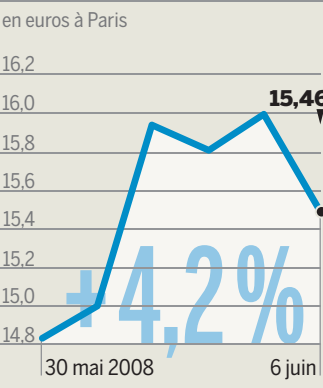
Cours de l'action

LE 6 JUIN 2008 : 4,10 €

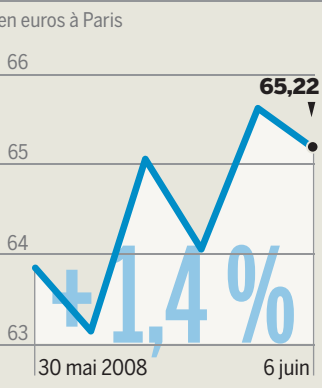
Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 05.
Tél. : 01-57-28-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr



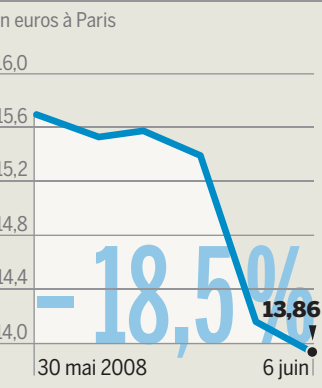
GEMALTO
Confiance
Le fabricant français de cartes à puce Gemalto a bondi de 10,50 % sur la semaine. Une performance étonnante, dans un marché plutôt morose, liée à la confiance affichée par Olivier Piou, le PDG du groupe. Dans un entretien accordé aux *Echos* lundi 2 juin, le dirigeant a indiqué qu'il tablait sur une croissance de 10 % par an en moyenne au cours des dix prochaines années, en dépit de la chute du dollar. Gemalto profite aussi de l'attrait des investisseurs pour le secteur des valeurs technologiques, jugé résistant à la crise.



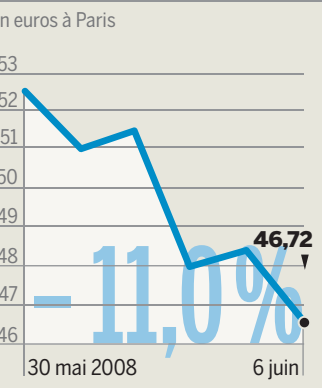
M6
Hausse ministérielle
L'action de la chaîne privée a, in fine, progressé de 3,7 % sur la semaine malgré un repli de 4,56 % à la clôture vendredi 6 juin. Mardi 3, M6 avait gagné 7 % en une séance après que la ministre de la culture et de la communication, Christine Albanel, eut confirmé que des mesures pour accroître la publicité sur les chaînes privées pourraient entrer prochainement en vigueur. Le titre était aussi resté soutenu après la publication des bonnes audiences mensuelles sur la TNT de la filiale W9.



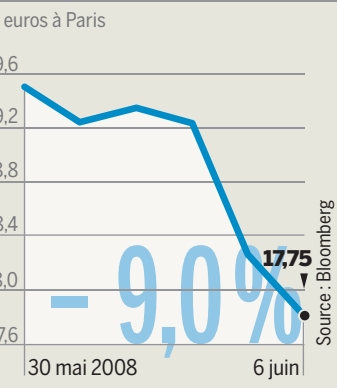
ARCELOR-MITTAL
Leadership et secteur porteur
L'action ArcelorMittal a fini la semaine à 65,22 euros, en hausse de 1,43 % sur sept jours. L'augmentation des cours de l'acier, alimentée par une demande croissante des émergents, profite à l'ensemble des acteurs du secteur. Dans ce contexte, ArcelorMittal, numéro un mondial de la sidérurgie, apparaît en mesure de répercuter à ses clients une révision à la hausse de ses coûts contractuels, alimentée par le renchérissement des matières premières. Le 5 juin, Citigroup a revu son objectif de cours à la hausse, de 75 à 80 euros.



CRÉDIT AGRICOLE
La chute continue
L'action a encore abandonné 18,52 % sur la semaine (et au total 39,92 % depuis le début de l'année), après le lancement vendredi 6 juin par la banque verte d'une augmentation de capital de 5,9 milliards d'euros, rendue nécessaire par les pertes subies en raison de la crise financière. Chaque actionnaire peut acheter une action nouvelle pour trois détenues, au prix de 10,6 euros par titre. Depuis le début de la crise des subprimes, la banque a dû déprécier son portefeuille d'actifs de 4,2 milliards d'euros.



BOUYGUES
Plombé par TF1
Les résultats du premier trimestre 2008 publié le 3 juin par Bouygues ont déçu les analystes. Le chiffre d'affaires, de 6,8 milliards d'euros, est en hausse de 15 %, et le résultat net, à 224 millions, de 17 %, ce qui est inférieur aux attentes. Les branches construction, immobilier et Colas (route) affichent des croissances de respectivement 21 %, 57 % et 15 %. Bouygues Telecom reste positif (+7 %). En revanche, TF1 fléchit de 6 % et son résultat net chute de 21 %. Le titre termine la semaine à 46,72 euros, en recul de 10,99 %.



FRANCE TÉLÉCOM
Boulimique
A 17,75 euros, France Télécom a cédé 9 % cette semaine. La présentation, jeudi 5 juin, du projet de rachat pour environ 30 milliards d'euros de l'opérateur scandinave TeliaSonera a reçu un accueil frisque. Le conseil d'administration du suédo-finlandais a rejeté la proposition, la jugeant insuffisante. L'offre est constituée à 52 % de cash et à 48 % d'actions, avec une parité de trois actions nouvelles France Télécom pour onze actions existantes TeliaSonera. France Telecom se donne quinze jours pour formaliser son offre.

VALEURS DU SBF120

Valeurs françaises et zone euro

Vendredi 6 juin 19h40

Valeur	Dernier cours	Sem. préc.	% var. /heb.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
ACCOR.....	47,40	49,05	-3,36	-13,35	56,30	42,45	3,15	FR0000120404
ADP.....	68,43	71,40	-4,16	-2,24	84,60	65,00	1,63	FR0010340141
AIR FRANCE-KLM.....	16,37	17,19	-4,77	-31,93	24,61	15,20	0,48	FR0000031122
AIR LIQUIDE.....	93,03	94,48	-1,53	-8,61	105,21	82,15	2,25	FR0000120073
ALCATEL-LUCENT.....	4,57	4,86	-6,07	-7,78	5,15	3,24	0,16	FR0000130007
ALSTOM.....	159,70	162,03	-1,44	8,64	168,24	113,15	0,80	FR0010220475
ALTEN.....	25,78	25,79	-0,04	1,60	27,07	16,52	n/d	FR0000071946
ALTRAN TECHNO.....	5,96	5,86	1,71	43,27	6,28	3,11	0,20	FR0000034639
APRIL S.A.....	36,88	36,08	2,44	-20,09	46,35	29,85	0,44	FR00004037125
AREVA SIP.....	805,90	808,99	-0,38	2,66	820,00	580,00	0,46	FR0004275832
ARKEMA.....	41,08	41,06	0,05	-5,89	45,75	30,51	0,75	FR0010313833
ATOS ORIGIN.....	37,95	37,97	-0,05	7,36	40,00	28,71	n/d	FR0000051792
AXA.....	20,94	22,71	-7,79	-23,55	27,60	19,18	1,20	FR0000120628
BENETEAU.....	17,44	16,75	4,12	-0,40	18,34	11,71	0,39	FR0000035164
BIC.....	32,64	32,00	2,00	-33,39	49,74	30,61	1,35	FR0000120966
BNP PARIBAS.....	60,62	66,34	-8,62	-18,32	75,41	52,12	3,35	FR0000131104
BONDUELLE.....	73,44	74,40	-1,29	-10,25	90,39	71,20	1,35	FR0000063935
BOURBON.....	41,86	44,33	-5,57	-6,60	48,79	33,81	1,00	FR00004548873
BOUYGUES.....	46,72	52,49	-10,99	-18,04	57,25	39,44	1,50	FR0000120503
BOURAU VERITAS.....	37,90	39,00	-2,82	-6,42	40,50	27,20	n/d	FR00006174348
CAP GEMINI.....	43,47	43,60	-0,30	1,09	45,14	31,12	1,00	FR0000125338
CARBONE-LORRAINE.....	40,25	39,55	1,77	-14,72	48,76	26,60	0,85	FR0000039620
CARREFOUR.....	44,01	45,07	-2,35	-17,41	53,75	43,52	1,08	FR0000120172
CASINO GUICHARD.....	81,95	81,45	0,61	10,16	84,68	61,17	2,30	FR0000125585
CGG VERITAS.....	33,97	34,55	-1,69	-12,90	40,00	26,22	1,22	FR0000120164
CIMENTIS FRANCAIS.....	122,95	123,97	-0,82	4,45	132,59	90,00	2,50	FR0000120982
CLARINS.....	42,75	42,30	1,06	-25,07	58,19	39,13	0,85	FR0000130296
CLUB MEDITERRANEE.....	34,50	37,27	-7,43	-20,19	43,97	25,26	1,00	FR0000121568
CNP ASSURANCES.....	77,66	79,07	-1,78	-12,73	89,99	64,56	2,85	FR0000120222
CREDIT AGRICOLE.....	13,86	15,70	-11,72	-34,91	21,58	13,82	1,20	FR0000045072
DANONE.....	54,90	56,27	-2,43	-10,59	64,00	50,10	1,10	FR0000120644
DASSAULT SYSTEMES.....	42,66	43,02	-0,84	5,36	44,29	31,18	0,44	FR0000130650
DERICHEBOURG.....	6,28	6,11	2,78	13,77	6,56	3,26	0,09	FR0000053381
DEXIA.....	14,07	15,18	-7,31	-18,25	18,86	13,27	0,68	FR00003796134
EADS.....	14,07	15,02	-6,32	-35,55	22,20	12,83	0,10	NL0000235190
EDF.....	68,73	69,58	-1,22	-15,65	83,90	53,87	0,70	FR0010242511
EDF ENERGIES NOUV.....	45,16	45,60	-0,96	-5,34	48,17	33,10	0,11	FR0010400143
EFFAGE.....	51,63	56,13	-8,02	-23,35	69,28	47,65	1,00	FR0000130452
ESSILOR INTL.....	40,38	40,43	-0,12	-7,49	44,39	35,00	0,62	FR0000121667
EULER HERMES.....	56,88	60,69	-6,28	-32,90	86,90	56,06	5,00	FR00004254035
EURAZEO.....	74,07	77,39	-4,29	-11,33	85,00	65,50	1,20	FR0000121121
EUTELSAT COMMUNIC.....	19,39	19,30	0,47	-4,72	20,50	16,00	0,58	FR0010221234
FIMALAC.....	47,65	42,76	11,44	1,38	50,00	32,01	1,50	FR0000037947
FONC.REGIONS.....	87,63	87,53	0,11	1,01	101,55	75,30	5,30	FR0000064578
FRANCE TELECOM.....	17,75	19,50	-9,02	-27,92	26,14	17,68	1,30	FR0000133308
GAZ DE FRANCE.....	43,01	43,79	-1,78	7,53	44,25	33,35	1,26	FR0010208488
GECINA.....	90,40	91,80	-1,53	-15,77	113,87	78,00	5,01	FR0010040865

Valeur	Dernier cours	Sem. préc.	% var. /heb.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
HAULOTTE GROUP.....	12,42	13,20	-5,91	-39,36	20,88	11,51	0,22	FR0000066755
HAVAS.....	2,72	2,84	-4,23	-18,56	3,41	2,51	0,04	FR0000121881
HERMES INTL.....	97,79	106,23	-7,95	13,13	112,70	59,42	1,00	FR0000052292
ILIAD.....	62,62	64,38	-2,73	-14,92	74,79	56,80	0,27	FR00004035913
IMERY'S.....	57,24	58,23	-1,70	1,78	59,70	43,80	1,90	FR0000120859
IMES(INT.METALSER).....	23,52	24,81	-5,20	-10,19	28,10	17,30	1,10	FR0000033904
INGENICO.....	22,56	22,69	-0,57	3,72	23,20	15,40	0,25	FR0000125346
IPSEN.....	39,61	43,17	-8,25	-3,98	43,72	35,02	0,66	FR0010259150
IPSO.....	23,87	23,64	0,97	22,41	25,00	16,07	0,28	FR0000077398
JC DECAUX.....	17,92	18,82	-4,78	-33,38	26,95	17,13	0,44	FR0000077919
KLEPIERRE.....	37,83	38,04	-0,55	8,18	41,40	27,84	1,25	FR0000121964
LAFARGE.....	109,69	116,25	-5,64	-11,90	125,45	102,65	4,00	FR0000120537
LAGARDERE.....	46,08	46,40	-0,69	-10,16	54,68	42,63	1,30	FR0000130213
LEGRAND.....	18,50	18,73	-1,23	-20,77	24,39	17,98	0,70	FR0010307819
L'OREAL.....	75,07	78,22	-4,03	-23,38	99,26	72,47	1,38	FR0000120321
LVMH MOET HEN.....	72,79	75,21	-3,22	-11,96	83,93	61,95	1,25	FR0000121014
M6-METROPOLE TV.....	15,46	14,84	4,18	-14,11	18,19	13,10	1,00	FR0000053225
MAUREL ET FROM.....	15,75	16,06	-1,93	10,06	16,49	10,21	1,20	FR0000051070
MICHELIN.....	52,35	57,50	-8,96	-33,31	79,90	52,10	1,60	FR0000121261
NATIXIS.....	9,07	9,78	-7,26	-30,97	13,54	7,87	0,45	FR0000120685
NEOPOST.....	74,92	74,46	0,62	6,28	77,34	60,00	3,30	FR0000120560
NEUF CEGETEL.....	35,92	36,15	-0,64	3,82	36,45	33,65	0,60	FR00004166072
NEXANS.....	87,95	87,69	0,30	2,87	92,11	55,58	2,00	FR0000044448
NEXITY.....	25,17	25,91	-2,86	-19,58	31,68	21,10	2,00	FR0010112524



LES BOURSES DANS LE MONDE 6/6, 22h38

Pays		Indice	Dernier cours	%var. /heb.	Maxi 2008		Mini 2008		PER	
UNION EUROPÉENNE										
ALLEMAGNE		DAX Index	6803,81	6/6	-4,13	8100,64	2/1	6167,82	17/3	11,50
		Euro Neu Markt Price IX	964,18	6/6	-0,22	1158,81	2/1	790,22	22/1	
AUTRICHE		Austria traded	4272,13	6/6	-2,79	4549,23	2/1	3450,29	22/1	12,30
BELGIQUE		Bel 20	3672,84	6/6	-2,09	4170,27	2/1	3330,94	22/1	11,40
DANEMARK		Horsens Bnex	447,41	6/6	-2,80	469,88	19/5	363,19	22/1	
ESPAGNE		Ibex 35	12909,80	6/6	-5,08	15186,00	2/1	11937,20	22/1	11,40
FINLANDE		Hex General	9311,38	6/6	-4,83	11642,12	2/1	8982,90	22/1	
FRANCE		CAC 40	4795,32	6/6	-4,37	5665,94	2/1	4416,71	17/3	11,20
		CAC Next20	5991,63	6/6	-3,39	6885,17	2/1	5317,75	22/1	
		CAC Mid100	7242,03	6/6	-1,06	7736,69	2/1	5759,58	22/1	
		CAC Small 90	6878,14	6/6	-0,83	8124,81	2/1	6034,08	22/1	
		SBF 250	3410,46	6/6	-4,01	3953,69	2/1	3136,96	17/3	11,90
		CAC IT20	4131,06	6/6	-3,10	4716,87	2/1	3693,53	17/3	
GRÈCE		ASE General	4096,50	6/6	-1,92	5207,44	2/1	3735,47	20/3	
HONGRIE		Bux	22296,41	5/6	-1,85	26242,90	9/1	20803,64	17/3	9,90
IRLANDE		Irish Overall	5806,84	6/6	-4,90	7097,76	4/1	5604,64	17/3	8,90
ITALIE		S&P Mib index	31754,00	6/6	-4,43	38544,00	2/1	30062,00	20/3	10,00
LUXEMBOURG		Lux Index	2337,07	30/4	0,00	2423,04	2/1	1899,64	22/1	
PAYS BAS		Amster. Exc. Index	471,23	6/6	-2,94	518,27	2/1	401,45	22/1	10,00

MARCHÉ DES CHANGES 6/6, 22h38

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,95238	1,57740	1,96970	0,98082
TOKYO (¥)	105,00000		165,60500	206,84000	103,00783
PARIS (€)	0,63395	0,60385		1,24880	0,62189
LONDRES (£)	0,50769	0,48347	0,80090		0,49801
ZURICH (FR. S.)	1,01955	0,97080	1,60800	2,00800	

<

L'Europe, seul espoir des Roms

Viktoria Mohacsi

Rom, Hongroise, députée de l'Alliance des démocrates et des libéraux européens (ADLE) au Parlement européen, SzDSz en Hongrie

A la demande des ONG qui réclamaient une commission d'inspection européenne en Italie, vous avez visité des camps roms près de Naples et Rome, les 17 et 18 mai. Que vous ont raconté les Roms ?

La première réaction a été : « *Vous êtes notre dernière chance. La dernière qui puisse nous aider. Car tous ceux qui nous ont rendu visite, personnalités politiques, du gouvernement ou des organisations civiles, nous ont abandonnés face au danger.* » Rom comme eux, j'étais la dernière en qui ils puissent avoir confiance. Ce qui se passe en Italie est tout simplement effrayant. Mais ce n'est pas moi seule qui vais pouvoir changer le système italien.

Sur 200 000 Roms vivant en Italie, 80 000 sont citoyens italiens, 120 000 ex-Yougoslaves et Roumains. La majorité d'entre eux sont dans une situation très particulière : ils possèdent un passeport yougoslave, qui ne correspond plus à aucun pays existant, ils habitent en Italie depuis vingt, trente ou cinquante ans. Les enfants nés en Italie ont quasiment oublié le romani [*langue largement partagée par les Roms en Europe*].

Vous êtes, avec Livia Jaroka, une des deux seules députées rom du Parlement européen, où vous êtes entrée à 29 ans. Comment êtes-vous parvenue jusque-là ?

Dans le très petit village hongrois où j'ai passé mon enfance, à la frontière roumaine, nous vivions comme une grande famille. Un tiers hongrois, un tiers roumain, un tiers rom, tout le monde se connaissait. Pourtant, il semblait tout naturel que, malgré d'excellents résultats, je sois reléguée au fond de la classe. C'était de la discrimination, c'est vrai, mais nous n'étions pas en danger, comme c'est le cas des Roms aujourd'hui dans plusieurs pays de l'Union européenne.

Quand j'avais 14-15 ans, j'étais toujours en train d'aider les miens à améliorer leur situation. Nous avions organisé un club avec mes camarades de classe et des membres de ma famille pour étudier ensemble, pour être mieux placés à l'école puis, plus tard, sur le marché de l'emploi. Au lycée, je voulais préparer une école de journalisme : je voulais lutter contre les problèmes de discrimination que je constatais tous les jours dans la rue et les institutions. J'avais alors compris que le moyen le plus efficace était d'en parler à tout le monde. L'opinion publique, j'en étais persuadée, ne pourrait juger qu'inacceptable tout ce que subissaient les minorités : difficultés sociales, ségrégation dans l'éducation, ghettoïsation, refus d'accès au système de santé.

Les Roms ont-ils des revendications en termes d'identité ?

En Italie, pas du tout. Le discours n'est pas aux revendications identitaires, car ils sont en situation d'urgence. En revanche, dans le reste de l'Europe, de nombreuses organisations civiles travaillent et se battent pour obtenir que le romani devienne une langue officielle de l'UE. Les conférences sur les Roms réunissant différents Etats membres se tiennent en romani. En Hongrie, un des premiers résultats du mouvement rom a été l'officialisation du romani : nous pouvons étudier et obtenir des diplômes à l'école et à l'université en romani [*ou en beash, autre langue parlée par les Roms*]. L'université possède un département de romologie. Mais la médaille a son revers : être bilingue romani et hongrois est souvent mal perçu. **Les Roms ont-ils une réelle volonté d'intégration ?**

Quand la Yougoslavie s'est divisée sur une base ethnique, les Roms n'y avaient plus leur place. Aujourd'hui, ils souhaitent plus que tout s'intégrer dans les pays où ils se sont réfugiés. Pour lutter contre les discriminations et la ghettoïsation, il faut que l'Union européenne agisse



S'ils ne désiraient pas obtenir la citoyenneté italienne, les 100 000 ex-Yougoslaves retourneraient en Serbie, au Monténégro, en Bosnie, au Kosovo... Mais ils ont dû fuir les conflits des Balkans. La question de la volonté d'intégration ne se pose pas pour une population qui n'a plus de terre dans le pays où elle est née. Quand la Yougoslavie s'est divisée sur une base ethnique, les Roms n'y avaient plus leur place. Ils ont fui dans les pays les plus proches. Peu leur importait qu'il s'agisse de l'Italie, de la Grande-Bretagne ou de la Belgique.

Je ne sais pas qui a commencé à dire que c'était dans leur sang de vivre en nomades. Les Roms ne sont pas des nomades. Ils ne bougent pas. Ils s'établissent, même si c'est dans des bidonvilles. La plupart des Roms d'Italie veulent être régularisés. Ils ne considèrent pas la Serbie ou autre Croatie comme leur pays. En ce moment, avec plusieurs ONG internationales, nous mobilisons des avocats afin de recueillir tous les papiers des Roms pour essayer de leur obtenir la nationalité italienne. Il faut traiter chaque cas individuellement. **Face à la délinquance, en Italie comme en Bulgarie, des citoyens s'organisent en milices pour assurer la sécurité des quartiers. Les Roms respectent le droit**

« Les Roms en Italie attendent une réponse. Je ne sais pas ce que peut proposer Bruxelles. Il y a urgence »

coutumier (Romani Criss) mais pas toujours le droit national ?

Le Romani Criss est l'héritage historique de l'arrivée des Roms d'Inde en Europe au XIV^e siècle. Ils étaient alors illégaux, chassés d'un pays vers l'autre. Et dans ce contexte spécifique, ils se sont dotés de moyens pour résoudre les problèmes de la communauté. Ils ont fondé le Romani Criss, une sorte de cour de justice composée des hommes les plus âgés qui pouvaient condamner un Rom au bannisse-

ment ou à avoir le crâne rasé. Ce fonctionnement était lié au nomadisme, auquel ils étaient alors contraints. La communauté ne dépendait d'aucune cour nationale. Mais le Romani Criss n'est pas une législation, c'est une éthique communautaire. Et les règles du Romani Criss ne s'opposent en rien aux législations nationales.

Illégaux, les Roms en Italie ne bénéficiaient pas des soutiens sociaux auxquels ont droit les citoyens italiens pauvres. Je ne dis pas qu'ils ne pratiquent aucune sorte de criminalité, et le besoin ne les excuse pas. Les crimes doivent être punis. La réponse doit être la même pour chaque individu.

Quelle est, à votre avis, la meilleure approche pour améliorer la situation des Roms : nationale ou européenne ?

Les deux. Je pensais il y a quelques années que la question de l'intégration des Roms devait être de la responsabilité nationale, car chacun des vingt-sept Etats membres a une situation différente : problèmes sociaux, citoyenneté en Italie, ségrégation scolaire ailleurs. Mais maintenant, après mon expérience au gouvernement en Hongrie, jusqu'en 2004 [*comme ministre déléguée à l'éducation*], je sais que la responsabilité doit être double. J'ai pu faire adopter des

lois contre la ségrégation qui ont permis de développer un programme pour l'éducation, largement financé par l'Europe.

La Hongrie a reçu 215 millions d'euros pour la lutte contre la ségrégation : cinq écoles ghettos ont été fermées, mais 400 autres existent toujours. La loi ne suffit pas toujours, il faut une pression des politiques nationaux et européens. Les maires, y compris ceux qui ont voté la politique d'intégration en tant que députés, ne l'appliquent pas de crainte de se mettre les électeurs à dos. Voilà pourquoi on a besoin de fonds spécifiques de l'UE pour l'intégration des Roms : logement, travail, santé, éducation. Il faut également une justice très sévère contre la discrimination.

La question de la représentation des Roms par les Roms se pose de plus en plus. Etes-vous devenue l'interlocutrice des différentes communautés roms en Italie, Espagne, France ?

Si les Roms s'adressent à moi, dans les camps en Italie ou dans mon pays, c'est bien sûr en tant que représentante de notre communauté. Mais je souligne toujours que je suis une élue libérale qui travaille pour les Roms. Le parti libéral (SzDSz) m'a demandé d'être sur sa liste pour défendre les minorités et spécialement les Roms, dont la situation devient de plus en plus dangereuse en Hongrie avec la montée de l'extrême droite. Mais je ne me pense pas comme représentante de tous les Roms. Même si c'est mon rêve.

La représentation des Roms est une question très complexe. Quand je travaillais pour le Centre européen des droits des Roms, avant d'entrer en politique, nous jouions un rôle très efficace d'information auprès de l'UE sur les discriminations. De nombreux individus m'appellent encore aujourd'hui quand il leur arrive quelque chose. Mais rendre service aux discriminés de toute sorte est plus simple comme militante que comme membre du gouvernement ou élue de l'UE.

Les représentants politiques roms sont l'espoir des Roms, mais ils n'ont jamais été très efficaces. Ils se sentent investis d'une mission et font de leur mieux. Mais lorsque l'un d'entre eux prend la parole, devant le Parlement hongrois, de nombreux élus sortent de la salle. Moi-même, lorsque j'ai suggéré à mon groupe politique qu'avant l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, nous devrions changer la politique de l'immigration au sein de l'UE, tout le monde a ri. Ils se sont moqués de moi, disant que la question avait déjà été traitée dans le processus d'adhésion.

La Commission publiera début juillet un rapport sur les politiques, les instruments existants et les progrès réalisés dans chaque Etat membre pour l'intégration des Roms. Une conférence se tiendra à Bruxelles en septembre. Que pouvez espérer les Roms et les Etats, qui ont l'air désespérés ?

L'intégration ! Que le gouvernement donne une réponse immédiate aux discriminations ! Les Roms en Italie attendent une réponse. Je ne sais pas ce que peut proposer Bruxelles. Il y a urgence. C'est pour cela que nous commençons à travailler avec les ONG. Et en attendant d'obtenir des fonds de Bruxelles spécifiquement pour les Roms, l'Italie et la Roumanie devront régler le problème. Pour ceux qui sont en Italie, le mieux serait une régularisation au cas pas cas pour les ex-Yougoslaves. Et, pour les Roms roumains, commencer enfin sérieusement à les intégrer en Roumanie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE RODIER
ILLUSTRATION SARDON

DERRIÈRE L'IMAGE

Les photos de la misère
interpellent les chefs d'Etat

LES ÉMEUTES contre la « vie chère » en Afrique, en Asie et aux Caraïbes ont déclenché, ces deux derniers mois, un important traitement médiatique. Et puis, plus rien.

Pourtant, le 1^{er} juin, au Pakistan, des milliers de personnes manifestaient encore dans les rues de Karachi pour protester contre la politique économique de leur gouvernement. C'était deux jours avant l'ouverture, à Rome, du sommet sur la sécurité alimentaire de la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui avait pour thème central « La sécurité alimentaire face au réchauffement climatique ». Mais les émeutes de la faim ont vite obligé les chefs d'Etat à débattre essentiellement de « l'urgence alimentaire ».

« La crise qui secoue les pays pauvres était prévisible, mais les Etats sont restés sourds et aveugles devant les difficultés des plus vulnérables à se nourrir, » a lancé Jacques Diouf, directeur général de la FAO. La communauté internationale ne réagit que lorsque les médias apportent dans les foyers des pays nantis le spectacle douloureux de ceux qui souffrent dans le monde. »

La planète compte 850 millions de mal-nutris, et la flambée du prix des denrées de base met en danger 100 millions de personnes supplémentaires. Dans son discours, M. Diouf a rappelé que la FAO avait, depuis l'automne 2007, attiré l'attention sur les risques de troubles sociaux et lancé un appel à la mobilisation financière pour permettre aux agriculteurs des pays pauvres d'avoir accès, pour la prochaine récolte, aux engrais et aux semences, dont les prix ont aussi beaucoup augmenté. « En réalité, a-t-il conclu, c'est seulement lorsque les démunis et les exclus du banquet des riches sont descendus dans la rue pour exprimer leur désespoir (...) que les premières réactions salutaires en faveur de l'aide alimentaire ont commencé. »

Mais pendant que les chefs d'Etat se montraient à la tribune de l'assemblée plénière, leur délégation défendait avec acharnement leurs intérêts économiques. Aucun consensus politique n'a été trouvé, ni sur les agrocarburants ni sur les subventions agricoles, tous deux accusés d'alimenter la hausse des prix et d'accroître les difficultés des pays pauvres. ■

LAETITIA CLAVREUL



Les habitants de Karachi ont vivement exprimé leur colère et leur désarroi, dimanche 1^{er} juin – certains portant symboliquement une galette de pain autour de leur cou – après que le nouveau gouvernement pakistanais eut décidé de relever le prix des carburants et des denrées alimentaires. RIZWAN TABASSUM/AFP

LES MOTS POUR LE DIRE

Raisonnable

« Sans trop de surprise, toutes les organisations syndicales ont voté contre le projet de loi sur l'offre "raisonnable" d'emploi et toutes les organisations patronales ont voté pour »

Christian Janin, secrétaire confédéral de la CFDT, à l'AFP à l'issue de la réunion du Comité supérieur de l'emploi, le 26 mai

Ce qu'il y a de bien avec les adjectifs composés du suffixe -able/-ible, c'est qu'ils laissent apparemment toute sa place à la subjectivité. Ainsi, quelque chose de « mangeable » n'est pas forcément bon, un signe « visible » ne saute pas nécessairement aux yeux, pas plus qu'un argument « valable » n'est à coup sûr celui qui enlèvera le morceau. On dit juste que c'est possible, envisageable... Pour le reste, tout est question d'appréciation. Et « raisonnable », c'est flou, c'est impalpable. Surtout, ce n'est pas quantifiable. Ce vocable aurait donc dû

être l'un des mots les plus consensuels de la langue française. Mais voilà, depuis que le président de la République, Nicolas Sarkozy, l'a prononcé, le 8 avril, lors d'un déplacement à Cahors, « raisonnable » est devenu le mot le plus polémique qui soit. Et c'est à Laurent Wauquiez, fraîchement nommé secrétaire d'Etat à l'emploi, qu'a échu l'explication de texte : « Raisonnable, cela veut dire, grosso modo, dans la branche professionnelle dans laquelle vous êtes. » Des lors, le flou était (grosso modo) total. C'est finalement le 6 mai, face aux partenai-

res sociaux, que Christine Lagarde, la ministre de l'économie et des finances, a décliné le sens que le gouvernement entendait donner à ce nouveau concept, la dégressivité de cette notion... et les sanctions qui allaient être appliquées aux demandeurs d'emploi « déraisonnables ». Depuis, le tollé est général. Au bout du compte, les « ORE » (offres raisonnables d'emploi) passeront-elles ? Et si on leur substituait plutôt un « DOE » (droit « opposable » à l'emploi) ? ■

HÉLÈNE VIALA

La colère préméditée
de Rachida Dati

La scène s'est déroulée mardi 3 juin à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement, et a été depuis lors abondamment commentée. Interrogée par Martine Martinel (PS, Haute-Garonne) sur la décision d'annulation d'un mariage prononcée par le tribunal de Lille parce que l'épouse avait menti sur sa virginité et sur les revirements du parquet à propos de cette affaire, Rachida Dati, la garde des sceaux, a provoqué un déchaînement de réactions. Sa colère à elle n'avait rien d'improvisé.

Car pour répondre, la ministre de la justice se saisit alors du micro, une fiche rédigée à la main, qu'elle lit. « Madame la députée, dans cette affaire du jugement du tribunal de Lille, je n'ai pas entendu un mot de votre groupe, je n'ai pas entendu un mot pour cette jeune femme qui attendait la décision de justice. » « C'est faux », proteste Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste. « Vous brandissez des mots, vous brandissez des concepts déconnectés de la réalité. Oui, je le redis, cette décision de justice a protégé cette jeune femme, et c'est ce qui vous dérange. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il n'est pas question d'admettre..., poursuit-elle sous les huées, il n'est pas question d'admettre qu'une procédure en nullité soit fondée sur le seul motif de la non-virginité. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté sur l'interprétation de la loi. C'est pour cela que j'ai demandé au procureur général de faire appel du jugement du tribunal de Lille. » Un temps de silence. M^{me} Dati écarte alors son regard de sa fiche

et interpelle les bancs de l'opposition. « Mais je voudrais vous ajouter, mesdames et messieurs les députés du groupe socialiste : où étiez-vous lorsque vous avez créé la politique des "grands frères" ? Quand vous avez abandonné un nombre de jeunes filles, dans ces quartiers difficiles, entre les mains des "grands frères" ? La politique des "grands frères", c'est vous, martèle-t-elle, l'index pointé en direction du PS. C'est vous qui avez abandonné ces jeunes filles. Votre politique d'intégration a été un échec. C'est votre échec que nous payons aujourd'hui. »

Les protestations vont croissant. Quelques « Démission ! » fusent.

S'inspirant de la méthode chère à M. Sarkozy, la ministre a choisi de passer à l'attaque plutôt que de rester sur la défensive

La ministre jette un bref coup d'œil sur sa fiche, sous le regard interloqué du premier ministre, François Fillon, tandis que le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, opine du chef. « Vous avez créé les "grands frères", reprend-elle, pour s'occuper de ces jeunes filles qui ne demandaient rien. A défaut de votre soutien, elles ont trouvé la justice. La justice les a aidées,

elle leur a permis d'être libres, d'être indépendantes. Parce que les "grands frères" ont conduit à une politique de repli communautaire, à une politique identitaire que vous avez soutenue. (Nouveau regard sur sa fiche.) Vous pouvez réattaquer, comme vous le faisiez encore, monsieur Ayrault, mais j'ai échappé à l'échec de votre politique et c'est ce qui vous dérange ! Alors, de grâce, n'empêchez pas ces jeunes filles d'être libres. A défaut de votre soutien, elles ont besoin du soutien de la justice, elles ont besoin du soutien du gouvernement et elles ont mon soutien personnel. »

Même si elle a paru parler « avec ses tripes », comme l'a relevé son collègue UMP Laurent Wauquiez, la réponse, en réalité, avait été rédigée de bout en bout. « Tout ce qu'elle fait est absolument "under control" », confie un membre de son entourage. Cependant, à l'issue de deux semaines de débat sur la révision constitutionnelle durant lesquelles M^{me} Dati a été malmenée, y compris dans son propre camp, l'expression de l'exaspération était, elle, réelle.

S'inspirant de la méthode chère à Nicolas Sarkozy, plutôt que de rester sur la défensive, elle a choisi de passer à l'attaque, comme il le lui avait conseillé. Au lieu de répondre à la question qui lui était posée, portant sur le changement de pied du parquet dans cette affaire, quand elle-même avait estimé initialement que l'annulation du mariage était « un moyen de protéger la personne », elle a ainsi pris à partie la gauche sur sa politique d'intégration.

La période récente n'en a pas moins mis en lumière les fragilités de M^{me} Dati. Pas plus à la fin qu'à l'ouverture du débat sur le projet de révision des institutions, elle n'a été invitée à prendre la parole pour défendre le texte dont elle avait la responsabilité. A plusieurs reprises, la ministre a semblé excédée. On l'a ainsi entendue, après s'être fait rabrouer par le président de l'Assemblée nationale au cours d'une séance de nuit, s'emporter au téléphone dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Sa contre-attaque témoigne de sa volonté de ne pas se laisser mettre sur la touche. Dès le lendemain, le chef de l'Etat lui a apporté un soutien appuyé : « Tu m'as fait plaisir », lui a-t-il lancé en conseil des ministres. ■

PATRICK ROGER

EN VENTE ACTUELLEMENT

www.lemonde.fr/dosdoc

LES CLÉS DE L'INFO

L'essentiel de l'actualité, dans un troisième cahier de 8 pages

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

EDUCATION

Le bac en examen

« Tout le monde l'a ! », entend-on ça et là... Que les 615 000 candidats se rassurent : le baccalauréat reste une valeur, chiffres à l'appui

L'essentiel de l'actualité de l'éducation en 2007

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les siècles, a subi de nombreuses transformations. En 2007, il a été révisé, mais reste-t-il toujours un examen ?

Le baccalauréat, un examen qui a traversé les

Sexisme rampant

Médiatrice

Véronique Maurus

Entre la Fête des pères, les portraits, un débat sur les réformes et la violence masculine, quel rapport ? Le sexisme prêté au *Monde* par ses lectrices et lecteurs. Sans même compter le jugement de Lille qui, réunissant tous les éléments d'un cocktail explosif (sexe + islam + justice), a suscité des courriels indignés – non contre le journal mais contre les protagonistes de cette affaire –, pas une semaine sans qu'on nous reproche notre misogynie ou notre misandrie (c'est nouveau).

Même les services commerciaux du *Monde* en ligne en prennent leur part. « *Votre promotion dit : "Offrez un abonnement pour la Fête des pères." Je ne crois pas avoir vu d'offre similaire pour la Fête des mères*, note Anne Magnien (Issy-les-Moulineaux). *Cette discrimination est d'ordre sexiste et me navre. Les mères ne*

lisent pas Le Monde ? *Elles font le ménage ?* » Le reproche est fondé, même si cette maladresse est involontaire. Le site du *Monde* a en effet lancé deux offres promotionnelles : pour la Fête des mères, il a proposé le service « Faire-part », qui permet de souhaiter un événement heureux à la « une » du site, et pour la Fête des pères, un abonnement au Monde.fr. « *Nous avons plusieurs produits à promouvoir. Il faut faire des choix* », explique le service commercial, en ajoutant, avec le sourire : « *Peut-être l'inconscient a-t-il joué...* »

Peut-on parler de misogynie par omission ? Le même reproche est adressé à l'organisation des « Débats du Monde », au Théâtre du Rond-Point. « *Je suis ravie de constater que le débat sur les réformes nécessaires (ou pas) à la France vous touche à ce point que vous soyez à l'initiative d'une rencontre entre des individus qui font la fierté de leurs mamans : Xavier Bertrand, François Hollande, Jacques Attali et Philippe Corcuff. Je m'étonne quand même sur un point : les femmes que vous vouliez inviter à ce débat sont tellement occupées qu'elles n'ont pas pu se libérer, cette journée du 14 avril ? Même pas une seule ? Permettez-moi d'en douter*

et de constater qu'une fois encore vous réservez l'importante mission de sauver la France aux individus portant le chromosome Y », déplore Clara Da Silva Tran (courriel).

Au départ, la participation à ce débat devait être équilibrée (3 hommes, 3 femmes), plaide Gérard Courtois, qui l'a organisé ; mais les invitées (de très haut niveau) ont effectivement toutes décliné l'invitation pour des raisons impératives (voyage, élections, etc.). Ce n'est pas la première fois. « *Je veille à la parité, dit-il, non seulement pour ne pas m'exposer à des reproches, mais aussi car les femmes, dans les débats, ont souvent une liberté de ton, une approche plus directe que les hommes. Mais je n'y arrive pas assez, comme d'ailleurs la plupart des organisateurs de débats télévisés. Les femmes n'hésitent pas à intervenir sur des sujets précis, qu'elles maîtrisent et dans lesquels elles ont une autorité reconnue. Mais elles ont moins de prétentions que les hommes à s'exprimer dans la position d'intellectuel(les) tout-terrain. Celles qui ont accepté sont des femmes politiques, dans une logique de communication. Quand on sort du champ politique, c'est plus compliqué.* »

Les femmes seraient-elles victimes de leur modestie ? C'est ce qui ressort de notre enquête dans un autre domaine où elles sont, en permanence, sous-traitées : la rubrique « Portrait ». « *Sur une semaine (et je ne l'ai pas choisie exprès), voilà ce que ça donne : jeudi 8 mai : Dominique (c'est un garçon) Lapierre, plume humanitaire – le titre est celui du journal.*

Vendredi 9 : Morgan Tsvangirai, un rival coriace. Samedi 10 : Jerry Mitchell, chasseur de fantômes. Dimanche 11-lundi 12 : ce n'est pas un portrait mais un "grand entretien" avec Avraham Burg, ancien président de la Knesset. Mardi 13 : Giovanni Valenti, l'homme aux clés d'or. Mercredi 14 : Gilles Jacob, le commandeur de Cannes. Jeudi 15 : Christian Vélot, lanceur d'alerte. Les seules femmes à bénéficier d'un portrait sont dans la rubrique nécrologie », remarque Brigitte Laloupe (Auxerre), qui tient un blog, « Olympe et le plafond de verre ».

M^{me} Laloupe résume une semaine exceptionnelle, mais elle a raison sur le fond. Car les statistiques sont accablantes : pour toute l'année 2007, on ne compte que 53 femmes sur 258 portraits, c'est-à-dire 20 % environ. Une sur cinq, c'est peu, d'autant que cette proportion est à peu près stable sur trois ans. « *Les propositions émanent de la rédaction dans son ensemble, elles sont le reflet de la société*, explique Marie-Pierre Subtil, responsable de ces pages. *Nous essayons d'avoir une politique volontariste, mais c'est difficile.* » Facteur aggravant, ces portraits, sauf exception, impliquent une rencontre avec l'intéressé(e), donc son accord. Or « *beaucoup de femmes refusent d'être mises en avant. A moins d'avoir quelque chose à vendre, ou d'être engagées dans la politique, beaucoup répugnent à cet exercice narcissique qu'est le portrait.* »

Faut-il faire des quotas ? Ce seraient

alors les hommes qui nous accuseraient de sexisme rampant. Car déjà ils s'insurgent. Ainsi, une analyse de Luc Bronner, le 3 mai, intitulée « Délinquance, le problème c'est l'homme », nous a-t-elle attiré quelques protestations. « *Affirmer que l'un des problèmes majeurs de notre société est le fait d'un sexe et d'un seul (...)* est évidemment un point de vue sexiste (en l'occurrence misandre). Il revient à montrer du doigt l'ensemble des hommes, à les désigner comme des coupables collectifs », regrette Patrick Guillot (Bron, Rhône).

« *Après m'avoir fait porter le "péché de l'homme blanc", vous m'appelez à porter le péché du "mâle". Avant de m'exécuter, j'aimerais qu'on affine la statistique* », renchérit François Jourdir (Toulon), qui conteste la validité des chiffres cités. « *Il y a deux façons de mesurer les chiffres de la violence*, explique Luc Bronner, *les enquêtes faites sur les victimes, et les statistiques de la police et de la justice. J'ai choisi les secondes, car elles sont les plus sâres.* »

Le *Monde* a aussi reçu, après cet article, un abondant courrier de lectrices ravies. « *J'ai aimé cet article*, écrit Claire Fonde (courriel). *C'est bête comme chou, mais encore fallait-il oser le dire... J'ai particulièrement apprécié la conclusion : "On reconnaît (une société machiste) à ce qu'elle exonère les hommes..."* »

Une précision, pour finir : la rédaction du *Monde* est aujourd'hui presque pour moitié (45 %) féminine. ■

Courriel : médiateur@lemonde.fr

Réactions & courrier

Pour un Conseil de presse

La présentation aux Assises du journalisme de Lille de ce que pourrait être en France une instance de médiation et de régulation éthique et déontologique de l'information a fait réagir la médiatrice du *Monde* (édition datée 1^{er}-2 juin 2008). (...) L'Association de préfiguration d'un Conseil de presse (APCP, créée en novembre 2006 et totalement indépendante) a travaillé depuis un an et demi à la définition, jusque dans les détails, des objectifs, de la composition, de l'activité, du fonctionnement d'une telle instance. Quelles en sont les grandes lignes ? Un Conseil de presse dont l'indépendance pleine et entière serait reconnue légalement, qui soit à la fois outil de médiation, de régulation, de débat public et de pédagogie. Rien à voir, donc, avec un « ordre ». Une instance où ne seraient pas seulement représentés les partenaires sociaux (comme pour la Commission de la carte professionnelle), mais aussi des représentants du public et, plus discutable et discuté, des pouvoirs publics (3 membres sur 27 en l'état du projet). Son rôle principal : recevoir les plaintes du public et des professionnels sur les manquements à l'éthique et à

la déontologie de l'information, les instruire, prendre des décisions (avis) et faire des recommandations, puis les rendre publiques. Le cas des sanctions autres que morales (...) n'est pas évacué, même s'il n'a pas retenu l'accord unanime au sein même de l'association. Composition avec présence ou non des pouvoirs publics, nature et étendue des sanctions, mode de financement (profession, subvention de l'Etat, mixte, appel à souscription... ?) sont parmi les points les plus délicats. Ce n'est pas une raison pour les occulter, ni pour les monter en épingle. Car le projet de l'APCP n'est pas un tout ficelé façon « rapport Attali », à prendre ou à laisser. C'est tout le contraire. Rien n'est figé, tout doit être ouvert et débattu au sein de la profession. Et au-delà, car le public et les pouvoirs publics – garants du bon fonctionnement de la démocratie, et donc du droit du public à une information de qualité – ont aussi leur mot à dire. Plus : nous pensons qu'un acte législatif devrait conférer à cette instance une légitimité sociale, comme l'a fait le Parlement en 1935 pour le statut des journalistes. Le président de la République veut organiser des « *Etats généraux de la presse* ». Initiative intéressante si elle inclut les moyens de lutter contre la perte de confiance du public, facteur essentiel dans l'équation économique des médias d'information.

Yves Agnès
Président de l'APCPresse

La Fondation pour le progrès de l'homme

La chronique « Autocritique », qui pourfend l'idée d'un Conseil de presse en France (...), l'attribue à la Fondation Charles-Léopold-Mayer pour le progrès de l'homme, qui en tirerait les ficelles, par Alliance internationale des journalistes interposée. (...) Il est exact que les idées de Conseil de presse ont été portées par l'Alliance internationale des journalistes. Celle-ci a fait un dossier, à ma connaissance bien informé et très nuancé, présentant les multiples expériences de conseils de presse qui existent dans le monde. Ces réflexions sont venues, comme elles le devaient, nourrir celles des Assises internationales du journalisme. Le site Web de l'Alliance internationale des journalistes et de la Fondation explique les raisons pour lesquelles notre fondation a financé le démarrage de cette Alliance. La démarche de la fondation n'est nullement spécifique au milieu des journalistes. A partir de la Charte des responsabilités humaines, élaborée à l'issue de l'Assemblée mondiale des citoyens de 2001, et qui met au cœur des réflexions sur le XXI^e siècle les conditions dans lesquelles différents milieux socio-professionnels assument leurs responsabilités vis-à-vis de la société, notre fondation a soutenu la naissance et le développement de... quinze alliances citoyennes : outre les journalistes, une alliance d'édi-

teurs indépendants, la réflexion sur un nouveau contrat entre chercheurs et société (la Fondation sciences citoyennes, avec Jacques Testart), la réforme de l'université (avec Edgar Morin), l'initiative internationale pour la responsabilité sociale des cadres (avec la CGT et la CFDT), une alliance internationale de migrants, l'Alliance internationale des habitants, et jusqu'à une alliance de militaires pour la sécurité et la paix. Chaque alliance a sa démarche autonome. L'Alliance internationale des journalistes a mené, à sa propre initiative, une réflexion sur l'exercice de leurs responsabilités par les journalistes. Sa branche française s'est penchée en particulier sur ce que pourraient apporter dans ce domaine les sociétés de journalistes, les conseils de presse et les médiateurs. Notre fondation n'a joué aucun rôle dans l'établissement de ces priorités. J'en viens au portrait étonnant que vous dressez de notre fondation, qui a créé depuis plus de douze ans, avec votre propre journal, le prix de la recherche universitaire. Tous nos partenaires, je pense à Denis Clerc et à Jacques Testart, pourront témoigner que le portrait que vous dressez des buts et des méthodes de notre fondation tient plus du roman que d'une observation de notre stratégie ou de nos pratiques.

Pierre Calame
Directeur général
de la Fondation Charles-Léopold-Mayer
pour le progrès de l'homme

Deux déontologies

L'article « Autocritique » rend compte des différentes tendances qui sont à l'œuvre pour influencer sur une réflexion, bien nécessaire dans notre profession, sur les principes qui la régissent et les conditions de travail qui la condi-

tionnent. Depuis des années, le Syndicat national des journalistes (SNJ), premier syndicat de la profession, prône l'inscription des chartes de 1918 et 1971 dans la convention collective nationale de travail des journalistes. Les employeurs s'y refusent, à part ceux de l'audiovisuel de service public (...). Le candidat Sarkozy, interrogé lors de la campagne électorale sur les différentes propositions du SNJ pour retrouver une qualité d'information en France, s'est déclaré très favorable à cette inscription le 20 avril 2007. Le SNJ a donc « relancé » tous les employeurs dans ce sens. Ils n'ont toujours pas répondu. Le SNJ a, par ailleurs, travaillé avec toutes celles et ceux qui, de bonne foi, cherchent aussi à améliorer la qualité de l'information dans notre pays. Nous avons été désolés de constater que tous les travaux, quels qu'ils soient, aboutissaient à des textes souvent longs, peu clairs, succession de vœux pieux plutôt que rappels des vrais devoirs des journalistes. La dernière charte en date, présentée lors des assises de Lille, si elle est plus sérieuse, comporte également son lot d'imprécisions et de vrais dangers, tout en pratiquant des omissions dommageables. Les premiers signataires en sont, par le plus grand des hasards sans doute, des employeurs de presse et des directeurs ! Y aurait-il deux déontologies : celle des journalistes et celle des directions ?

Dominique Pradalé
Secrétaire générale du SNJ

Assises du journalisme

Merci au *Monde* d'avoir exprimé aussi clairement ce que je ressens confusément. Autant je partage les préoccupations exprimées par

les organisateurs des Assises du journalisme – j'ai d'ailleurs participé aux réflexions initiales sur la « charte de qualité de l'information » –, autant je ne peux cacher un certain malaise devant l'évolution prise depuis un an par cette réflexion, et notamment la volonté de mettre en place un conseil de presse dont la composition annoncée me laisse perplexe, notamment la présence de représentants de l'Etat qui n'ont rien, mais strictement rien, à y faire dans une démocratie. D'autre part, l'éventualité, suggérée dans les textes en discussion, d'une sanction pouvant aller jusqu'au retrait de la carte de presse est le type même de la fausse bonne idée. En effet, la carte de presse n'est pas un permis de travail pour journalistes, mais constate leur situation professionnelle car, contrairement à ce qui se passe en médecine ou en architecture, il ne saurait y avoir d'« exercice illégal de la profession de journaliste ». La liberté d'expression étant un principe constitutionnel (dont les abus sont sanctionnés par la loi), on se trouverait dans la situation absurde de voir un journaliste privé d'une liberté fondamentale alors que tout un chacun a le droit de s'exprimer dans les médias.

Olivier Da Lage
Journaliste, ancien président
de la Commission de la carte

Charte de qualité

Vous analysez certains points du projet de Lille, soi-disant pour la qualité de l'information, et l'insistance d'éthique pouvant sanctionner, et durement. Comment n'a-t-on pas vu le danger du contrôle par le gouvernement en place pour la liberté du journaliste ? C'est affolant. (...)

Viviane Chex
Clermont-Ferrand

IL Y A 50 ANS DANS « LE MONDE »

L'information censurée

DEPUIS LE 13 mai, *Le Monde*, après y avoir été saisi dès les premiers jours systématiquement, ne dirigeait plus sur Alger qu'un envoi symbolique de quelques numéros. Il avait été remis en vente mercredi 4 juin, jour de l'arrivée du général de Gaulle en Afrique du Nord, et jeudi 5. Nous apprenons qu'il a été de nouveau saisi le 6 juin.

Comme d'habitude les motifs de la saisie n'ont pas été communiqués. Nos informations étaient dans l'ensemble celles de toute la presse. Devons-nous croire alors

que la cause en fut l'article, publié en Libres opinions, où Jean Amrouche, prenant acte des promesses exprimées dans son discours par le général de Gaulle, y voyait « *des paroles de vérité, de noblesse, et d'espoir* » ? En fait, la censure est maintenue sur cette terre française, et même une triple censure, celle du gouvernement général ; celle de la direction de l'information des comités de salut public ; enfin celle de la direction des services de la sécurité nationale (colonel Godard), qui prend la décision et la fait appli-

quer. Nous persistons à penser que si l'on veut, avec le général de Gaulle, que 10 millions de Français à part entière soient en mesure dans trois mois de décider en connaissance de cause de leur propre destin, il importe qu'ils soient mis en possession de tous les éléments nécessaires à une décision lucide et raisonnée. Il est indispensable, n'en déplaise aux partisans du lavage des cerveaux, que les malentendus qui viennent de se montrer au grand jour soient dissipés. ■

(8-9 juin 1958.)

LE FRANC-PARLER reçoit

Bernard Thibault

secrétaire général de la CGT

lundi 9 juin à 19h30

sur i>TELE et France Inter

interviewé par Stéphane Paoli (France Inter),
Thomas Hugues (i>TELE)
et Raphaëlle Baqué (Le Monde)

france
inter

Le Monde

i>TELE

Bo Diddley

Le chanteur et guitariste américain a inventé le « jungle beat », un rythme syncopé qui accompagne ses plus grands succès, comme « Who Do You Love »

Pionnier parmi les plus originaux et influents du rock’n’roll, le chanteur et guitariste américain Bo Diddley est mort, lundi 2 juin, dans sa maison d’Archer (Floride). Il était âgé de 79 ans.

Il laisse une marque déposée, le « Bo Diddley Beat » – ou « jungle beat » –, un rythme syncopé mêlant guitare réverbérée, piano martelé et maracas. Il disait vouloir restituer musicalement le bruit d’un « *train de marchandises* ». Cette trouvaille signera ses plus grands succès, comme *Who Do You Love*, qui sera repris par les groupes Quicksilver Messenger Service ou les Doors.

« *Je joue de la guitare comme si je jouais de la batterie* », avait déclaré Diddley pour expliquer son style, si identifiable qu’il en restera prisonnier. Ce batteur contrarié est l’un des rares guitaristes à avoir bâti sa réputation sur un rythme et non sur un riff ou un arpège. « The Originator » (« Le Créateur »), comme il aimait se surnommer, a ainsi jeté un pont entre le blues et le funk, voire le rap.

Diddley aura néanmoins été éclipsé commercialement par les rockers blancs dans l’Amérique de la ségrégation raciale et par ses deux rivaux, Chuck Berry (avec lequel il enregistrera en 1964) et le pianiste Little Richard. Il s’était pourtant trouvé un personnage excentrique, avec ses chapeaux à larges bords, ses grosses lunettes et ses guitares rectangulaires, parfois recouvertes de fourrure.

Né Ellas Bates, le 30 décembre 1928 à McComb, dans le Mississippi, il avait été recueilli par une cousine de sa mère et élevé par des métayers, les McDaniel. Plusieurs versions circulent sur l’origine de son nom d’artiste, qui remonte aux années d’école. « *To diddle* » signifie escroquer, mais il y a aussi le « Diddlely Bow », un instrument à une corde utilisé dans le delta.

Le garçon grandit dans le ghetto de South Side, à Chicago. Il apprend le violon, passe à la guitare, joue dans la rue, exerce divers petits métiers : cantonnier, camionneur, boxeur... La ville de l’Illinois est la capitale du blues électri-

30 décembre 1928 Naissance à McComb, Mississippi (Etats-Unis)
1955 Enregistre « Bo Diddley/I’m a Man »
1959 « Say Man » à la troisième place dans le classement pop des Blancs
1985 Participe au Live Aid, à Philadelphie
2005 Concert d’aide pour les sinistrés de l’ouragan Katrina
2 juin 2008 Mort à Archer, Floride (Etats-Unis)

que. Influencé par John Lee Hooker, Diddley va participer pleinement à la mutation du genre en rhythm’n’blues. Une maison de disques en est le lieu, Chess, pour laquelle Diddley enregistre en 1955 le 45-tours *Bo Diddley/I’m a Man*, qui entre immédiatement à la première

place du classement rhythm’n’blues et dont les deux faces seront vouées à la postérité.

Son succès est prolongé par des titres d’un drolatique narcissisme : *Hey Bo Diddley*, *The Story of Bo Diddley*, *Diddley Daddy*. Leur auteur devient le premier artiste noir à être programmé dans l’émission télévisée d’Ed Sullivan. Il atteint

même la troisième position dans le classement pop des Blancs avec *Say Man* (1959).

Installé à Washington, Diddley tente de se diversifier en enregistrant des disques de country & western ou de surf. Avant de revenir aux fondamentaux du blues aux côtés de Little Walter et Muddy Waters pour l’album *Superblues* (1967), qui sera suivi d’un Super Super Blues Band avec Waters et Howlin’Wolf.

Ces bluesmen sont devenus des pères spirituels pour la vague britannique qui déferle sur l’Amérique au milieu des années 1960. Si l’influence de Diddley a été immédiate sur son compatriote Buddy Holly (*Not Fade Away*), son répertoire est redécouvert grâce aux Rolling Stones (*Mona*), The Yardbirds (*I’m a Man*), Manfred Mann Earth Band (*Do Wah Diddy*) ou les Pretty Things (qui empruntent leur nom à l’une de ses chansons).

Condamné – comme ceux de sa génération – à rejouer toujours les mêmes



Bo Diddley, vers 1957. Il s’était imaginé un personnage excentrique, avec des grosses lunettes et des guitares rectangulaires. RUE DES ARCHIVES/BCA

chansons pour un public vieillissant, Diddley colporte sa légende sur les routes. En 1979, The Clash lui offre la première partie d’une tournée américaine. En 1985, le monde le (re) découvre lorsqu’il interprète *Who Do You Love* au Live Aid de Philadelphie.

Nommé shérif dans un patelin du Nouveau-Mexique, Diddley renfloue

son compte en banque en signant un contrat publicitaire avec une marque de chaussures de sports. De ses dernières années, on retiendra qu’il organisa, après le passage de l’ouragan Katrina, en 2005, un concert pour venir en aide aux sinistrés d’Ocean Springs, Mississippi, l’Etat de son enfance. ■

BRUNO LESPRI

Mel Ferrer

Le comédien américain, qui avait fait ses débuts à Broadway, a d’abord été tenté par la réalisation. Il avait été marié à Audrey Hepburn

Melchior Gaston Ferrer, dit Mel Ferrer, est mort le 2 juin en Californie à l’âge de 90 ans. Né en 1917 dans le New Jersey d’un père cubain, un temps attiré par le journalisme, la radio et la télévision, il fait ses débuts dans le spectacle à Broadway en 1938, dans une pièce de Cole Porter, danseur, acteur, puis disc-jockey, producteur de shows.

Engagé en 1945 par la Columbia pour diriger des films à petit budget (*Girl of the Limberlost*, *Vendetta*, *Fureur secrète*), il se retrouve en 1947 assistant de John Ford sur le tournage de *Dieu est mort*. Il débute comme interprète en 1949 dans un film d’Otto Preminger, et enchaîne plusieurs films mythiques : *L’Ange des maudits*, de Fritz Lang, et *Scaramouche*, de George Sidney, en 1952, *Lili*, de Charles Walters, en 1953, *Les Chevaliers de la Table ronde*, de Richard Thorpe, en 1954, *Guerre et paix*, de King Vidor (d’après Tolstoï), en 1956, *Le soleil se lève aussi*, d’Henry King (d’après Ernest Hemingway), en 1957...

Jean Renoir l’engage pour le rôle d’Henri de Chevincourt, d’abord réservé à Gérard Philipe, dans *Elena et les hommes* (1956), puis l’enrôle à nouveau en 1973 pour une représentation en



Mel Ferrer en 1950. KOBAL COLLECTION

anglais, destinée à la télévision américaine, de sa pièce *Carola*, avec Leslie Caron (il y joue un général allemand). Mel Ferrer a tourné d’autres films français : *Et mourir de plaisir*, de Roger Vadim (1960), *Mille milliards de dollars*, d’Henri Verneuil (1981).

En perte de vitesse, on retrouve ce charmeur aux cheveux ondulés au générique du *Jour le plus long*, de Ken Annakin (1960), *Deux têtes folles*, de Richard

25 août 1917 Naissance à Elberon, New Jersey (Etats-Unis)
1947 Assistant de John Ford
1954 Epouse Audrey Hepburn
1952 Joue dans « L’Ange des maudits » et « Scaramouche »
1956 « Guerre et Paix », de Vidor
1957 « Le soleil se lève aussi », de King
1980 « Lili Marleen », de Fassbinder
2 juin 2008 Mort à Santa Barbara, Californie (Etats-Unis)

Quine (1962), *La Chute de l’Empire romain*, d’Anthony Mann (1963), ou *Lili Marleen*, de Rainer Werner Fassbinder (1980).

Mel Ferrer avait tenté de renouer avec la mise en scène en dirigeant *Vertes demeures*, en 1959, avec celle qu’il avait épousée en 1954 en quatrièmes noces avant de divorcer en 1968, Audrey Hepburn.

Mel Ferrer avait un homonyme dans le cinéma américain : l’acteur et metteur en scène José Ferrer, interprète de Toulouse-Lautrec dans *Moulin-Rouge*, de John Huston (1953), mort, lui, en 1992. ■

JEAN-LUC DOUIN

Jacques Puel

Un pionnier de l’angioplastie coronaire

Le professeur Jacques Puel est mort le 3 juin 2008 au centre hospitalo-universitaire de Toulouse. Ce médecin spécialiste de cardiologie était âgé de 62 ans. L’histoire retiendra qu’il aura été le premier médecin au monde à introduire, à des fins thérapeutiques, une prothèse au sein d’une artère coronaire humaine. Ses travaux novateurs dans le domaine de la cardiologie interventionnelle ont permis de prolonger notablement l’espé-

23 septembre 1946 Naissance à Rodez
1986 Première pose de prothèse dans la lumière d’une artère coronaire
1994 Chef de service de cardiologie du CHU de Toulouse
3 juin 2008 Mort à Toulouse

rance de vie de millions de personnes souffrant d’insuffisance cardiaque.

Jacques Puel naît à Rodez le 23 septembre 1946. Après des études de médecine et son internat à Toulouse, il devient chef de clinique-assistant des hôpitaux de cette ville en 1977 puis est nommé professeur en 1986. Huit ans plus tard, il prend la tête du service de cardiologie du centre hospitalo-universitaire de Toulouse, établissement auquel il est resté fidèle.

Du mal à s’imposer

En 1986, il réalise une première mondiale : la pose d’une prothèse (un « stent ») dans la lumière d’une artères coronaires, qui vascularisent le muscle cardiaque. Cette prothèse avait pour objet de dilater une artère dont le diamètre était rétréci du fait de la présence d’athérome, ce qui exposait le malade à un risque élevé d’infarctus du myocarde.

L’initiative du cardiologue toulousain était le prolongement d’une autre première, réalisée en 1964 aux Etats-Unis, où une équipe médicale avait été confrontée à une femme malade âgée de 83 ans qui refusait qu’on lui ampute un pied, expliquant qu’elle voulait mourir « chaus-sée ». Quoique sceptiques, les chirurgiens acceptèrent de tenter une dilatation artérielle par cathétérisme. Un guide fut alors introduit par voie percutanée et un cathéter coaxial de polyéthylène furent poussés en force dans la sténose, élargissant la lumière du vaisseau de façon significative. La circulation revint, la perméabilité demeura et la malade ne fut pas amputée. L’angioplastie transluminale percutanée (chirurgie plastique des artères réalisée de l’intérieur du vaisseau et à travers la peau) était née. Il lui fallut toutefois un certain temps pour s’imposer.

En dépit du premier succès obtenu et de quelques autres similaires, médecins er chirurgiens ne furent pas véritablement convaincus. Il fallut attendre 1977 pour que cette intervention commence à être pratiquée puis codifiée en cardiologie. Sous contrôle radiographique et au moyen d’un cathéter-guide, on faisait monter dans une artère (le plus souvent l’artère fémorale) un ballonnet jusqu’au niveau du rétrécissement artériel. Le gonflement du ballonnet permet, en repoussant la lésion obstructive, d’augmenter le diamètre de la lumière artérielle et, en rétablissant un débit sanguin normal (ou presque), d’atténuer, voire de faire disparaître, les symptômes pathologiques dus à la sténose.

Durant plusieurs années, on pensa avoir trouvé un moyen simple et économique permettant de faire l’économie des interventions chirurgicales lourdes et relativement complexes du pontage aortocoronarien mis au point en 1967. Or on vit bientôt apparaître, dans 30 % des cas, des phénomènes de resténose, autrement dit une reformation du rétrécissement de l’artère. Ce sont ces échecs qui poussèrent Jacques Puel à substituer au recours au ballonnet la pose d’une endoprothèse artérielle ; cela a permis de réduire notablement la fréquence des rechutes.

Ce cardiologue humaniste et doté d’un grand charisme s’est battu également avec force pour démocratiser la prise en charge en urgence des personnes souffrant d’infarctus du myocarde. ■

JEAN-YVES NAU

Jean-Claude Charles

L’ÉCRIVAIN et journaliste haïtien Jean-Claude Charles est mort mercredi 7 mai des suites d’une longue maladie. Il était âgé de 58 ans.

Né à Port-au-Prince le 20 octobre 1949, il quitte Haïti alors qu’il a 21 ans pour suivre des études de médecine au Mexique, à Guadalajara. Mais il les abandonne assez vite et se rend aux Etats-Unis où commence ce qu’il nommera une « *enracinerrance* » qui le conduira à Chicago, à New York, à Paris enfin. Là, ce « *nomade aux pieds poudrés* », ce « *négre errant* » comme il aimait à se définir va commencer une carrière de journaliste. Il travaillera notamment pour *Le Monde*, où il publie des récits de voyage, *Politique Hebdo*, *Le Quotidien de Paris*, *Libération* ou encore à France Culture où il produit des émissions consacrées à Franz Fanon, Chester Himes et John Updike.

De 2003 à 2006, il a tenu une chronique dans le journal *Haïti tribune*.

Mais il mena surtout une carrière d’écrivain.

Parmi ses romans, on retiendra *Sainte dérive des cochons* (éd. Nouvelle Optique, 1977) influencé par les théories de la revue d’avant-garde *Tel Quel*, ou *Manhattan Blues* (Barrault, 1985), qui fut salué alors par Marguerite Duras. Jean-Claude Charles fut aussi l’auteur d’essais dont *Le Corps noir* (Hachette/POL, 1980), livre rageur sur le racisme, ou *De si jolies petites plages* (Stock, 1982). ■

CHRISTINE ROUSSEAU

Un Paris virtuel pour l'aide au logement

Vu de

Paris, France

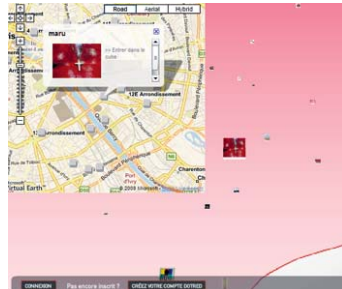


Et si les internautes des réseaux sociaux tels Facebook ou MySpace s'unissaient au service du bien commun ? Ce pari a été lancé le 24 mai par David Guez, « *artiste du Net* ». Son projet – Dotred – prend la forme d'un jeu en ligne visant à fédérer les participants autour d'une action sociale.

Le but ? Racheter Paris ! Dans une interface graphique couplée à une application de type Google Map, la ville est découpée en un million de parcelles de 100 mètres carrés – la surface totale correspondant à sa superficie réelle (100 000 000 de mètres carrés). Pour 2 euros, les internautes pour-

ront acquérir un petit bout de la capitale. Un investissement matérialisé par un cube (une sorte de « gratte-ciel » en trois dimensions) qui prendra de la hauteur en fonction du nombre d'amis qu'ils introduiront dans le jeu.

A mi-chemin entre les *serious games* (« jeux sérieux », alliant le divertissement à une intention pédagogique ou informative) et les réseaux sociaux, Dotred s'inscrit dans la lignée des jeux humanitaires comme Food Force, jeu vidéo éducatif du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM). Mais il s'en distingue par une concrétisation de l'action des joueurs dans le monde réel. Les



Dotred, à mi-chemin entre jeu en ligne et réseau social. DR

fonds collectés contribueront en effet à faciliter l'accès au logement des plus démunis par le biais des associations partenaires : Habitat et Humanisme, Les

Enfants de Don Quichotte, Droit au logement, Jeudi noir et Macaq. « *Il s'agit de s'inscrire dans la modernité pour sensibiliser aux problèmes de logement un public différent des sympathisants habituels* », estime Marie Saverex, responsable de la communication d'Habitat et Humanisme.

En deux semaines, 10 % de Paris ont déjà été acquis par les joueurs. Après cette première étape, Dotred devrait se décliner pour d'autres villes. En France mais aussi à l'étranger, comme à Sao Paulo, au Brésil, où il aura vocation à soutenir des associations luttant contre le rachat des favelas par

des promoteurs immobiliers.

Quant au jeu lui-même, il pourrait évoluer, et proposer aux internautes de personnaliser toujours plus leurs cubes. Mais aussi de développer leur réseau social par des forums, des chats, des échanges de vidéos ou des initiatives locales.

Quel sera l'impact de Dotred ? « *Le Web est imprévisible* », rappelle David Guez. Personne ne pouvait prédire l'engouement suscité par Facebook ou MySpace, et il faudra attendre pour mesurer l'aide réelle qu'apportera ce jeu virtuel aux causes humanitaires. ■

JULIE VAN OSSEL

Du « Nuage » pleuvront des images

Enquête Avec l'arrivée des connexions Internet à « ultra-haut débit », la vidéo en ligne est en passe de prendre le pas sur l'écrit. Grands moteurs de recherche et petites start-up s'y préparent déjà

Pendant le dernier Festival de Cannes, Béatrice, une jeune actrice parisienne, s'est promenée inlassablement dans le Palais, sur la plage, dans les rues et les bars de la ville, avec à la main son téléphone mobile équipé d'une minicaméra et d'un micro intégrés. Jour et nuit, elle tournait des séquences vidéo de ses rencontres, puis les envoyait vers Internet, pour une diffusion presque en temps réel : on pouvait quasiment la suivre à la trace. Quand elle voulait apparaître sur l'image, elle confiait son téléphone à un passant et lui demandait de la filmer pendant une minute. En deux semaines, elle a ainsi diffusé près de 300 séquences.

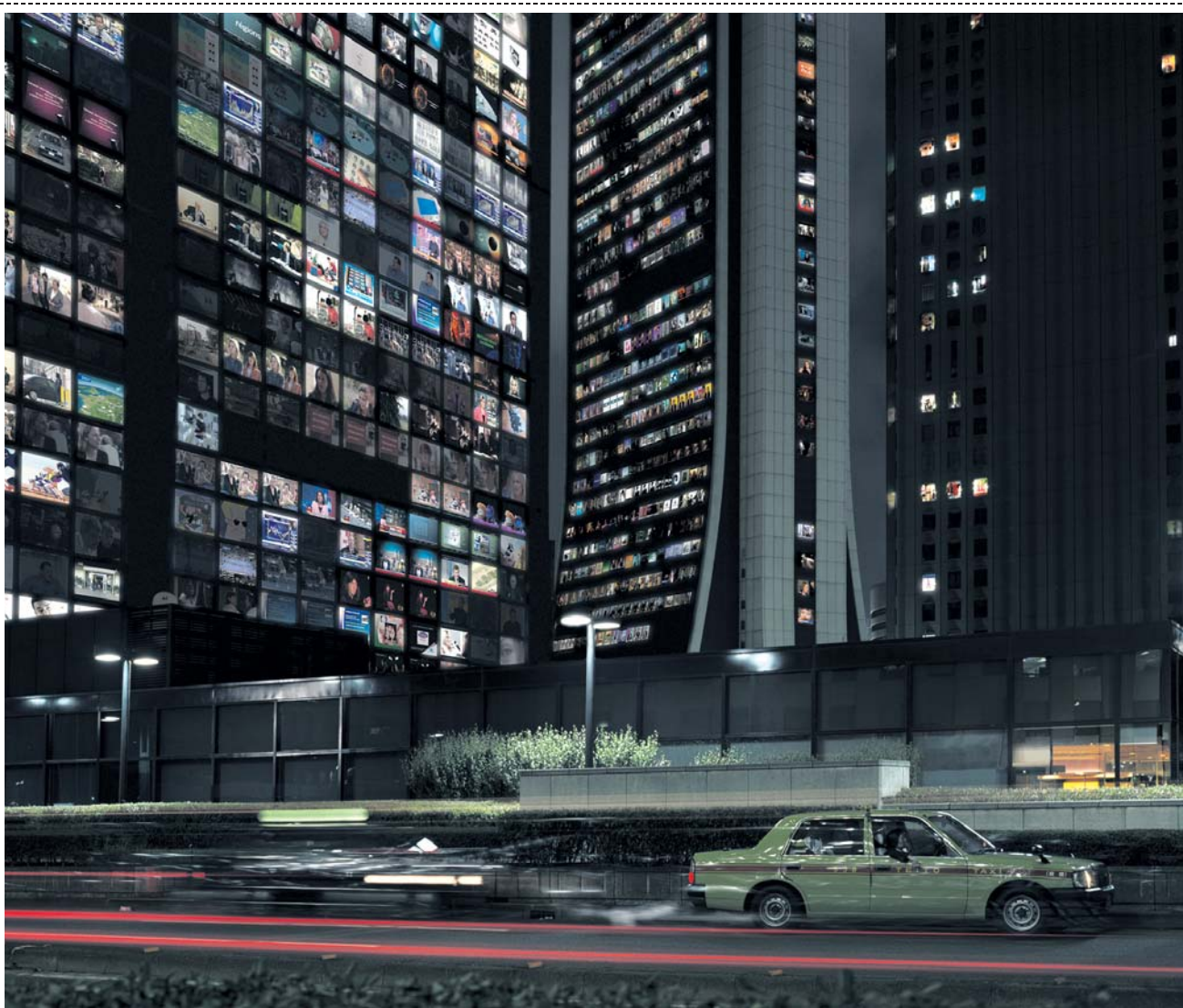
Béatrice était en mission pour le site Seesmic.com, un nouveau réseau social en images. Comme sur un forum classique, on vient sur Seesmic pour discuter, se faire des amis et créer des communautés. Et tout cela intégralement en vidéo. D'autant plus facilement qu'aujourd'hui, la production vidéo amateur est à la portée de tous : même le PC portable le moins cher du marché (299 euros) possède une petite caméra logée dans un coin de l'écran.

Seesmic, en phase expérimentale, attire des jeunes branchés et des technophiles, mais aussi des retraités. Son créateur, Loïc Le Meur, 36 ans, entrepreneur du Net français installé à San Francisco, explique pourquoi son site séduit toutes les générations : « *Tu ouvres Seesmic et, aussitôt, tu vois des amis qui te sourient et te font signe, tu entends des voix connues qui t'interpellent. C'est autre chose qu'une page de texte.* » Seesmic est appelé à se « cloner », car Loïc Le Meur est en pourparlers avec de grands sites communautaires comptant des millions de membres. S'il réussit à leur vendre son procédé, ils basculeront rapidement dans la communication vidéo intégrale.

En coulisses, la vidéo complique le fonctionnement de l'Internet. Mais pour l'utilisateur final, elle restaure au contraire le mode d'expression le plus naturel et le plus spontané : voir et entendre, parler, faire des mimiques, montrer le décor alentour... Incidemment, elle ouvre l'Internet aux milliards d'hommes et de femmes pour qui l'écriture sur clavier est une activité complexe ou inhabituelle.

Historiquement, la vidéo a eu du mal à s'implanter sur la Toile : ses fichiers étaient trop lourds pour les connexions à bas débit des particuliers. Or la généralisation du haut débit est en train de résoudre le problème. L'essentiel du trafic est déjà composé de fichiers audio-vidéo, notamment à cause des jeux en ligne et des réseaux de partage de musique et de films. Sans parler des innombrables sites érotiques payants, qui ont de quoi investir dans l'innovation en matière d'images.

Si cette tendance se confirme, la primauté de l'écrit sur Internet n'aura donc été que la conséquence de l'insuffisance passagère du débit. Déjà, les sites de vidéos amateurs de type YouTube s'imposent parmi les lieux les plus fréquentés du Net. Les réseaux sociaux comme Facebook et MySpace sont envahis par les images, les chaînes de télévision américaines ont commencé à diffuser leurs séries de fiction sur Internet, les systè-



MATHIEU BERNARD-REYMOND, GALERIE BAUDOUIN LEBON, À PARIS.

mes de téléphonie y proposent des services de vidéophonie et de téléconférence. Les grands sites d'information se mettent à produire leurs propres images. Même chose pour les encyclopédies, ainsi que les sites publiant des modes d'emploi et des conseils pratiques : on n'explique plus comment tailler un rosier ou démonter un carburateur, on le montre.

Ce n'est qu'un début, car l'« ultra-haut débit » arrive. Le consortium américain Internet 2, qui regroupe des agences fédérales, des laboratoires, des entreprises et des universités, achève la mise au point

SEESMIC

Pour sa phase de lancement, Seesmic a levé 6 millions de dollars auprès de 14 investisseurs, dont Google, AOL, Linked-In, et Niklas Zennström (créateur du réseau de partage de musique Kaaza et du système de téléphonie Skype). La société emploie une vingtaine de personnes.

SEEQPOD

Le prototype à l'origine de SeeqPod a été conçu par une équipe du Lawrence Berkeley National Laboratory, laboratoire public installé à Emeryville (Californie), qui avait besoin d'un outil surpuissant pour gérer les milliards de combinaisons composant le code génétique des organismes vivants. Seeqpod est soutenu par une quarantaine d'investisseurs et emploie 32 personnes.

d'un nouveau mode de transmission, baptisé DCN (Dynamic Circuit Network). Un PC ordinaire, capable aujourd'hui de recevoir deux canaux vidéo en simultané, pourrait en recevoir plus de 4 000 s'il était connecté par DCN. Au lieu de prendre trois heures, le téléchargement d'un film long métrage prendra cinq secondes. Dans un premier temps, le procédé sera réservé aux centres de recherche et aux universités, mais le grand public devrait en bénéficier assez rapidement. D'autres laboratoires envisagent de supprimer les goulots d'étranglement qui ralentissent le trafic en créant, parallèlement au réseau existant, une architecture horizontale et décentralisée inspirée des réseaux de partage de musique.

Pour désigner ce nouvel Internet éclaté et rempli d'images, les Californiens ont déjà inventé un concept : ils l'appellent *the Cloud* (« le Nuage »). Pour revoir le même clip vidéo dix fois par jour, il ne sera plus nécessaire de le télécharger et de le stocker dans un appareil. Il suffira de se connecter à un moteur de recherche, qui se chargera de le récupérer. En fait, le clip ne se trouve dans aucun lieu en particulier, il est dans le Nuage : de nombreux serveurs en contiennent une copie, stable ou temporaire, et le moteur ira le chercher à chaque fois dans un endroit différent, sans que l'internaute s'en aperçoive.

Les concepteurs des grands moteurs de

recherche ayant compris que la vidéo allait prendre une place prépondérante, ils ont commencé à s'adapter. Grâce à une recherche par mots-clés, Google et Yahoo! permettent déjà de retrouver une séquence vidéo. Mais, dans ce secteur d'avenir, ils se retrouvent face à des concurrents plus spécialisés et innovants. Ainsi, SeeqPod.com, start-up de la banlieue de San Francisco, propose un moteur fonctionnant grâce à des algorithmes « bio-mimétiques », qui reproduisent le processus de recherche du cerveau humain par associations d'idées, bien plus puissants que la recherche par mot-clé.

Au lieu de prendre trois heures, le téléchargement d'un film long métrage prendra cinq secondes

Pour le faire connaître très vite dans le monde entier, nous avons choisi la musique et les vidéos musicales. » Après avoir retrouvé la séquence, SeeqPod la diffuse grâce à un lecteur vidéo qui s'affiche sur la page Web de l'utilisateur. Prochaine étape : la start-up va s'attaquer à tous les types de vidéos, notamment les reportages. En attendant, sa base de données contient déjà plus de 12 millions de liens vers des fichiers audio-vidéo, et en repère en moyenne un nouveau par seconde. ■

YVES EUDES
(SAN FRANCISCO, ENVOYÉ SPÉCIAL)

Prototype

Quand le laser déclenchera la foudre

LES HOMMES se prendraient-ils pour Zeus, maître des orages et des tempêtes ? A défaut de régner sur les cieux, des chercheurs européens envisagent de contrôler la foudre, via un nouveau type de laser très perfectionné. Fruit de la collaboration de cinq laboratoires, français, suisses et allemands, le TéraMobile permettrait de déclencher des éclairs dans les orages, en produisant des flashes d'une puissance de 4 000 milliards de watts : l'équivalent de 1 000 centrales électriques. Des impulsions si fortes qu'elles acquièrent le pouvoir d'« ioniser » l'air, autrement dit de lui arracher des électrons et de le rendre ainsi conducteur de l'électricité.

« *Aujourd'hui, nous créons des microdécharges qui sont des précurseurs d'éclair* », indique Jérôme Kasprian, coordinateur du projet et chercheur au laboratoire Spectrométrie ionique et moléculaire (CNRS/Lyon-I). Pour atteindre le véritable éclair, les équipes travaillent déjà sur le TéraMobile-2, qui sera dix fois plus puissant que le premier.

« *D'ici cinq à dix ans, estime M. Kasprian, nous pourrions être en mesure de faire tomber la foudre à la demande dans un nuage d'orage.* » Outre la réalisation d'études scientifiques, ce laser permettra de tester l'immunité des systèmes de protection de lignes à haute tension, de centrales électriques ou téléphoniques. Mais aussi de dévier la foudre à plusieurs centaines de mètres d'un lieu où se trouvent des installations sensibles.

Les avions, les centrales et les bâtiments équipés de paratonnerres étant déjà protégés contre les incendies, les phénomènes d'électrocution ou de destruction violente, il s'agira surtout, dans ce dernier cas, de limiter les effets électromagnétiques induits par le courant de foudre. Dérangeants à la maison (prise électrique en surtension, circuit électrique qui grille dans une télévision ou un téléphone...), ces derniers deviennent en effet carrément dangereux pour le pilotage d'un avion ou le fonctionnement d'une centrale électrique.

Outil de mesure rapide et précis, le TéraMobile pourrait aussi servir à détecter des gaz lors d'une fuite chimique ou à mesurer la pollution urbaine. L'analyse de surfaces à distance ouvre, quant à elle, la voie à de multiples applications concrètes : vérifier la composition d'un métal en fusion, déterminer le meilleur matériau à extraire d'une carrière, traquer des bactéries à l'hôpital et dans les usines agroalimentaires. De quoi concurrencer les habitants de l'Olympe ! ■

SOPHIE BLITMAN

Le faisceau laser est dirigé à l'aide d'un viseur infrarouge.
C.DELHAYE/CNRS



En Ukraine, rien ne va plus entre les deux figures de la « révolution orange ». Tandis que le président Viktor Iouchtchenko et son premier ministre Ioulia Timochenko s'affrontent, le pays s'enfonce dans la crise politique

PIOTR SMOLAR

Il fut le visage, grêlé par le poison, de la « révolution orange », résolu à faire tomber l'ancien régime ukrainien discrédité. Elle fut la brillante oratrice à ses côtés sur l'estrade, personnage charismatique mais ambigu en raison de son appartenance passée à la nomenklatura. Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko ont été alliés dans un moment prodigieux de l'histoire ukrainienne, la célébration pacifique de la démocratie et de la souveraineté nationale, fin 2004.

Aujourd'hui, le duo se bat en duel. Lui est un président impopulaire ; elle un premier ministre à l'ambition incandescente. Après les législatives de septembre 2007, leurs partis avaient formé une coalition gouvernementale. A peine née, on la disait déjà condamnée. Vendredi 6 juin, l'annonce de la défection de deux députés du camp orange a confirmé l'oracle et ouvert une nouvelle période de crise. Les « orangistes » n'ont plus la majorité au Parlement.

Nul ne peut prédire le sort du président et du premier ministre, accaparés par leur affrontement. Aucun ne veut assumer la rupture définitive. « *Le bec fermé, comme sur une peinture de Picasso, je vais porter la branche d'olivier (...) malgré toutes les tempêtes* », assurait M^{me} Timochenko il y a quelques jours. En réalité, les deux rivaux ne se supportent plus depuis longtemps. Ils se soupçonnent des manœuvres les plus tordues. « *Chacun a sa liste d'humiliations et de trahisons dont se serait rendu coupable le partenaire* », dit le politologue Volodymyr Fessenko. Le 23 février, Ioulia Timochenko a envoyé ses vœux à Viktor Iouchtchenko, pour son 54^e anniversaire. « *Notre force est notre unité* », écrivait-elle, osant conclure par un « *avec respect profond et amour* » pour le moins zélé. La guerre des clans était déjà enclenchée. Le 13 mai, elle a atteint un point de non-retour : les députés du Bloc de Ioulia Timochenko (BloT) ont empêché physiquement le président de prononcer son discours annuel devant le Parlement.

Les partisans du premier ministre accusent l'administration présidentielle de bloquer l'adoption de lois contre l'inflation, qui fait des ravages en Ukraine (+ 30 % en un an). En mai, ils cherchaient aussi à empêcher la confirmation de trois nouveaux juges de la Cour constitutionnelle, choisis par le président. « *Plus aucune institution n'est respectée et considérée comme impartiale*, s'alarme un diplomate européen. *On assiste à un délitement de l'autorité, à une autonomisation des fonctionnaires qui ne rendent plus de comptes. Du coup, la corruption fleurit.* »

A leurs pieds de boxeurs se rendant coup pour coup gît le rêve déçu du peuple orange. « *Entre eux, c'est devenu irrational*, analyse Oleg Rybaltchouk, chef de l'administration présidentielle en 2005, ex-conseiller de Viktor Iouchtchenko. *Les risques sont graves. L'Ukraine pourrait tout perdre d'ici à la fin de l'année : l'organisation de l'Euro 2012 de football, l'accord de partenariat avec l'UE, le statut de candidat à l'OTAN.* »

Avant de devenir chef de l'Etat, Viktor Iouchtchenko avait été directeur de la banque nationale, puis premier ministre (1999-2001) jusqu'à son renvoi par l'ancien président Leonid Koutchma. Il était crédité d'une vraie compétence économique, s'ajoutant à sa capacité à surmonter l'empoisonnement à la dioxine. Aujourd'hui, la paralysie institutionnelle et les énormes écarts de revenus sont portés à son débit.

Evidemment, Ievgueni Chervonenko n'est pas de cet avis. En ce jour de mai,



Ioulia Timochenko, chef du gouvernement, et Viktor Iouchtchenko, président, avaient formé une coalition qui a perdu la majorité absolue, vendredi 6 juin, au Parlement ukrainien.

THIERRY ROGE/REUTERS ; BENOIT TESSIER/REUTERS

lier la ferveur révolutionnaire – qui l'embrase encore dans les meetings où elle parle, exaltée, sans un coup d'œil à son discours – et la froideur des généraux penchés sur la carte d'état-major, connaissant les sacrifices exigés par la victoire.

Son parcours reste un sujet de pâmoison pour grands communicants : dans sa vie antérieure, elle était brune et fortunée, surnommée la « *princesse du gaz* » quand elle dirigeait l'entreprise monopolistique de ce secteur, un pied dans les affaires, l'autre en politique. Elle a connu la prison en 2001 pour détournement de gaz – charges abandonnées par la suite –, et s'est alors retournée contre le régime autoritaire de Leonid Koutchma. Puis elle a entamé sa transformation en passionaria de l'indépendance, ce qui lui valut dans certains médias occidentaux enthousiastes le surnom de « Jeanne d'Arc de la « révolution orange » », sans parler du classique « Dame de fer ».

Son costume public est composé d'une tresse blonde nouée sur la tête comme une couronne, d'un collier de perles et d'un ensemble blanc ou beige. Pureté politique et imagerie paysanne. Sur les photos et les affiches, retouchées jusqu'à l'absurde, elle semble avoir 35 ans, au lieu de 47. Maîtrisant le jeu médiatique du lever au coucher, elle refuse devant la presse de répondre en russe à toute question dans cette langue, pour mieux souligner son ancrage. Cap à l'ouest, et vive l'indépendance !

Son discours politique est une lame : il vise d'abord la classe dirigeante et les oligarques, ses anciens camarades de fortune, qu'elle avait placés dans son viseur lors de son premier passage comme chef du gouvernement, en 2005, avant d'être remerciée par Viktor Iouchtchenko. Les milliardaires Rinat Akhmetov et Viktor Pinchuk ne le lui ont jamais pardonné. Le premier, implanté dans l'est du pays, à Donetsk, finance le Parti des régions, dit prorusse ; le second, retiré de la politique, est le philanthrope le plus reconnu de l'ex-URSS. « *Personne n'a envie de devenir le Khodorkovsky de Ioulia* », sourit un familier de leur milieu, en référence à l'ancien patron du groupe pétrolier Ioukos, emprisonné en Russie.

Iouchtchenko contre Timochenko, c'est aussi le choc de deux caractères et de deux ego : lui, heureux d'en être arrivé là mais pas rassasié, allergique à cette femme incontrôlable, gestionnaire regardant vers l'Union européenne comme le marin fixe la terre, au loin ; elle, impatiente et brutale, décidée à renverser les obstacles, séduisant les dirigeants occidentaux par son volontarisme. Ses adversaires les plus résolus se situent moins au sein du Parti des régions – avec lequel elle envisage même une alliance à peine imaginable contre le président – que dans l'entourage de Viktor Iouchtchenko, à commencer par Viktor Baloga, le secrétaire général de l'administration, soupçonné d'orchestrer tous les complots.

Ses détracteurs accusent Timochenko de rêver d'une verticale du pouvoir importée de Moscou, où tous deviendraient serviles sous son autorité. « *Ioulia a besoin de passer un contrat avec les élites pour diriger le pays, mais Iouchtchenko l'en empêche*, souligne l'analyste politique Vadim Karassev, proche du président. *C'est une aventuriste qui pourrait devenir un second Poutine.* »

A Kiev, les initiés assurent que Ioulia Timochenko suit une nouvelle stratégie : attendre la prochaine présidentielle, début 2010, serait devenu trop aléatoire ; l'inflation atteint déjà sa cote de popularité dans les sondages. Dès lors, elle chercherait à réformer la Constitution pour instaurer un régime parlementaire. Au président, le rôle de reine d'Angleterre ; à elle, celui de chancelier allemand. Son entourage, lui, parle d'un « *parlementarisme rationalisé* ».

« *Il est dans l'intérêt du pays de changer la Constitution en direction d'un régime parlementaire*, explique Grygori Nemiria, vice-premier ministre, une des figures les plus proches de Ioulia Timochenko. *Il suffit de regarder la carte. Tous les nouveaux entrants dans l'Union européenne ont des régimes de ce type. L'Ukraine doit s'arracher à la boue post-soviétique.* » ■

La guerre des oranges



dans son bureau décoré de photos de Viktor Iouchtchenko, dont il a naguère dirigé le service de protection rapprochée, le chef de l'Agence pour l'organisation de l'Euro 2012 de football crache de fureur dans son téléphone. « *Vous laissez pas faire par cette femme, tu m'entends ? Sinon, elle va vous bouffer !* » A l'autre bout du fil, un député du camp présidentiel, qu'il félicite pour ses critiques du jour contre le premier ministre. M. Chervonenko n'a que faire des convenances. Il accuse Ioulia Timochenko « *de ne pas encore avoir lâché un kopeck pour l'Euro* », de « *vouloir le pouvoir absolu* » et de « *ne rien comprendre aux règles de l'économie libérale* ».

Un des fronts entre les deux adversaires

concerne le Fonds des propriétés d'Etat, qui pilote les privatisations les plus lucratives. M^{me} Timochenko a besoin d'en conduire plusieurs à terme afin d'alimenter le budget et de respecter sa promesse phare : le remboursement progressif aux petits épargnants de l'argent perdu au moment de l'effondrement de l'URSS. Près de 6 millions d'Ukrainiens ont déjà reçu 1 000 hryvny (128 euros). « *Pourquoi les recettes des privatisations ne sont-elles pas destinées au développement de l'économie, mais utilisées à financer des dépenses budgétaires actuelles ?* », critiquait M. Iouchtchenko, le 17 mai, dans la revue *Emerging Markets*.

Pour avoir les mains libres, Ioulia Timochenko a tenté de faire partir la directrice

du Fonds ; mais le président Iouchtchenko a fait barrage. Début mai, le premier ministre a choisi le passage en force, en intronisant un de ses partisans comme directeur. En réponse, le parquet général, soumis à la présidence, a diligenté une enquête pour « *tentative de privatisation illégale* » contre le responsable intérimaire. « *Cette enquête a été ouverte contre moi personnellement, contre le rétablissement de l'ordre en Ukraine* », a réagi M^{me} Timochenko.

Au sein des élites, ils sont nombreux à se faire peur en imaginant l'Etat livré à Ioulia Timochenko. Mais aucune autre personnalité politique ne parvient à lui faire concurrence. Elle a réussi à conci-

Le Monde

Le Carnet

Faites part
de vos événements

par téléphone : 01 57 28 28 28
par e-mail : carnet@mondepub.fr
par fax : 01 57 28 21 36

au journal ou par courrier :
Le Monde - Le Carnet
80 boulevard Auguste Blanqui
75707 Paris cedex 13

Tarifs 2008 (prix à la ligne)

Naissances, Anniversaires
de naissance, Mariages,
Fiançailles... : **18 €** TTC

Décès, remerciements,
Avis de messe, Anniversaires
de décès, Souvenirs : **24 €** TTC

Thèses : **15 €** TTC
Réduction abonnés
Un justificatif d'identité sera demandé.

Vous pouvez nous transmettre
vos annonces la veille pour
le lendemain :
• du lundi au jeudi jusqu'à 19 h;
• le vendredi jusqu'à 17 h;
• le samedi et jours fériés
jusqu'à 16 h.

Téléphone abonnements :
0 825 000 778

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Francine et Didier JACOB,
Ilya et Marie

ont la joie d'annoncer la naissance de

Ava, Tatum

le 27 mai 2008.

Anniversaires de mariage

Cinquante ans et quelques jours,
heures, minutes et secondes !

Anne, Cécile, Emmanuelle et Vincent
MAGNIER

sont heureux et fiers que

leurs parents chéris

aient traversé tant de temps ensemble
et leur souhaitent de continuer leur route
commune pour l'Éternité.

Cinquante milliards de baisers.

Décès

Ibiza. Rabat. Paris.

Pierre Balbure,
André et Nezha Balbure,
Brigitte et Alain Abelhauser,
ses enfants,
Jose et Emmanuelle,
Matthieu et Monica,
Benoît (†), Olivier, Antoine,
Basile et Valérie, Julien,
ses petits-enfants,
Jose Manuel, Veronica,
Marius, Louise,
ses arrière-petits-enfants,
Isabel Nadal,
Parents et alliés,

ont le chagrin d'annoncer la disparition de

Mme Jean Marie BALBURE,
née Marie Louise AMATA,

à Ibiza, le 2 juin 2008,
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

L'incinération aura lieu à Palma de
Majorque.

Contact : br.balbure@wanadoo.fr

Le président
Et le conseil d'administration,
Les équipes du Centre chirurgical
Marie Lannelongue au Plessis-Robinson,

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Paul BINET,
ancien chirurgien chef
et pionnier de la prise en charge
des cardiopathies congénitales
de l'enfant

et adressent leurs sincères condoléances à
sa famille.

Sa famille

a la douleur de faire part du décès de

Edouard CUQ,
inspecteur général honoraire
de l'Éducation nationale,
agrégé de grammaire,

survenu le 4 mai 2008, dans sa quatre-
vingt-seizième année.

36, avenue Dembourg,
81000 Albi.

Raphaël Heras de Pedro,
son époux,
Sylvie et Olivier,
ses enfants,
Etienne,
son petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès, dans
sa soixante-dix-huitième année, le
3 juin 2008, à Pauillac (Gironde), de

Janine HERAS de PEDRO,
née RADENNE.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, à Bordeaux, le 6 juin 2008.

Le président,
Les présidents d'honneur
Et les membres

du Comité consultatif national d'éthique
pour les sciences de la vie et de la santé,

ont eu la douleur d'apprendre le décès, le
2 juin 2008, de

Claude KORDON,

qui a, par sa pensée, largement contribué
aux travaux du Comité.

Ils présentent leurs sincères
condoléances à sa famille et à ses
proches.

Mme Armand Kraemer,
sa mère,
Jean-Philippe Eckert,
son époux,
Yaël Eckert et Etienne Le Floch,
Raphaël Eckert et Christel Schurrer,
ses enfants,
Simon, Adèle, Emma,
ses petits-enfants,
Jean-Marc et Carole Kraemer,
son frère et sa belle-sœur
ainsi que leurs enfants et petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du
décès de

Nicole KRAEMER-ECKERT,
avocat du Barreau de Metz,

à Metz, le 4 juin 2008.

Christine Le Gal,
son épouse,
Nathalie,
Fabienne et José,
Alexandre,
ses enfants,
Nicolas et Laetitia,
ses petits-enfants,
M. et Mme Jean-Marie Le Gal,
son frère et sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard LE GAL,

survenu à Paris, le 3 juin 2008.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 10 juin, à 14 h 30, en l'église
Saint-Honoré-d'Eylau, à Paris 16^e.

Elle sera suivie de l'inhumation au
cimetière des Batignolles, à Paris 17^e,
dans l'intimité familiale.

157, avenue de Malakoff,
75116 Paris.

Marthe Barraud,
sa mère,
Andrée Legris,
son épouse,
Judith Sebillotte-Legris,
Hélène Legris,
ses filles,
Paul, Timothy et Emma,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel LEGRIS,

survenu le 4 juin 2008.

La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 10 juin, à 10 h 30, en l'église
Saint-Vincent de Paul, place Franz Liszt,
Paris 10^e.

Le mouvement "Sauvons Archimède"
(magazine scientifique et technique
d'Arte)

a la profonde douleur d'annoncer le décès
de son initiateur,

Fabien MEGI,
docteur en physique,

survenu prématurément le 27 mai 2008.

Sa gentillesse, son sens de la justice et
son profond engagement citoyen pour une
diffusion de la science digne de ce nom,
vont manquer très cruellement à tous ses
amis.

Nous nous efforcerons de rester à la
hauteur de son intégrité, de son refus de
toute démagogie et de sa bienveillance.

Nos pensées les plus tendres vont à sa
famille.

sauvonsarchimede@hotmail.fr

Mme Jean Meybeck,
son épouse,
M. et Mme Jacques Meybeck,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alain Meybeck
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Meybeck
et leur fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean MEYBECK,
directeur honoraire de l'ENSC Mu,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
médaille d'argent du CNRS,

survenu le 5 juin 2008, dans sa quatre-
vingt-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse, suivie de
l'inhumation, aura lieu le mardi 10 juin,
à 15 h 30, en l'église d'Egliseneuve
d'Entraigues (Puy-de-Dôme).

Ni fleurs ni couronnes.

Un don peut être fait au Secours
Catholique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Ger'home,
23, rue Jean Lefèvre,
92400 Courbevoie.
Le Clos Neuf,
18380 Presly.
Les Poissons 242,
20 ter, rue de Bezons,
92400 Courbevoie.
35, rue de Villiers,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Rennes (Ille-et-Vilaine). Lembras
(Dordogne). Vanves (Hauts-de-Seine).
Orsay (Essonne). Bruz (Ille-et-Vilaine).
Laval (Mayenne). Paris (Seine). Lisieux
(Calvados).

Nous avons la douleur de faire part du
décès du

docteur Henri MOREL,

survenu le 5 juin 2008, à l'âge de quatre-
vingt-cinq ans.

De la part de
Mme Fernande Morel,
son épouse,
Mme Dominique Creff,
Les docteurs Sylvie et Alain
Michardière,
Le docteur et Mme Jean-Bernard
Morel,
ses enfants,
Emmanuelle, Renaud, Xavier,
Thomas, Romain, Frédérique et Nicolas,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants
Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Toussaints de Rennes, le lundi
9 juin, à 14 h 30.

La famille remercie toutes les
personnes qui s'associent à sa peine et qui
s'unissent d'intention.

Flavienne,
son épouse,
Françoise,
sa fille,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques Francis ROLLAND,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième
année.

Un hommage lui sera rendu le lundi
9 juin 2008, à 14 heures, en la salle du
crématorium, 65, rue Roger Salengro,
à Méru (Oise).

Que des fleurs naturelles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Mireille Tessier,
son épouse,
Claude Tessier,
Laurence Tessier,
Jean-Paul Tessier,
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Paul TESSIER,
chirurgien,

ex chef du service de chirurgie plastique
de l'hôpital Foch,
doctor honoris causa
de Lund University, Sweden,
Honorary Fellow,
American College of Surgeons,
Honorary Fellow, Royal College
of Surgeons of England,
Honorary Fellow, Royal College
of Surgeons of Edinburgh,

chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre
du Mérite centrafricain,

survenu le jeudi 5 juin 2008, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi
10 juin, à 10 heures, en la chapelle de
l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard
du Port-Royal, Paris 5^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
d'Héric (Loire-Atlantique).

Le président de l'université Paris 1
Panthéon Sorbonne,
Le directeur de l'UFR de philosophie,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques ULLMANN,
professeur émérite.

Odile Wollman,
son épouse,

Emmanuelle Wollman et Jean Mariani,
Francis-André Wollman et Marina
Prévot,
ses enfants,

Louise-Laure, Anavril, Simon,
Indiana,
ses petits-enfants,

font part du décès du

docteur Elie WOLLMAN,
sous-directeur honoraire
de l'Institut Pasteur,

le 1er juin 2008.

Ils associent à sa mémoire, le souvenir
de ses parents,

Eugène et Elisabeth WOLLMAN,
chercheurs à l'Institut Pasteur,
assassinés à Auschwitz en 1943.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Elie Wollman était membre de
l'Association pour le droit de mourir dans
la dignité.

Condoléances

Bagnères-de-Bigorre (Hautes-
Pyrénées).

Les familles Maussier, Dandelot,
Thuilleaux, Ferre, Lacoste,
Mme Vincent,
M. Philippe Timbal,
Les familles Schaeffer aux USA,
Cougombles
Parents et alliés,

font par du décès de,

Jean COLLIGNON,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième
année.

Ses obsèques ont été célébrées le
jeudi 5 juin 2008, à Bagnères-de-Bigorre.

Le présent avis tient lieu de faire-part
et de remerciements.

Anniversaires de décès

Elisabeth,

nous t'aimons tant.

Maman, Papa, Clément.

Il y a un an, le 8 juin 2007,

Vincent MARCHELLI

nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

Colloques

Colloque en l'hôtel des Invalides
« Les relations entre la France et Israël :
du Général Kœnig au 60^e anniversaire
de l'indépendance de l'Etat »
organisé par
l'Association France-Israël,
Alliance Général Kenig
sous le haut patronage
de M. le ministre de la défense
avec Gilles-William Goldnadel, président
de France-Israël,
Daniel Shek, ambassadeur d'Israël,
Guy Tessier, député, président
de la Commission de la défense,
André Kaspi,
Catherine Nicault,
Georges Ayache,
Claude Goasguen,
Michel Gurfinkiel,
Guy Millière,
Michel Soulas,
Lieutenant Eric Tanguy,
Renée Wathier.

Intervention d'Hervé Morin.
Dimanche 15 juin 2008
de 14 heures à 18 heures.
Inscriptions : 01 47 20 79 50
ou contact@france-israel.org

Tables-rondes

Institut d'études de l'Islam et des sociétés
du monde musulman/EHESS/Council
on International Educational Exchange
(CIEE)/The American University of Paris
(AUP), table-ronde publique.
Religions, identités, laïcité.
Avec Olivier Abel, Mohamed Arkoun,
Esther Benbassa, Ghaleb Benchir.
Mercredi 11 juin, de 14 h 30 à 17 h 30,
EHESS-amphithéâtre. *Entrée libre.*
105, boulevard Raspail, Paris 6^e.

Stages

Le service de formation continue
de Langues O' propose
un stage intensif d'été de 30 heures,
du 30 juin au 4 juillet 2008,
dans les langues suivantes :
arabe maghrébin, égyptien, chinois,
hébreu, hindi, japonais,
kabyle, russe, tibétain.
(Ouverture d'un groupe : 9 personnes).
Coût du stage : 300 € ou 450 €,
30 heures de cours + CD + déjeuner.
Lieu du stage :
Centre universitaire Paris - Dauphine,
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny,
Paris 16^e.
(Métro Porte Dauphine, ligne 2)
Date limite d'inscription :
lundi 23 juin 2008.
Renseignements : 01 55 26 81 10/15/16
ou www.inalco.fr
(rubrique ACTUALITES).

Signatures

Albert René PINHAS
dédicacera son livre
Next slide, please. Et autres nouvelles
Editions Thélès.
le vendredi 13 juin 2008,
à la librairie Page 18,
18, rue Pérignon, Paris 7^e (métro Ségur),
de 19 heures à 20 h 30.

Communications diverses

Trente ans après : la Paix et Maintenant
mardi 10 juin 2008, à 20 h 15,
mairie du 9^e à Paris, 6, rue Drouot
(métro : Richelieu),
Albert Memmi, président,
David Chemla, Anny Dayan,
Elisabeth de Fontenay, Alain Finkelkraut,
Saman Khoury
(Forum de Paix Jérusalem Est),
Hagit Ofran
(Observatoire de la colonisation)
et Nissim Zvili (ancien ambassadeur
d'Israël en France). PAF.

Désir d'écrire ?
Ateliers par week-end, à Paris.
WE découverte 28-29 juin, 110 €.
Stages de 5 jours, août, Perche, 320 €.
Informations : www.textes.net
Françoise Neveu : 06 72 67 07 30.

Le Monde

cette semaine

Le Monde & Sport

ROLAND-GARROS

Un rendez-vous quotidien

EURO 2008

Dossier spécial de 4 pages,
dans Le Monde daté samedi 7 juin 2008

Le Monde 2

Euro 2008

Tirs croisés entre Didier
Deschamps et Aimé Jacquet

Portfolio

Paris, par Emile Savitry

Enquête

Richard Millet,
écrivain misanthrope

Les
collections

Le Monde

DE LA PHILOSOPHIE



Tome 20 : Hume

En vente pendant une semaine
dès le jeudi 5 juin

Le Monde & 

— La sélection de la rédaction —



Le CD-livret de Mendelssohn
*Symphonie n°4 « Italienne » & n°5
« Réformation »*, John Eliot Gardiner
avec *Le Monde 2* du 6 juin

Redécouvrez
L'HISTOIRE DE FRANCE
EN BANDES DESSINÉES

N°1 De Vercingétorix à Attila



1€,70

OFFRE DE LANCEMENT
en plus du Monde

avec « Le Monde TV&Radio »
daté 8-9 juin

Nos services

Lecteurs

• Abonnements

Tél : 0-825-000-778
(0,15 € TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

• L'actualité dans
votre magasin

www.lemonde.fr/kiosque

• Boutique du *Monde*

80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

• Le Carnet du *Monde*

Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

• Service des ventes

Tél. : 0-805-05-0146

OUI MAG' en kiosque

MODE, MARIAGE, PEOPLE



1,70 - Juin 2008
L 13025 N - P 1,50 € - 40

Cinéma Une vingtaine de films en 3D sont en préparation

Les studios succombent à la tentation du cinéma en relief

Chalon-sur-Saône
Envoyée spéciale

Le relief étant obligatoirement lié au numérique, le passage progressif des salles de cinéma en tout-numérique provoque un nouvel engouement pour le cinéma en 3D, jusqu'à présent cantonné à une diffusion expérimentale. Le 11 juin, Disney sort dans une quinzaine de salles un film en 3D, *Hannah Montana*, issu d'une captation de la tournée américaine des concerts de cette jeune héroïne d'une série télévisée de Disney Channel. Un moyen selon Jean de Rivières, directeur général de Walt Disney Studios Motion Pictures, basé à Paris, de s'adresser à un public qui tend à désertier les salles de cinéma, celui des adolescents et des préadolescents. Surtout depuis que les jeux vidéo semblent devenir leur passe-temps favori, au détriment du cinéma.

Disney part d'un constat simple : le prix d'une place de cinéma – même en 3D, soit 12 à 15 euros – reste trois fois moins cher qu'une place de concert. Les parents, réticents à autoriser les 8-15 ans à assister à des concerts, hésiteront moins à les laisser en voir au cinéma. La vision est bonne quelle que soit la place occupée par le spectateur, et lors d'une avant-première organisée par Disney, l'ambiance était au rendez-vous, les ados dansant dans la salle... Au point que Jean de Rivières parie sur 50 000 entrées dans l'Hexagone. Déjà 1 200 places ont été prévenues, comme pour un concert. Aux Etats-Unis, ce concert filmé, diffusé dans 680 salles en février, avait rapporté la coquette somme de 65 millions de dollars.

Pionnier en la matière, Disney avait déjà conquis 110 000 spectateurs en France avec *L'Etrange Noël de Monsieur Jack* en version 3D. En revanche, *Bienvenue chez les Robinson* n'a été projeté en 3D que dans des festivals.

Autre long métrage en 3D attendu, le 16 juillet, en France, *Le Voyage au centre de la Terre*, produit par New Line et Walden Media. Son réalisateur américain, Eric Brevig, explique au *Monde* que « la règle numéro un consiste à toujours penser au confort du spectateur ». Ne pas lui faire mal aux yeux, ni lui



Le Voyage au centre de la Terre sera sur les écrans le 16 juillet en France. METROPOLITAN FILMEXPORT

infliger d'incessants artifices forains comme les jaillissements de l'image qu'il faut utiliser avec parcimonie. Le réalisateur a donc joué avec des roches flottantes, le sentiment de vertige, l'impression de profondeur. « Pour les acteurs, la 3D ne change rien », assure Eric Brevig, qui a signé des films pour les parcs à thèmes de Disney.

Son adaptation du roman de Jules Verne donne un film familial destiné à plaire aux enfants, qui ont tous envie d'attraper l'écran ou de se terrer dans leur siège quand surgit une gueule de dinosaure. Scènes qui ne sont pas sans rappeler l'émotion foraine des premiers films des frères Lumière. Ce long métrage, qui

à coûté 70 millions de dollars, sera lancé en même temps en Europe, et aux Etats-Unis dans 300 salles (dont la moitié seulement en 3D).

L'engouement pour le cinéma en 3D est contagieux. Aux Etats-Unis, les studios, Disney en tête, DreamWorks ou la Fox s'y mettent. Plus d'une vingtaine de films, essentiellement de l'animation, sont en préparation. « A Los Angeles, la direction de Disney a la conviction que la 3D est une oppor-

tunité et apporte des avantages aux spectateurs », affirme Jean de Rivières. D'ailleurs, *Wall-e*, *Up* ou *Toys Story 3*, les futurs dessins animés de Disney sont conçus en 3D. Pour les fictions, c'est parfois plus compliqué : si James Cameron réalise son *Avatar*, Peter Jackson a dû renoncer à son *King Kong* en 3D, jugé trop cher. De même George Lucas ne se lancera dans l'aventure d'une mise en volume de

Star Wars que lorsque le nombre de salles équipées aux Etats-Unis sera suffisant.

En 1954, Alfred Hitchcock et John Farrow s'étaient déjà frottés au cinéma en relief en réalisant respectivement *Le crime était presque parfait* et *Hondo* avec John

Wayne. La technique était bien laborieuse : le metteur en scène devait viser quasiment à l'aveugle dans deux caméras, mais les spectateurs avec leurs lunettes bleues et rouges avaient pu goûter les prémises de la 3D.

S'agit-il aujourd'hui d'une révolution technologique ? Norman Twain, le producteur américain du seul film 3D d'horreur *Scar*, reste très pragmatique : « Tout le monde a la même idée, le marché de

la 3D s'accroît. Ce n'est pas un business classique, on le fait clairement pour gagner de l'argent. Cela peut se développer fortement pendant cinq ans », a-t-il dit au *Monde* en marge de l'exposition « Dimension 3 expo », le deuxième forum international de l'image 3D relief, qui s'est tenu à Chalon-sur-Saône du 2 au 5 juin.

La viabilité de ces films n'est pas encore assurée. Les coûts de production sont supérieurs de 20 % à ceux d'un film classique, mais les copies numériques sont dix fois moins chères que les copies 35 mm. Pour l'heure, ces longs métrages ne peuvent se rentabiliser que dans les salles équipées en numérique (une centaine en France aujourd'hui et 250 aux Etats-Unis). Il est trop tôt pour envisager de créer une exploitation supplémentaire de ce type de films dans d'autres supports (télévision ou vidéo en relief), même si les premières innovations dans ce domaine voient le jour.

Toute nouvelle technologie créant des opportunités, les marchands de lunettes spécifiques pour la 3D devraient se réjouir. Il leur reste à les rendre moins lourdes, moins chères et trouver un système pour les nettoyer. ■

NICOLE VULSER

Ici&ailleurs

Des collégiens exposent leurs œuvres au Louvre

Il y a quelques jours encore, un énorme pétard explosait dans une classe du collège Vincent-Van Gogh de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), faisant sortir la professeure de mathématiques de la salle. Vendredi 6 juin, à 18 h 30, d'autres émotions attendaient deux classes de sixième de ce collège : une cinquantaine d'adolescents étaient conviés, avec leur famille, au vernissage de leur exposition au Musée du Louvre, à Paris. Jusqu'au 9 juin, leurs affiches réalisées avec des reproductions d'œuvres – tablettes cunéiformes, statues de l'antiquité égyptienne, etc. – sont exposées à côté de la médiathèque, à l'entrée de l'aile Sully. Le portrait de Jean II Le Bon (anonyme, réalisé avant 1350) se retrouve découpé en morceaux et le roi de France transformé en animal sur pattes. La Vénus de Milo, aux bras coupés, est revêtue d'une robe-fourreau, telle une star sortant d'un rideau de scène. « On est baba devant la qualité de leur travail, et la façon dont ils se sont appropriés les œuvres », raconte le graphiste Pierre Bernard, qui a reçu les jeunes dans son Atelier de création graphique, à Paris, trois fois durant l'année scolaire, pour leur apprendre à travailler sur l'image. « C'est toute la liberté qu'on nous interdit à l'école », ajoute l'ancien militant de Mai 68 et fondateur du collectif Grapus, qui dessinait des affiches pour le Parti communiste, des syndicats...

D'autres élèves ont confectionné des petites momies... avec des peluches. Pour le Louvre, qui a organisé sept visites du musée pour les collégiens du « Van Gogh », et mène ce type de partenariats avec une quinzaine d'établissements scolaires, « il s'agit de faire découvrir les œuvres aux publics les plus éloignés de la culture ». Le projet « Van Gogh au Louvre » est né de la volonté d'une poignée d'enseignants de valoriser ce collège où 30 % des élèves sont issus de catégories défavorisées. Quitte à travailler bénévolement, bien au-delà de leur emploi du temps. Inauguré en septembre 2006, le collège a d'emblée connu une histoire mouvementée, avec une sous-dotation en matériel et en effectifs. « L'idée originale était de faire travailler les élèves sur l'art, en lien avec le programme d'histoire-géographie, et de les faire s'exprimer autrement que par l'écrit », explique Julien Llanas, professeur d'histoire-géographie et responsable du projet. Cette expérience transdisciplinaire, associant le professeur d'arts plastiques, a bénéficié d'une enveloppe du conseil général et de l'Académie de Versailles. Le 13 juin, les œuvres retourneront au « Van Gogh » à l'occasion de la journée « portes ouvertes ». En espérant donner envie aux parents d'inscrire leurs enfants dans ce collège qui porte si bien son nom. ■

CLARISSE FABRE

Littérature Rose Tremain remporte l'Orange Prize

The Road Home, de Rose Tremain (Chatto & Windus), a remporté l'Orange Prize, l'une des deux distinctions les plus prestigieuses pour les romans, en Angleterre. L'ouvrage est paru chez Plon sous le titre *Retour au pays*.

Edition Grève historique chez Flammarion

Les salariés du groupe Flammarion (Casterman, J'ai lu, Delagrave...) ont prévu d'observer un débrayage, lundi 9 juin, à l'appel des syndicats CFDT et CGT. Les revendications sont salariales, notamment une prime de 1 000 euros. Le groupe Flammarion, propriété de l'italien Rizzoli, a fait une excellente année 2007 (+ 8,3 % de chiffre d'affaires en 2007 par rapport à 2006, où il était de 227 millions d'euros). Teresa Cremisi, PDG du groupe, estime qu'il faut « revoir le système de participation ».

Photographie Le prix Niépce 2008 à Jürgen Nefzger

Le prix Niépce des gens d'images, qui récompense chaque année l'œuvre d'un photographe profes-

sionnel âgé de moins de 45 ans, a été attribué, vendredi 6 juin, à l'Allemand Jürgen Nefzger, a annoncé le jury de l'association. Jürgen Nefzger, âgé de 40 ans, diplômé de l'Ecole nationale supérieure de la photographie à Arles, vit et travaille en France. Son travail porte sur les « mutations du paysage, l'urbanisme, les zones périurbaines et rurales ainsi que les questions d'ordre environnemental, reflet d'une époque et d'un mode de vie ». – (AFP.)

Nomination L'Agha Khan à l'Académie des beaux-arts

Le prince Karim Agha Khan IV, 71 ans, chef spirituel des chiites ismaéliens, sera installé le 18 juin à l'Académie des beaux-arts, en tant que membre associé étranger, au fauteuil de l'architecte Kenzo Tange, mort en 2005. L'Agha Khan a fondé un réseau de développement en faveur des pays en voie de développement. En 1977, il a créé le prix Agha Khan d'architecture, qui récompense les projets architecturaux novateurs des sociétés musulmanes, et s'est engagé depuis 2005 dans un vaste projet de rénovation et de développement du domaine de Chantilly, propriété de l'Institut de France. – (AFP.)

Des vestiges culturels majeurs détruits au Sichuan

Les autorités chinoises ont entrepris un recensement des dégâts après le séisme du 12 mai

Soixante-cinq vestiges culturels sous la protection de l'Etat et cent dix-neuf sous la protection provinciale du Sichuan (Chine) ont été sérieusement endommagés lors du séisme du 12 mai, a récemment annoncé l'administration d'Etat du patrimoine culturel, dirigée par Shan Jixiang. Ce dernier a précisé que des équipes d'experts seront envoyées dans le Sichuan pour évaluer les dégâts et conseiller sur le meilleur moyen d'agir.

D'anciens édifices se sont effondrés ou sont menacés, le temple d'Erwang, des temples sur le mont Qingcheng et le temple de Dujiangyan et le temple Bao'en dans le comté de Pingwu faisant partie des plus touchés. Avec eux, un millier d'œuvres ou d'objets d'art ont été détruits, dont près de cent cinquante sont considérés comme particulièrement précieux.

Le temple Erwang (temple des Deux-Rois) a été construit il y a deux milliers d'années pour honorer Li Bing, alors gouverneur du Sichuan, et son fils, pour leur contribution à la construction de Dujiangyan, le plus ancien système d'irrigation, qui a été construit 256 ans avant notre ère sur la rivière Minjiang, et qui était toujours en fonctionnement.

Lieu de naissance du taoïsme

Cet ouvrage hydrologique, considéré comme une merveille technologique, permet l'irrigation de la plaine de Chengdu. Inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2000, il se trouvait à l'épicentre du séisme, et a été largement endommagé et la structure principale serait fracturée. Sur le mont Qingsheng, lieu de naissance du taoïsme, aussi inscrit sur la liste de l'Unesco, plusieurs anciens

édifices classés risquent de s'effondrer, a indiqué Wang Qiong, vice-directeur du bureau du patrimoine culturel de la province.

Le Bao'en, l'un des plus grands temples bouddhistes du Sichuan (278 mètres sur 100), construit par le gouverneur de Pingwu, Wang Xi, entre 1440 et 1460, aurait été sévèrement endommagé, et des fresques ont été détruites. A Chengdu, capitale de la province, située à 92 kilomètres de l'épicentre, les toits de certains bâtiments du Muséum Du Fu (l'un des plus grands poètes de Chine) se sont effondrés et certains murs se sont fissurés.

Le sort d'autres sites ou monuments inscrits par l'Unesco reste encore mal connu, ainsi la réserve du grand panda du Sichuan, le mont Emei, le grand bouddha de Leshan et l'ensemble des grottes sculptées de Dazu, considéré com-

me l'un des plus vastes et des plus beaux de Chine. Le bureau culturel du Sichuan a demandé aux musées à travers la province de stocker temporairement leurs pièces d'exposition pour garantir leur sécurité, a fait savoir Wang Qiong. ■

FRÉDÉRIC EDELMANN

NOCTURNE RIVE DROITE

MERCREDI 11 JUIN de 17 h à 23 h

*Autour de l'Avenue Matignon et du Faubourg Saint Honoré,
80 professionnels de l'art du 8ème arrondissement
vous ouvrent leurs portes pour une soirée exceptionnelle !*

www.art-rivedroite.com

Alain Bashung intime

Le musicien livre un tour de chant en quintette, d'une épure folk-rock

Musique

Il a repris goût à la scène dans la foulée de la parution de l'album *Bleu pétrole*. La nouvelle aventure musicale, que le public parisien va découvrir à l'Olympia, n'a pas (encore ?) été baptisée. Dans la forme, dans l'esprit, pour sa générosité, elle prend tous les contours de ce que l'on appelle un tour de chant.

Du classique, donc, après les audaces conceptuelles. Celles de « Confessions publiques » (1994-1996) montraient Bashung en héros 100 % rock'n'roll tout de cuir vêtu. Pour les « Grands Espaces » (2003-2004), il déclamaient, tel Othello, les vers noirs de *L'Imprudence* sur des brisures rythmiques et dans un décor de western expressionniste.

Cette fois, pour la scénographie, rien. La musique, et plus précisément la chanson, le chant, avant toute chose. Et c'est très bien ainsi. A 60 ans, Bashung se recentre sur l'essentiel. Trois musiciens fidèles

– Yann Péchin aux guitares, Jean-François Assy au violoncelle, Arnaud Dieterlen à la batterie – et un nouveau, Bobby Jocky, à la basse et à la contrebasse. Le chanteur se comporte pratiquement comme membre de cet orchestre de chambre. Il joue souvent – et toujours aussi négligemment – de la guitare sèche, des harmonicas.

Le symphonisme punk de *L'Imprudence* est déjà derrière lui. Les cordes qui règnent sont les siennes, vocales ; celles, plutôt acoustiques, des guitares, et les lignes du violoncelle, placées en majesté. Le quintette joue de cette sobriété, de ce retour à la structure classique du couplet-refrain-pont, d'une épure folk-rock qui conviendrait enfin à la langue française. Difficile d'imaginer, lors du concert du 11 avril à la Grande Arche de la Défense – le deuxième de la tournée – que les musiciens étaient en rodage.

Feutre et lunettes noires, costume anthracite, chemise blanche, Bashung lance « *bonsoir* » et se



Alain Bashung, le 5 avril, à L'Aéronef de Lille. IOVINO/DALLE

perche sur un haut tabouret. Guitare en main, il entonne les premiers mots de *Comme un Lego*, épopée sans concession de la condition humaine. Le trémolo appalachien et apache de Bashung y fait merveille. Suit *Je t'ai manqué*. Pareil titre aurait idéalement ouvert le concert si la plume de Gaëtan Roussel, maître d'œuvre en tant qu'auteur et producteur de *Bleu pétrole*, n'avait sitôt ajouté : « *Pourquoi tu me visais.* »

D'une nouveauté l'autre, Bashung glisse à *Hier à Sousse* avant d'actionner le détonateur de *Volontaire*. A l'époque (1982), son tête-à-tête avec Gainsbourg aboutit à *Play Blessures*, disque de new wave givrée. Bashung a gardé la rythmique d'acier et la relecture commando qu'il fit de *Volontaire*, en 2000, en compagnie de Noir Désir.

Une douzaine de festivals

Il ne reste rien des récitatifs et de la musique mi-sérieuse mi-positromantique de *L'Imprudence*. *Bleu pétrole* offre l'occasion de raffiner de larges extraits du grand œuvre, *Fantaisie militaire*, que les Victoires de la musique ont consacré « meilleur album français de ces vingt dernières années ». Ce désir de séduction passe aussi par un arrêt sur les fantômes country-rock d'*Osez Joséphine*. Et même par une reprise au débotté de *River Deep Mountain High*, créée par Phil Spector pour Tina Turner.

Comme le chapeau qu'il portait provisoirement pendant les « Grands Espaces » ne quitte plus le crâne de Bashung, il faut bien « en » parler. Depuis la révélation

de son cancer du poumon, les forums sur Internet guettent sa prochaine apparition publique, avec des messages de compassion et d'admiration pour justifier leur voyeurisme. Alors il redouble d'activité, participe à une douzaine de festivals cet été, grands comme petits. Il a trouvé le temps de chanter chez Michel Drucker.

Bashung contente le plus grand nombre avec *Vertige de l'amour*. Et continue de s'adresser aux sens de chacun. Que ce soit avec *Vénus* (poème de Manset, musique d'Arman Meliès), inoubliable dans son dialogue banjo-pizzicati de violoncelle. Ou avec *Happe*, une splendeur repêchée d'*Osez Joséphine*. La fuite du bonheur conjugal mène à cet aveu : « *Peu à peu tout me happe/Je me dérobo, je me détache/Sans laisser d'auréole.* » Mon œil. Quel vivant de la chanson est à ce point entré dans nos vies intimes ? ■

BRUNO LESPRIOT

Les 10, 11, 14 et 15 juin (complets) à l'Olympia. Puis en tournée. Le 26 octobre et le 2 novembre à l'Elysée-Montmartre, Paris-18°. M° Anvers. Tél. : 01-55-07-06-00. 35,20 €.

Les choix du «Monde»

Musique

Björk

PARIS. La chanteuse islandaise Björk est attendue à l'Olympia, le 25 juin, pour l'unique concert français de la partie européenne du Volta Tour 2008 (du nom du disque *Volta* paru en mai 2007). Les places seront mises en vente mercredi 11 juin, à partir de 10 heures, en exclusivité sur le site Internet de la FNAC www.fnacspectacles.com. Ce concert devrait être filmé pour une sortie en DVD. *Olympia, 28, bd des Capucines, Paris-9°. M° Opéra. Le 25 juin, à 20 heures. De 71,50 € à 110 €.*

Festival Ti Piment

NANCY. Dédié aux arts et à la culture de l'océan Indien (sont concernés ses îles et les pays dont il baigne la côte), ce jeune festival pluridisciplinaire axe sa troisième édition autour des rituels de passage (naissance, passage à l'âge adulte, mariage...). Sont proposés conférences, expositions, projections et tables rondes, rencontres littéraires, contes, danse, atelier slam et un programme musical avec Remanindry et Damily (Madagascar), Sam Tshabalala (Afrique du Sud), Lo Griyo et Lindigo, de la Réunion, Mukta. Final éthiopien le 14, avec Badume's Band & Mahmoud Ahmed, Etenesh Wassié. *Parc Sainte-Marie et divers lieux de Nancy. Jusqu'au 14 juin. Tél. : 03-83-25-96-09. Entrée libre. www.tipiment.com*

Danse

Festival

Bains numériques

ENGHIEN-LES-BAINS. Le festival Bains numériques se déploie dans toute la ville d'Enghien-les-Bains pour offrir au public, de jour comme de nuit, des découvertes spectaculaires ancrées dans les nouvelles technologies. Des performances, installations, concerts multimédia, projections vidéo sur des monuments ou les façades de magasins seront donnés par une vingtaine d'artistes, dont les chorégraphes Isabelle Tat et Woudi ou les musiciens de Gotan Project. *Centre des arts, 12-16, rue de la Libération. Tél. : 01-55-82-08-01. Le 7 juin, à 21 heures, le 8, à 20 heures. De 11 € à 16 €.*

ROSITA BOISSEAU

Das Chrom + & Du, de Va Wölfl, par Neuer Tanz. MC93, bd Lénine. Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis. Tél. : 01-55-82-08-01. Le 7 juin, à 21 heures, le 8, à 20 heures. De 11 € à 16 €.



Le Monde

DE LA PHILOSOPHIE

Les grands philosophes n'ont jamais été autant d'actualité



Tome 20
Hume
La révolution empirique

Chaque semaine, dès le jeudi chez votre marchand de journaux, retrouvez un tome du « Monde de la Philosophie » avec les textes complets d'un grand philosophe, les clés pour mieux comprendre l'œuvre et une bibliographie revue et actualisée de l'auteur.

Vous avez manqué un ou plusieurs livres, n'hésitez pas à le(s) commander auprès de votre marchand de journaux, ou téléphonez au 0825 120 219 (0,15 € TTC par min). Plus d'informations : www.lemonde.fr/philos

Flammarion

En vente toute la semaine
dès le jeudi 5 juin

9,90
en plus du

Le Monde

Ereintant matraquage en clôture des Rencontres chorégraphiques

L'artiste allemand Va Wölfl à la MC93 de Bobigny

Danse

On appuie sur un bouton et ça fait « boum » ! Pleins feux aveuglants dans une boîte blanche, beats techno serrés, l'attaque de la pièce *Das Chrom + & Du*, de l'artiste visuel allemand Va Wölfl, fait des dégâts. Un conditionnement brutal qui vous plaque au fauteuil pendant une heure trente. On en émerge comme une enveloppe vide mais, curieusement, presque en manque de ce furieux dopage spectaculaire.

Das Chrom + & Du clôture les Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis à la MC93 de Bobigny. Une fois encore, l'artiste – c'est la troisième création de Va Wölfl présentée lors du festival – choisit la dramaturgie du choc, du « cut », de la rupture. Pendant qu'un groupe de dix personnes déballe des caisses en carton remplies de livres, la musique stoppe net, des cris crèvent l'air, les danseurs donnent des coups de trompette stridents.

Changez la moquette, optez pour le revêtement de bouquins multicolores à la Va Wölfl. Mosai-

que irrégulière, ce nouveau plancher pour la danse, posé puis ôté pendant la pièce, fait déraiser les interprètes en chassant les feuilles de papier. Mouvements de patineurs pour démenageurs non professionnels, les incursions dansées ressemblent à des pics de fièvre.

Rouleau compresseur

Mais qu'est-ce qui fascine tant dans le système *Das Chrom + & Du*, par ailleurs d'une réelle force plastique ? L'art de la composition de Va Wölfl, qui joue de multiples couches visuelles et sonores avec une sèche précision. Les corps en couleurs rythment l'espace, de dos, de profil, se dressent, puis crapahutent, invisibles parfois aux spectateurs, se regroupent soudain d'un côté du plateau pour un chœur inopiné.

Prévisible et imprévisible à la fois, froide et chaude, artificielle et banale, cette combinaison « *Gesamtkunstwerk* » (synthèse de tous les arts) crée une poche de vide saturée. Aussi dissonants, désaccordés soient-ils, le matraquage électro et la platitude de l'activité des personnages avancent

de concert comme un rouleau compresseur. Une femme en est éjectée, hébétée, sur le bas-côté, la bouche rouge déformée d'avoir voulu trompeter plus fort que la techno.

Fatigant, éreintant même, mais passionnant, *Das Chrom + & Du* fait pulser la vie comme une méchante addiction. Il s'affirme comme le plus solide, le plus inconfortable des spectacles présentés en France de Va Wölfl. Installé à Düsseldorf, il crée en 1987, avec la danseuse Wanda Golonka, la compagnie Neuer Tanz, qu'il dirige seul depuis douze ans. S'il a choisi la danse pour sa liberté, il a d'abord été formé auprès du peintre Oskar Kokoschka (1886-1980) quand il avait 20 ans. Photographe, plasticien, il est l'un des rares en Allemagne à jouir du soutien de l'Etat et de la Ville à l'année. ■



Grace Kelly, le conte de fées éternel

Avant Moscou et Rome, l'exposition itinérante « Les années Grace Kelly », inaugurée à Monaco à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa disparition, fait escale à l'Hôtel de Ville de Paris, du mardi 10 juin au samedi 16 août 2008. De sa naissance dans une famille fortunée de Philadelphie (Etats-Unis), le 12 novembre 1929, jusqu'au « mariage du siècle » avec le prince Rainier, le 19 avril 1956, en passant par la star hollywoodienne, le destin de Grace Kelly ressemble à un conte de fées. Les pièces présentées – photographies, lettres, vêtements et bijoux – proposent une approche plus intime de la grande dame. Avec ce charme légèrement distancié dû à une sévère myopie, ce chignon qui a fait la célébrité du coiffeur Alexandre de Paris et cette douce autorité en toutes circonstances, « la princesse Grace nous a laissé l'image d'une élégance inaltérable », assure Frédéric Mitterrand, le commissaire de l'exposition. ■ V. L. 5, rue Lobau, 75004 Paris. Du 10 juin au 16 août 2008, entrée libre. Catalogue 320 pages, 200 illustrations couleur et 80 noir et blanc, juin 2008, Flammarion, 49 euros.

PHOTOS FRANÇOISE HUGUIER ET SEBASTIAN ROSENBERG



L'étiquetage du CO₂ sur les produits alimentaires

Lille (Nord)
Correspondant

Depuis deux mois, les magasins E. Leclerc de Templeuve et Watrelos, dans le Nord-Pas-de-Calais, expérimentent, avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), l'affichage de l'impact environnemental des produits de grande consommation, qui sera obligatoire le 1^{er} janvier 2011.

Le kilogramme de miel : en pot de verre, il « vaut » 1,20 kg de CO₂ ; en pot plastique, on descend à 0,83 kCO₂. Les pommes : celles venant de Chine coûtent 2,20 € le kg et génèrent 0,92 kCO₂ ; alors que la golden française vaut 1,99 € le kg pour seulement 0,24 kCO₂. Sur près de 20 000 produits alimentaires, des étiquettes indiquent ainsi la quantité de gaz à effet de serre émise sur la totalité de leur cycle de vie.

Ce bilan carbone (CO₂) va de l'extraction des matières premières au traitement des déchets. L'alimentation a été choisie car elle pèse en France 30 % du CO₂ rejeté, en incluant transport et emballage. Et elle représente 65 % des achats chez Leclerc. A l'entrée de l'hypermarché, un stand informe le chaland et propose un miniguide, *J'économise ma planète*. Il peut comparer la quantité de CO₂ induite par ses achats, par rapport à un chariot moyen, à famille équivalente. Mais aussi observer le calendrier des fruits selon les saisons et repérer ceux venus en camion ou en avion...

Filière complexe

Les compétences en informatique d'Annabelle Marie-Jeanne, ingénieur, lui ont permis d'expérimenter la méthode de calcul de la société parisienne Greenext. Reste que la filière de certains produits est complexe. « *Aujourd'hui, je suis incapable de dire si nos tomates venant de Belgique poussent en serre ou à l'air libre. Si c'est en serre, en dépit de notre proximité frontalière, le bilan CO₂ est peut-être moins bon que pour les tomates remontant d'Espagne en camion !* », estime Thomas Pocher, directeur de ces deux centres E. Leclerc.

Il est plus simple de calculer qu'une quiche lorraine fabriquée chez soi pèse 30 % de CO₂ en moins que celle emballée dans les rayons. Ou qu'une poire d'Amérique du Sud émet trois fois plus de carbone que la poire française, du fait du transport.

L'Ademe et les collectivités ont participé à 50 % à l'opération, qui a coûté 300 000 euros. « *Nous avons amorti une partie de la somme restante en diminuant nos prospectus*, précise M. Pocher. *Nous en diffusions 500 kg par jour : au bilan CO₂, cela n'était pas flatteur !* » ■

GEOFFROY DEFFRENNES

Cyclistes en ville et à la campagne : attention aux contraventions

Vie quotidienne, formalités... « Le Monde » répond aux questions des lecteurs



courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

De plus en plus nombreuses, les amendes infligées aux cyclistes indisposent ces derniers. Pourtant, il en va de leur sécurité... et de celle des autres.

Pour avoir roulé à vélo sur le trottoir, mon fils, étudiant, a écopé d'un PV de 90 euros », déplore Martine, notre lectrice. Elle ne conteste pas l'amende, mais « estime que le montant est excessif ».

La tentation est grande, en effet, d'emprunter le trottoir dans une rue à sens unique, plutôt que de faire un détour. Or, selon le code de la route, le vélo est considéré comme un véhicule normal. Le cycliste a donc les mêmes obligations et encourt les mêmes sanctions que l'automobiliste, à l'exclusion du retrait de points sur le permis de conduire.

Seuls les enfants de moins de 8 ans ont le droit de rouler sur le trottoir. Hors agglomération, le long des routes pavées ou en état de réfection, les cyclistes sont autorisés à circuler sur les trottoirs et contre-allées, « à l'allure du pas et à la rencontre des piétons » (article R.431-10 du code de la route).

En ville, ils peuvent, sauf dispositions différentes prises par la municipalité, emprunter les aires piétonnes « à condition de conserver l'allure du pas et de ne pas occasionner de gêne aux piétons » (article R. 431-9). Il faut donc se renseigner en mairie.

S'il conduit son vélo à la main, pour traverser sur le passage protégé par exemple, le cycliste redevient piéton (article R.412-34). La Prévention routière conseille de procéder ainsi pour tourner à gauche en toute sécurité.

La liste des infractions fréquentes commises par les cyclistes ne s'arrête pas là. On les voit brûler les feux rouges, circuler en sens interdit, téléphoner en roulant. Ils oublient qu'ils font courir des risques à eux-mêmes, aux piétons et aux automobilistes, qu'ils obligent à de dangereuses manœuvres d'évitement. Téléphoner n'en

traîne qu'une amende de 22 euros (contravention de deuxième classe). Les autres infractions sont passibles d'une contravention de quatrième classe : 90 euros.

Selon la préfecture de police de Paris, le nombre d'infractions commises par les cyclistes est passé de 3 904 en 2006 à 11 269 en 2007. Cette augmentation est due en partie aux consignes de sévérité de la police et peut-être au succès du Vélib', lancé en juillet 2007.

Une étude de l'Observatoire national interministériel de sécurité routière (Onisr, février 2008) indique que 181 cyclistes sont morts et 1 745 ont été grièvement blessés dans les 4 979 accidents de la circulation qui ont eu lieu en 2006.

Le taux de responsabilité des cyclistes était de 44,4 % dans les accidents survenus avec un piéton. Les plus graves concernaient les hommes âgés de plus de 65 ans (83 % des cyclistes tués), suivis des 15-25 ans. Enfin, le taux de gravité des accidents est cinq fois plus élevé en rase campagne qu'en ville.

C'est pourquoi la Prévention routière conseille aux cyclistes de ne jamais rouler à plus de deux de front (article R.431-6 et 7 du code

de la route), et de se mettre en file indienne dès la tombée du jour ou lorsqu'un véhicule s'apprête à les dépasser. Elle les invite aussi à veiller à leur équipement. La sonnette, qui doit être entendue à plus de 50 mètres, l'éclairage (feux de position avant et arrière) et les catadioptres sont obligatoires (articles R.313-3 et 5, R.313-18 à 20 et R.313-33). Leur absence est passible d'une amende de 33 euros.

On peut y ajouter un écarteur de danger à l'arrière et à gauche (R.313-20), un rétroviseur, un gilet réfléchissant pour être vu de loin et, surtout, un casque. Selon la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC), les traumatismes crâniens représentent 80 % des décès à vélo. Au Canada, dans les provinces qui avaient rendu le port du casque obligatoire, le nombre de traumatismes crâniens a été réduit d'environ 80 %.

La sécurité dépend aussi des automobilistes qui, trop souvent, ne respectent pas la distance minimale de 1 mètre à laisser entre leur véhicule et les cyclistes. Quant aux piétons, ils empruntent ou traversent les pistes réservées aux cyclistes sans égard pour ces derniers, qui risquent des chutes graves. ■

MICHAËLA BOBASCH

Les « rades » deviennent des bistrots branchés

Dans certains quartiers de Paris, les bobos investissent les vieux cafés

Des néons qui vous donnent un teint blafard, des tables et des chaises en Formica dans un décor années 1960 : Chez Jeannette était jusqu'à récemment le repère des amateurs du ballon de blanc matinal dans le quartier de la porte Saint-Denis, dans le 10^e arrondissement de Paris.

Depuis quelques mois, il est devenu le rendez-vous des bobos. Chaque soir, à l'heure de l'apéritif, ils s'y retrouvent, annexant même une partie du trottoir, jusqu'à tard dans la soirée.

Après avoir été boudés au profit des discothèques, les bars retrouvent grâce auprès des noctambules. Chez Jeannette n'est pas le seul bistrot de quartier à avoir connu ce sort. « Il suffit qu'un leader d'opinion (artiste ou journaliste par exemple) décide d'y élire domicile pour attirer une clientèle branchée », raconte Clotilde Aubin, qui vient de faire paraître un guide des 100 bars insolites de Paris.

Le Zorba à Belleville, La Perle dans le Marais, Les Taulières à Montmartre sont aussi devenus le point de ralliement d'étudiants,



Le café La Perle, dans le quartier du Marais, à Paris. PASCAL LAFAY

d'artistes et autres oiseaux de nuit qui tentent de cohabiter avec les anciens habitués. « Ces établissements attirent les gens qui fuient les endroits à la mode fréquentés par des people », raconte Clotilde Aubin. C'est leur façon à eux de rejeter la société de consommation. »

« C'est le contrecoup de la tendance des bars lounge à la décoration design : les jeunes cherchent la simplicité, ils veulent être traités normalement et payer leurs consommations à des prix normaux », observe, quant à lui, Laurent Lafont, organisateur des soi-

rées mensuelles appelées « Rade, les bars branchés sont morts ».

Au début de l'année, il a réussi à convaincre les patrons de l'Autobus (rue Oberkampf), du Carillon (dans le 10^e arrondissement) et du Grand Turenne (dans le 3^e arrondissement) d'ouvrir leurs portes à une nouvelle clientèle. « Nous n'avons pas voulu aller Chez Jeannette, car nous trouvions déjà ça trop branché », ironise Laurent Lafont, qui dirige aussi *Vice*, un mensuel sur la culture underground.

Ces soirées bénéficient du bouche à oreille et drainent sans cesse plus de monde. Plus de 400 personnes étaient venues, le 15 mai, à celle du Central, boulevard de Sébastopol. La prochaine aura lieu au même endroit le 12 juin.

Un rade devenu branché ne peut rester éternellement dans son « jus ». D'ailleurs, Chez Jeannette est en travaux et devrait rouvrir d'ici à la fin de l'été... Avec ou sans les tables en Formica ? ■

JOËL MORIO

Paris, 100 bars insolites, Editions Bonneton, 15 euros.

Aujourd'hui

Sniff, un espion qui vous veut du bien

Espionner ses ami(e)s, localiser son amoureux(se), surveiller ses enfants... Tout cela devient possible grâce à un nouveau service pour téléphone mobile lancé en Grande-Bretagne, mardi 3 juin, par la société américaine Useful Networks. La technologie de Sniff est similaire à celle utilisée par la police pour filer des suspects ou les enfants disparus. Le téléphone envoie un signal à la station-relais la plus proche, qui effectue un calcul à partir des informations fournies pour déterminer la localisation demandée.

Il suffit d'envoyer un Texto ou de lancer la recherche via le réseau social Facebook et, pour 50 pence (63 centimes d'euro), une carte indique où se trouve la personne recherchée. Bien sûr, vos amis, amoureux ou enfants devront donner leur accord avant de se faire pister. Ils pourront aussi, à leur guise, passer du mode « visible » au mode « invisible » s'ils souhaitent préserver leur intimité. « Vous avez manqué une soirée imprévue parce que vous ne saviez pas que vos amis étaient dans les parages ? Alors Sniff est pour vous », explique Brian Levin, directeur de Useful Networks, pour vanter les vertus de son logiciel espion. ■

C. R.

Guide Préparer ses vacances

Réserver une location saisonnière, retenir une chambre d'hôtel ou une place de camping, acheter un billet d'avion, s'inscrire à un voyage organisé : le magazine *Que choisir* publie un numéro spécial pour préparer au mieux ses vacances en évitant tous les pièges. Le lecteur y trouvera également des conseils pour protéger sa maison, veiller à sa santé, confier ses animaux de compagnie.

Tout pour réussir ses vacances, juin 2008, 144 pages, 6,85 euros.

Podologie Soins remboursés pour les diabétiques

Les soins de prévention pour les personnes diabétiques dont les pieds présentent des risques élevés de lésions sont désormais remboursés par l'assurance-maladie. En 2004, les problèmes de pieds chez des patients diabétiques ont entraîné 35 900 hospitalisations. Suivant le niveau de risque de complication, la « Sécu » prend en charge quatre à six séances de soins. Le pédicure podologue ne peut pas facturer de dépassements d'honoraires pour ces séances de prévention.

Roland-Garros

Nadal-Federer, le remake

L'Espagnol et le Suisse s'affrontent pour la troisième fois d'affilée en finale de Roland-Garros

C'est un divertissement de saison. Comme un vieux Super 8 qu'on se repasse au stade de la porte d'Auteuil, à Paris, à la veille de chaque été, avec délectation. On connaît par cœur l'intrigue, les forces et faiblesses des personnages principaux, et l'on se prend pourtant inmanquablement à espérer un dénouement moins convenu.

Dimanche 8 juin, pour la troisième année consécutive, le Suisse Roger Federer et l'Espagnol Rafael Nadal ont rendez-vous en finale des Internationaux de France. Le premier, numéro un mondial depuis février 2004 et vainqueur de douze titres du Grand Chelem – dont 5 Wimbledon et 4 US Open consécutifs –, n'a jamais pu épingler Roland-Garros à son palmarès. Vainqueur à Paris ces trois dernières années, numéro deux mondial depuis presque autant de temps, le second est le maître incontesté de la terre battue, et les statistiques s'entêtent à plaider en sa faveur.

En 16 confrontations, « Rafa », qui a fêté ses 22 ans le mardi 3 juin, s'est imposé dix fois face à Federer, dont huit sur leurs neuf matches disputés sur terre battue. Cette quinzaine, il n'a pas concédé

le moindre set. « *Mon match, aujourd'hui, était presque parfait dans les deux premières manches* », a-t-il constaté sans forfanterie, vendredi 6 juin, après sa victoire en demi-finale sur le Serbe Novak Djokovic (6-4, 6-2, 7-6), pourtant numéro 3 mondial. Rafael Nadal jure que « *rien n'a changé* » depuis son premier triomphe parisien, en 2005. « *J'ai seulement trois ans de plus, et je ne suis plus un espoir, j'ai tenu mes promesses* », dit-il.

« Un sport simple »

Pour l'événement, son équipementier lui a spécialement conçu une chemise : sur le côté droit de sa poitrine s'étale une colonne de millésimes biffés d'un trait. Ils correspondent à ses années de victoires à Roland-Garros : 2005, 2006, 2007. A côté du chiffre 2008 figure un point d'interrogation que Nadal compte bien ôter dimanche pour rejoindre dans l'histoire le Suédois Bjorn Borg, six fois vainqueur à Paris, dont quatre d'affilée entre 1978 et 1981.

Son plan pour la finale ? Ne rien changer. « *Je ne vais rien inventer de nouveau*, assure-t-il. *Le tennis est un sport simple. Ça marche quand tu fais correctement ce que tu sais faire.* » Roger Federer a parfois eu du mal à appliquer cette



Roger Federer a dû batailler face à Gaël Monfils, vendredi 6 juin, en demi-finale. DAVID VINCENT/AP

philosophie en demi-finale face à Gaël Monfils (6-2, 5-7, 6-3, 7-5). « *Je suis où je voulais être* [en finale], *mais c'est quand même un soulagement d'être passé, car Gaël s'est battu, et ça a failli payer* », a

reconnu le Suisse. Il jure avoir pris du bon temps sur le court.

Ses épaules affaissées hurlent le contraire. A 26 ans, il fait preuve d'une régularité de métronome en parvenant ici pour la onzième fois en finale sur les douze derniers tournois du Grand Chelem. Pourtant, son début de saison en demi-teinte – un tournoi gagné pour huit joués – semble lui peser. Il affiche une gravité, une absence de souveraineté inédites sur les points importants. Il s'en défend avec un brin d'agacement

« *Je parle moins à la presse, c'est peut-être cela que vous voyez, mais je n'ai plus 19 ans, je suis un peu cassé avec les questions et je préfère laisser les gros titres aux autres. Mais je vais bien, je joue bien, je suis content.* » Roger Federer positive. « *Rafa est dur à battre ici, je le sais,*

j'ai échoué trois fois, mais chaque fois je lui ai pris un set, rappelle-t-il. Je suis meilleur chaque année, et je me sens plus en forme que jamais. »

Pour conquérir Paris, le Suisse met du cœur à l'ouvrage. Il s'est notamment réconcilié avec les amertumes, lui qui les qualifiait de « *panic shot* » (coup désespéré). Il s'est aussi adjoint les services de l'Espagnol José Higuera comme on épingle un gri-gri au revers de sa chemise. L'ancien joueur et coach de Michael Chang et Jim Courier – tous deux vainqueurs à Roland-Garros – a pour consigne de n'accorder aucune interview. Quel bénéfice tangible Federer a-t-il tiré d'une collaboration à temps partiel scellée à la mi-avril seulement ? La finale du 8 juin devrait apporter une réponse. ■

PATRICIA JOLLY

Monfils, frustré mais heureux sur le terrain

Il y a d'abord le temps des regrets. « *Ce qui domine, c'est la frustration* », a constaté Gaël Monfils après sa demi-finale perdue (2-6, 7-5, 3-6, 7-5) face à Roger Federer, vendredi 6 juin. Il y aura ensuite celui de la « fête ». Puis, très vite, celui du travail.

Le Français, du haut de ses 21 ans, n'a pas à rougir de sa performance face au numéro un mondial. Il n'a pas été balayé et n'est pas passé loin d'obtenir le droit de jouer un cinquième set. Reste pourtant l'impression qu'avec un peu plus de rigueur, de concentration, le cours de la rencontre aurait pu changer.

Dans son langage fleuri, Monfils ne dit pas autre chose : « *Sur une balle de break pour moi au quatrième set, je fais le connard en jouant une amortie. Je dois lâcher un revers croisé direct. Même derrière, il fait une montée pourrie. J'ai la possibilité de le passer. Celle-là m'a fait mal mentalement.* » Une occasion gâchée parmi d'autres. « *Lorsqu'il pouvait se détacher, il a parfois joué à la baballe* », constate Rémy Barbarin, son préparateur physique, qui constitue un binôme d'entraîneurs avec Thierry Champion.

Après la rencontre, les deux hommes sont allés trouver leur élève, pour déjà évoquer le futur. « *On lui a dit qu'il avait tout pour*

gagner un tournoi du Grand Chelem, et qu'il lui fallait redoubler d'efforts. Il faut qu'il garde l'envie de penser au tennis. Il a les coups pour faire mal aux plus grands. On a essayé d'avoir un discours positif, de mettre tout de suite en évidence des choses qui peuvent être capitales plus tard », explique Barbarin.

« Beaucoup de plaisir »

Gaël Monfils reste un talent brut, classé seulement à la 59^e place mondiale au début du tournoi, alors que beaucoup lui prédisaient il y a trois ans un avenir radieux parmi les tout meilleurs. Son excellente quinzaine parisienne ravive l'espoir, mais son entourage insiste sur le travail qui reste à accomplir. Et de pointer ces envolées de raquette, jetées pour faire le spectacle en direction des balles qui filent trop loin pour qu'il puisse les renvoyer.

Le jeune homme a-t-il, lui, l'impression d'être un nouveau joueur après son parcours à Roland-Garros ? « *Je ne sais pas. Pas forcément. J'ai fait un très bon tournoi. Je serai un nouveau joueur quand j'aurai gagné un Grand Chelem. Pour l'instant, j'ai retrouvé un bon niveau, une bonne confiance. Surtout, j'ai retrouvé beaucoup de plaisir sur le terrain.* » L'essentiel, finalement. ■

PIERRE JAXEL-TRUER

Relations publiques

La tribune des présidents

Laurence Girard

Être ou ne pas être en tribune présidentielle. Chaque jour qui passe à Roland-Garros, la question se fait plus pressante. Vendredi 6 juin, les candidats prêts à siéger aux premières loges du court central de stade de la Porte d'Auteuil se bousculaient particulièrement. L'affiche, il est vrai, ne manquait pas de panache. Mais le nombre de sièges à pourvoir est insensiblement aux coups de cœurs, aux engouements, au crescendo du tournoi. Drapé dans sa vertu d'invariant mathématique, il reste fixé à 283. L'alchimie des répartitions, combinaisons, obligations fera le reste. Seule une liste d'élus recevra le précieux sésame. Avant de pénétrer dans le « saint des saints », ces élus, qui ont une entrée réservée dans l'enceinte de Roland-Garros, foulent un tapis rouge et passent sous le fronton du temple où est gravé le sigle de la Fédération française de tennis (FFT). S'ouvre alors un espace de réception où un cocktail permanent leur est servi. Sur les murs s'affiche la liste des vainqueurs du tournoi depuis sa création. Bégaiera-t-elle une fois de plus en ajoutant pour la quatrième fois le nom de l'Espagnol Rafael Nadal dimanche soir ? Pour en avoir le cœur net, il faut traverser l'espace de réception et gagner la tribune. Les hôtes, toutes de Dior vêtues, vous guideront vers une place. Il n'y a pas de place numérotée dans la tribune présidentielle. Et pour cause. Au fil des points, des sets et des matches, et au gré des départs et des arrivées des invités, se joue un véritable jeu de chaises musicales.

Vendredi, l'ex-premier ministre Lionel Jospin et son fils, d'abord perchés en haut de la tribune, se sont retrouvés finalement au deuxième rang, juste derrière le maître des lieux, Christian Bîmes, le président de la fédération. Au premier rang, le seul où l'on s'assoit sur des fauteuils et non sur des sièges rabattables, se sont succédé ou retrouvés le sextuple vainqueur du tournoi, Björn Borg, la ministre de la santé, Roselyne Bachelot venue encourager Gaël Monfils ou encore Jean Todt, le patron de la Scuderia Ferrari.

Salle à manger

Quelle est la liste des invités du président Bîmes ? Elle est confidentielle, répond un membre de son cabinet. Les plus visibles sont les ministres, les anciens joueurs, les membres des instances du tennis mondial, les acteurs du sport et quelques figures de la télévision, comme le très assidu PPDA. Pour les recevoir en petit comité, le président Bîmes dispose de sa salle à manger, au premier étage de la tribune présidentielle. C'est là qu'il a déjeuné, vendredi 6 juin, avec deux membres du gouvernement, le ministre du budget, Eric Woerth et le secrétaire d'Etat aux sports, Bernard Laporte. Mais la tribune présidentielle n'est pas réservée aux seuls amis du président de la fédération et à ses relations publiques. Les présidents de ligue régionale et tout le réseau tennistique français sont aussi chez eux. Les journalistes et les photographes, eux, sont quasi absents. Un seul photographe, en costume noir et lunettes de soleil vissées sur la tête, est accrédité, au titre de « photographe du président ». Mis à distance, les paparazzi traquent l'invité au téléobjectif... ■



Le salon des cadres Bac+5
Emploi & MBA

17 & 18 Juin
2008
5^e édition

Palais Brongniart
Place de la Bourse Paris 2^e
Mardi 17 Juin : de 16h à 20h
Mercredi 18 Juin : de 10h à 18h



**Donnez un
nouvel
élan à votre
carrière**

Vous êtes un jeune cadre bac+5
et vous avez entre 25 et 35 ans.

Venez rencontrer les entreprises qui
recrutent et découvrir les meilleurs MBA
sur le salon Hauts Potentiels.

Informations et inscription sur
www.hauts-potentiels.com

Le Monde
hobsons



Dernier réglage pour l'équipe de France

Avant le premier match face à la Roumanie, une incertitude pèse toujours sur Vieira

Zurich
Envoyé spécial

Jouera, jouera pas ? Au petit jeu des pronostics sur la composition de l'équipe de France qui entamera à Zurich, en Suisse, lundi 9 juin, ses rencontres de l'Euro 2008, un nom domine les débats, celui du capitaine Patrick Vieira. En l'espace de quelques jours, le milieu de terrain aux 105 sélections est passé de la case « indispensable » au onze tricolore à celle d'« incertain », après une déchirure à la cuisse gauche intervenue pendant la phase de préparation des 23 sélectionnés.

Il a ensuite été déclaré « forfait » pour le premier match de la France face à la Roumanie. Puis, à la lueur des récents entraînements des Français, arrivés mercredi 4 juin sur les bords du lac Léman, le sélectionneur des Bleus a précisé son jugement. Raymond Domenech attendra « le dernier moment, le plus tard possible », avant de livrer son verdict.

Le plus tard possible va venir très vite, puisque le sélectionneur

Gattuso conseille à Carla Bruni de « faire 50-50 »

Gennaro Gattuso, le milieu de terrain inépuisable et très volubile de l'équipe d'Italie, futur adversaire des Bleus, a donné un conseil à Carla Bruni, vendredi, en conférence de presse. Si l'épouse italienne du président de la République française ne sait pas qui supporter pendant l'Euro entre l'Italie et la France, elle n'a qu'à se partager en deux. « Elle est indécise ?, a demandé, ironique, le joueur de l'AC Milan. Que voulez-vous que je vous dise, on parle de football. C'est une personne importante, elle est avec Sarkozy. Mais elle fait quand même de la publicité pour des automobiles italiennes. Elle n'a donc qu'à faire 50-50. »

Klagenfurt, carrefour à risques des retrouvailles germano-slaves

La capitale de Carinthie accueille fans allemands, polonais et croates

Klagenfurt (Autriche)
Envoyé spécial

Des huit villes hôtes de l'Euro austro-suisse, Klagenfurt est de loin la plus méconnue. La sixième localité autrichienne et ses 92 000 habitants accueillent pourtant trois rencontres. Elles concernent toutes le groupe B, celui de l'Autriche. Le moins relevé et le plus historiquement sensible.

L'équipe nationale, maillon faible de la compétition, jouera toutefois ses trois matches dans la capitale, Vienne. Klagenfurt hérite donc des confrontations respectives entre l'Allemagne, la Pologne et la Croatie. Le tirage au sort a concentré ici les matches à risque (à l'exception de Suisse-Turquie), la réputation des hooligans des deux nations slaves étant la pire de cet Euro – débarassé de l'Angleterre.

Seulement celle des hooligans ? Pour faire monter la pression avant Allemagne-Pologne, prévu dimanche 8 juin, deux

doit annoncer, dimanche 8 juin, veille de match, la composition définitive de son groupe. Les 23 Bleus sont donc, pour quelques heures encore, 24, Mathieu Flamini – le milieu de terrain d'Arsenal en partance pour le Milan AC – ayant rejoint in extremis les sélectionnés pour compléter l'effectif en cas de défection du « vétéran » de 31 ans.

Si Raymond Domenech tarde tant à lever l'inconnue Vieira, ce n'est pas seulement en raison de son goût avéré des surprises de dernière minute, l'ultime ayant été la convocation du jeune attaquant de Saint-Etienne, Bafétimbi Gomis (22 ans) et du prometteur gardien de l'Olympique de Marseille, Steve Mandanda (23 ans), préférés respectivement à Djibril Cissé et à Mickaël Landreau.

Le patron des Bleus a un réel souci. Il a construit son équiptype autour de plusieurs paires complémentaires, notamment Lilian Thuram-William Gallas dans la défense centrale, Willy Sagnol-Eric Abidal sur les ailes et Claude Makelele-Patrick Vieira en milieux de terrain récupérateurs. Patrick Vieira privé d'Euro, et c'est l'un des rouages essentiel du onze tricolore qui risquerait de se gripper.

Le champion de France Jérémy Toulalan, 24 ans, aurait alors toutes les chances de disputer l'Euro dans la peau d'un titulaire. Trop jeune pour faire le métier ? Interrogé le vendre 6 juin sur la possible titularisation du Lyonnais pour France-Roumanie, Raymond Domenech a répondu : « Les anciens doivent amener ce plus pour les jeunes, ne pas les laisser s'enflammer, ne pas les laisser s'inquiéter. Les cadres doivent avoir ce rôle-là. »

Au-delà des considérations tactiques, les tauliers que sont Lilian Thuram (139 sélections), Patrick Vieira (105), Claude Makelele (66) ou William Gallas (61) ont

tabloïds polonais (l'un d'eux appartient au magnat allemand Axel Springer) ont publié des photomontages montrant Leo Beenhakker, le sélectionneur néerlandais de la Pologne, en train de décapiter au glaive la superstar allemande Michael Ballack. Leo Beenhakker a présenté ses excuses au peuple offensé et un porte-parole du gouvernement allemand a précisé, vendredi 6 juin, que ces provocations n'affecteraient pas l'amitié entre les deux pays.

Parfum de revanche

L'affiche a aussi un parfum de revanche après la victoire de l'Allemagne sur la Pologne (1-0) lors de son Mondial de 2006. A l'époque, des reportages des télévisions allemandes avaient singulièrement exagéré la menace de rixes qui pesait sur Gelsenkirchen, la ville qui avait accueilli le match. Aucun incident grave n'avait finalement été signalé, les supporters polonais les plus bellicistes ayant été retenus au pays.

BRUNO LESPRIIT

GRÉGORY COUPET

35 ans
31 sélections
Lyon
Gardien de but

SÉBASTIEN FREY

28 ans
2 sélections
Fiorentina (Italie)
Gardien de but

STEVE MANDANDA

23 ans
1 sélection
Marseille
Gardien de but

ÉRIC ABIDAL

28 ans
35 sélections
FC Barcelone (Espagne)
Arrière latéral

WILLY SAGNOL

31 ans
56 sélections
Bayern Munich (All.)
Arrière latéral

PATRICE EVRA

27 ans
10 sélections
Manchester United (Ang.)
Arrière latéral

FRANÇOIS CLERC

25 ans
12 sélections
Lyon
Arrière latéral

WILLIAM GALLAS

30 ans
62 sélections
Arsenal (Angleterre)
Arrière central

LILIAN THURAM

36 ans
140 sélections
FC Barcelone (Espagne)
Arrière central

J. - A. BOUMSONG

28 ans
22 sélections
Lyon
Arrière central

SÉBASTIEN SQUILLACI

27 ans
13 sélections
Lyon
Arrière central

PATRICK VIEIRA

31 ans
105 sélections
Inter Milan (Italie)
Milieu défensif

CLAUDE MAKELELE

35 ans
67 sélections
Chelsea (Angleterre)
Milieu défensif

JÉRÉMY TOULALAN

24 ans
13 sélections
Lyon
Milieu défensif

LASSANA DIARRA

23 ans
13 sélections
Portsmouth (Angleterre)
Milieu défensif

MATHIEU FLAMINI

24 ans
2 sélections
Arsenal (Angleterre)
Milieu défensif

FRANCK RIBÉRY

25 ans
24 sélections
Bayern Munich (All.)
Milieu offensif

FLORENT MALOUDA

27 ans
39 sélections
Chelsea (Angleterre)
Milieu offensif

SIDNEY GOVOU

28 ans
32 sélections
Lyon
Milieu offensif

SAMIR NASRI

20 ans
10 sélections
Marseille
Milieu offensif

THIERRY HENRY

30 ans
100 sélections
FC Barcelone (Espagne)
Attaquant

KARIM BENZEMA

20 ans
11 sélections
Lyon
Attaquant

NICOLAS ANELKA

29 ans
48 sélections
Chelsea (Angleterre)
Attaquant

BAFETIMBI GOMIS

22 ans
2 sélections
Saint-Etienne
Attaquant

Israël a 60 ans

Trois témoins, trois destins, un seul rêve : la paix

L'historien
Zeev Sternhell

L'écrivain
Aharon Appelfeld

Le politique
Shimon Pérès



Ce hors-série retrace l'histoire des 60 ans d'Israël à travers des portraits, des entretiens, des portfolios, des articles du *Monde* et des chronologies.

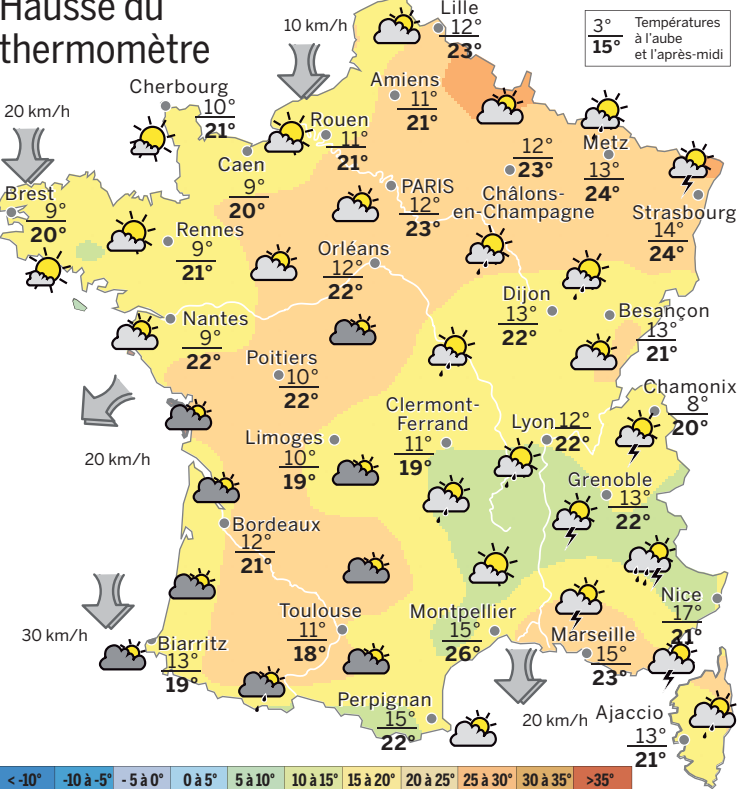
UN HORS-SÉRIE DU MONDE 2 – 100 PAGES – 7 €
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

En partenariat avec



Dimanche 8 juin 2008

Hausse du thermomètre

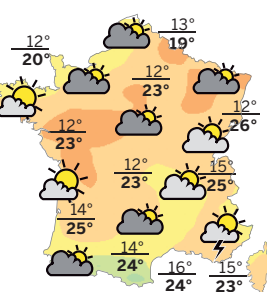


< -10°	-10 à -5°	-5 à 0°	0 à 5°	5 à 10°	10 à 15°	15 à 20°	20 à 25°	25 à 30°	30 à 35°	> 35°
ST-MEDARD	LEVER: 05h46	COUCHER: 21h52	PARIS	LEVER: 11h03	COUCHER: 01h13	PARIS				
COEFF. DE MARÉE: 73										

En France

La France se réveillera dans une ambiance souvent humide, très nuageuse avec quelques ondées, surtout sur les régions centrales et du sud des Alpes à la Corse où le tonnerre pourra retentir. Des éclaircies auront tendance à revenir au fil des heures et l'après-midi s'annonce plus lumineuse sur la plupart des régions, un peu moins des Pyrénées au Massif-Central où le ciel restera plus chargé. Quelques ondées se déclencheront encore par endroits, surtout sur les Pyrénées, le Massif-Central et un grand quart sud-est avec quelques orages en prime. Les températures remonteront sensiblement en toutes régions.

Lundi

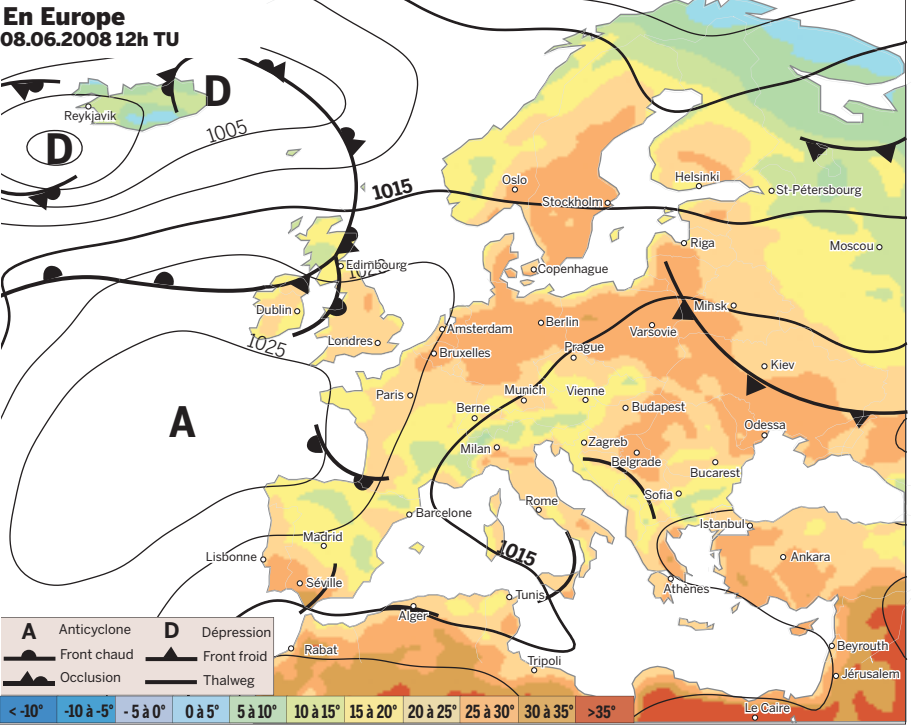


Jours suivants

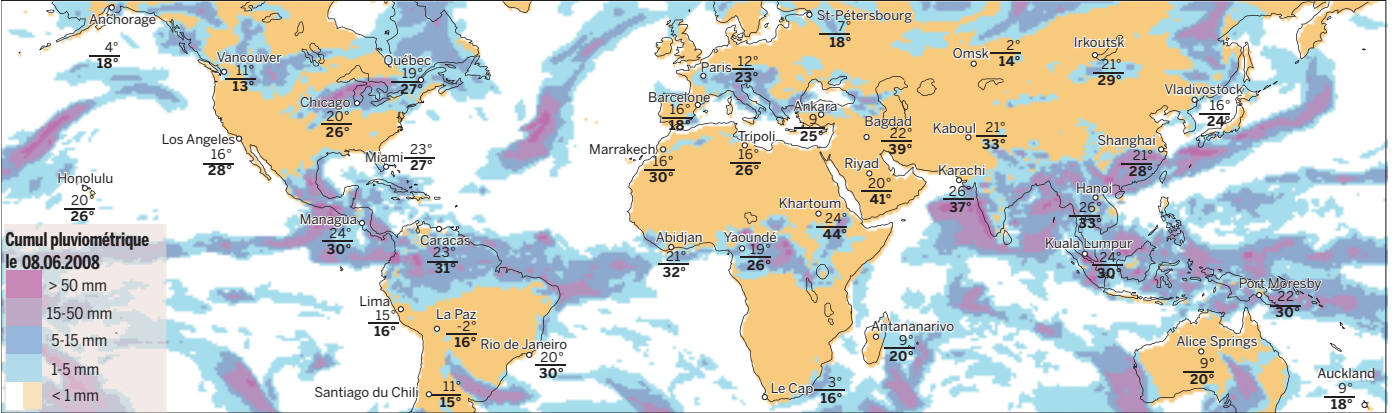
Région	Mardi	Mercredi	Jeudi
Nord-Ouest	13° 22°	12° 22°	11° 20°
Ile-de-France	14° 23°	12° 20°	11° 19°
Nord-Est	12° 21°	10° 18°	9° 18°
Sud-Ouest	15° 25°	14° 23°	14° 22°
Sud-Est	16° 28°	16° 27°	14° 24°

Le 08.06.2008

EN EUROPE	DANS LE MONDE
Amsterdam Athènes Belgrade Berlin Berne Bratislava Bruxelles Budapest Bucarest Copenhague Dublin Edimbourg Helsinki Istanbul Kiev La Valette Lisbonne Ljubljana Londres Luxembourg Madrid Moscou Nicosie Oslo Prague Reykjavik Riga Rome Sofia Stockholm Tallin Tirana Varsovie Vienne Vilnius Zagreb	beau temps 15 27 ensoleillé 16 27 éclaircies 14 29 éclaircies 19 29 averses épar­ sées 10 21 orages 16 22 beau temps 13 25 orages 15 25 fortes averse s 15 18 beau temps 15 26 éclaircies 11 19 éclaircies 10 18 très nuageux 10 21 éclaircies 12 30 éclaircies 15 28 ensoleillé 16 22 beau temps 15 23 très nuageux 13 21 beau temps 10 24 orages 11 23 éclaircies 9 20 éclaircies 1 15 beau temps 18 31 ensoleillé 20 28 orages 14 26 faible pluie 8 11 beau temps 10 24 éclaircies 14 25 forte pluie 13 25 éclaircies 8 23 orages 13 25 ensoleillé 16 29 orages 16 22 ensoleillé 11 26 orages 16 22
	Alger Amman Bangkok Beyrouth Brasilia Buenos Aires Dakar Djakarta Dubai Hongkong Jérusalem Kinshasa Le Caire Mexico Montréal Nairobi New Delhi New York Pékin Pretoria Rabat Séoul Singapour Sydney Téhéran Tokyo Tunis Washington
	25 28 25 30 25 32 25 32 23 23 21 17 20 26 25 30 23 30 24 30 12 30 25 30 30 41 24 30 11 17 20 26 25 30 18 40 14 21 18 30 14 23 32 39 20 38 23 36 9 19 14 28 17 24 25 29 12 18 17 38 18 25 15 25 23 38
	av. modérées 25 28 av. épar­ sées 23 30 ensoleillé 16 25 ensoleillé 24 29 ensoleillé 23 29 orages 21 24
	OUTREMER Cayenne Fort-de-Fr. Nouméa Papeete Pte-à-Pitre St-Denis
	25 28 23 30 16 25 24 29 23 29 21 24



Dans le monde De fortes pluies arroseront l'ouest de l'Inde



Météorologue en direct
au 0899 700 703

(1,34 € l'appel + 0,34 € la minute)
7 jours/7 de 6h30-18h
Service proposé par MeteoNews
en partenariat avec Le Monde



Barcelona
ou **Madrid** **99€** TTC
A/R

Achetez jusqu'au 16/06. Voyagez du 15/07 au 3/09/08.
Tarif hors frais de service, à partir de, soumis à conditions, sur vols directs au départ de Paris.

MOTS CROISÉS N° 08 - 133

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Information à vérifier avant publication. **II.** Arrivé depuis peu de temps. Se donne en spectacle à Tokyo. **III.** Nettoya à fond. Largeur. Fait preuve. **IV.** A disparu en avalant la pilule. Frétille en Méditerranée. **V.** Belle vache porteuse de disque. Gardienne du feu. **VI.** Assure la liaison. Dangereusement chargée en tête. Forme d'avoir. **VII.** Carnivore africain. Métal dur. **VIII.** Saison chaude. Débarque en ce monde. Cours du Jura. **IX.** Envoyé papal. Lumineusement entourée. **X.** Permettent de boucler les affaires.

VERTICALEMENT

1. Difficile à suivre. **2.** Dur ou mou, faites attention aux dents. Maître du Tonnerre. **3.** Caoutchouc dans le moteur. Se jette dans l'Arctique. **4.** Suiveur de Richard Cœur de Lion. Dans le coin. **5.** Personnel. Facilitent la reproduction des algues. **6.** Dans la paume. Glissa au sol. **7.** Voies. Sort gagnant. **8.** Préposition. Attire l'attention. **9.** Bien à protéger. Note. **10.** Possessif. Tuku vu de Suède. **11.** Jamais. A croqué papes et rois. **12.** Donnent du maintien aux pièces montées.

PHILIPPE DUPUIS

Solution du n° 08 - 132

Horizontalement

I. Imprévoyants. - II. Nihiliste. Râ. - III. Drille. Trait. - IV. Io. Le. Brisai. - V. Débraie. Is. - VI. Aneto. Sans. - VII. Tertres. Ara. - VIII. Meeting. Ui. - IX. Oves. Animent. - X. Nos. Disette.

Verticalement

1. Indication. - 2. Miro. Ne. VO. - 3. Phi. Dermes. - 4. Rillettes. - 5. Ellébore. - 6. Vie. Etaï. - 7. Os. Bassins. - 8. Ytria. Nie. - 9. Aérien. GMT. - 10. As. Sa. Et. - 11. Triai. Rune. - 12. Satisfaits.

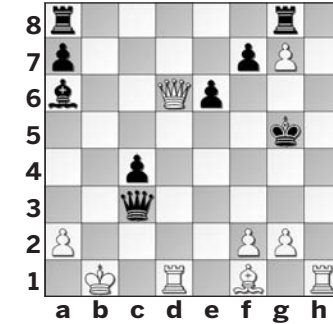
ÉCHECS N° 135

VASSILI LE TERRIBLE

Pour sa quatrième édition, le tournoi de Sofia, organisé par l'omniprésent manager bulgare Silvio Danailov, devait fournir l'occasion à ses protégés Ivan Tcheparinov, et surtout Vesseline Topalov, l'occasion de briller devant leur public. En temps normal, l'excellent score de Topalov (6 points et demi sur 10) lui aurait suffi pour remporter « son » tournoi une quatrième fois consécutive. Toutefois, l'époustouflante démonstration de l'Ukrainien Vassili Ivantchouk relégua le Bulgare à une distante seconde place. Dans ce tournoi « double ronde » à six joueurs, Ivantchouk commença par remporter ses cinq premières parties, battant ainsi tous ses adversaires. Il faut probablement remonter à la série de six victoires par Garry Kasparov à Wijk aan Zee en 1999 pour retrouver une performance comparable à ce niveau. Vassily « accosta » ensuite avec douceur vers la victoire finale en annulant quatre parties et en assommant littéralement Tcheparinov lors de la dernière ronde, parachevant son triomphe avec le score superlatif de 8 points sur 10. Voyons cette partie. Tcheparinov-Ivantchouk, Sofia 2008 : 1. e4, e5 ; 2. Cf3, Cc6 ; 3. d4, cxd4 ; 4. Cxd4, e6 ; 5. Ce3, Dc7 ; 6. Fe3, a6 (la variante Taïmanov est une défense trompeuse : d'apparence aussi solide que la Scheveningue, elle peut mener à des positions aussi aigües que la Najdorf), 7. Dd2, Cf6 ; 8. 0-0-0, Fb4 ; 9. f3, Ce5 ; 10. Cb3, b5 ; 11. Fd4, Fe7! (prépare ..., d6 et libère la voie au pion « b ») ; 12.

Df2, d6 ; 13. g4, 0-0 ; 14. g5, Cfd7 ; 15. Tg1, Fb7 ; 16. Rb1, Tfc8 ; 17. Tg3, b4 ; 18. Ca4, Fd8! (fixe le Ca4) ; 19. Cc1, Fe6 ; 20. b3, Fxa4 ; 21. bxa4, Cc6 ; 22. Fe3, Db8! ; 23. Th3, Cb6 ; 24. Dh4, h6 (le Fd8 fait des merveilles sur les deux flancs : il permet le passage du cavalier en b6 tout en freinant l'attaque adverse grâce au clouage du pion « g5 ») ; 25. Dg3, Cxa4 ; 26. Txd6, hxd6 ; 27. Fd3, Ff6! (la pièce maîtresse du jeu noir assène le coup de grâce), 28. e5, Fxe5 ; 29. Th8+, R×h8 ; 30. Dh3+, Rg8 ; 31. Dh7+, Rf8 ; 32. Td7 (un baroud d'honneur, mais les Blancs sont les premiers à se faire mater), Cc3+ ; 33. Ra1, Cb5+ abandon. La menace de mat par Ca3 met fin aux débats.

Problème n°135 : Malakhatko-Perez Felipe, La Laguna 2008. Les Blancs jouent et gagnent. ***



Solution du problème n°134 : 1.Tch3! ; 2. Tf8, f5+, et les Blancs abandonnèrent, car le mat au prochain coup par 3.T5h4 est imparable.

JOËL LAUTIER

EUROMILLION

Résultats du tirage du vendredi 6 juin.

7, 19, 21, 40, 50, 2 ★ et 9 ★
Rapports : 5 numéros et ★★ : pas de gagnant ;
5 numéros et ★ : 422 166,50 € ; 5 numéros : 59 223,40 € ;
4 numéros et ★★ : 5 444,80 € ; 4 numéros et ★ : 219,50 € ;
4 numéros : 98,70 € ; 3 numéros et ★★ : 81,80 € ;
3 numéros et ★ : 25,10 € ; 2 numéros et ★★ : 25,70 € ;
3 numéros : 14,80 € ;
1 numéro et ★★ : 11,70 € ; 2 numéros et ★ : 8,40 €.

SUDOKU N° 802

Solution du n° 801

9				8		7		
	2	6						
			7	5			6	
2	6				1			8
4	5							
		8		3		5		

Réalisé par Koalog (<http://sudoku.koalog.com>)

3	4	9	7	1	6	5	2	8
8	2	5	9	3	4	6	7	1
1	7	6	2	5	8	4	3	9
5	9	4	8	7	2	3	1	6
6	8	3	4	9	1	2	5	7
7	1	2	3	6	5	9	8	4
2	5	8	1	4	9	7	6	3
9	3	1	6	2	7	8	4	5
4	6	7	5	8	3	1	9	2

Très difficile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Un jeu pour chaque jour

Lundi daté mardi Affaire de logique
Mardi daté mercredi Scrabble
Mercredi daté jeudi Bridge
Vendredi daté Samedi L'art en question
Samedi daté dimanche-lundi Echecs

Le Loto

Les résultats sont publiés dans cette page dans nos éditions datées dimanche-lundi, mardi et vendredi

Le Monde Offre d'abonnement spéciale été

A retourner dans une enveloppe affranchie, accompagnée de votre règlement, à : Le Monde - Service Abonnements B 1200, 60732 Ste-Geneviève Cedex.

☒ **Oui, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale été.**
Je m'abonne au Monde et au Monde 2 pour la durée suivante :

☐ (01) 1 MOIS 16 euros au lieu de 39 euros*	☐ (02) 2 MOIS 32 euros au lieu de 78 euros*	☐ (03) 3 MOIS 47 euros au lieu de 117 euros*
--	--	---

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : E-mail :

Mode de paiement :

☐ Chèque bancaire ou postal (à l'ordre de la Société editrice du Monde)
☐ Carte bancaire : ☐ Visa ☐ Mastercard ☐ American Express

N° : Expire fin :

Je note les 3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de ma carte :

Faites suivre votre quotidien sur votre lieu de vacances : connectez-vous sur www.lemonde.fr/monabo/ ou j'appelle le 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Offre valable pour un premier abonnement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2008. Société editrice du Monde - 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13. Société par actions simplifiée au capital de 149 017 497 € - RCS Paris B 433 891 850. Vous vous abonnez au Monde : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de cocher la case ci-contre ☐ * Prix de vente au numéro

Date et signature :



Télévision
« Le Bateau livre » de France 5 en cale sèche
L'émission littéraire de France 5 « Le Bateau livre », présentée par Frédéric Ferney, ne sera pas reconduite sur France 5 en septembre. Programmé le dimanche matin à 10 heures, puis relégué à 8 h 55, le magazine affichait un faible taux d'écoute. Après la suppression d'« Esprits libres », animée par Guillaume Durand sur France 2, c'est la deuxième émission consacrée aux livres que France Télévisions supprime de ses grilles de programmes.

« Intervilles Juniors » arrive sur France 3
Lancée la saison dernière sur Gulli, la chaîne pour enfants de la TNT, « Intervilles Juniors » doit être, à partir de septembre, à l'antenne sur Gulli et sur France 3. Animée par Vincent Chatelain, ancien chroniqueur de « Savoir plus sciences » et « On vous dit pourquoi » sur France 2, l'émission, produite par Mistral Production, reprend l'esprit du jeu original opposant, lui, des équipes d'adultes, ainsi que ses célèbres vachettes, mais sur un mode plus ludique. Quelque 300 enfants âgés de 11 à 13 ans, de France et du Kazakhstan, s'affronteront au fil des treize émissions. La télévision kazakhe, associée à la production, doit elle aussi retransmettre la compétition.

Les enfants guident leurs parents dans l'univers du numérique

Etude Une enquête de Médiamétrie menée auprès des 30-44 ans analyse leurs équipements et leurs usages multimédias

Peut-être ce mot-valise fera-t-il florès : les « trenkas » et de « quadragénaires », ils viennent de faire l'objet d'une attention particulière de la part de Médiamétrie. Croisant toutes ses études de référence – sur la télévision, la radio, Internet, le cinéma et les équipements multimédias –, l'institut de sondages s'est focalisé, entre février et mai, sur le comportement et l'équipement des 30-44 ans en 2006 et 2007. Ces résultats ont été ensuite comparés aux études médias de 1996 et de 2001.

Pourquoi cette tranche d'âge ? Parce que c'est celle qui, forte de 12,6 millions de Français, correspond au nombre et au poids d'actifs le plus important, selon Médiamétrie. Celle aussi où se jouent les évolutions sociologiques les plus importantes. C'est en effet au cours de cette période que l'on passe du statut d'étudiant à celui de travailleur, du célibat au couple (et vice-versa, cette tranche

n'ayant jamais connu autant de personnes vivant en solo...), de la vie à deux à celle avec enfant (s). Après 44 ou 45 ans, les comportements tendraient à être les mêmes que ceux des 40-44 ans – que la famille soit restée stable ou qu'elle ait volé en éclats.

Des enfants « tuteurs »
Cette génération est aussi une tranche d'âge charnière : née sans les nouvelles technologies numériques, elle n'a eu d'autre choix que de s'y adapter vite et bien, pour ne pas se présenter en retard d'un clic au travail – tout au moins pour ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles supérieures, la « fracture numérique » étant patente entre CSP + et CSP –.
C'est précisément parce qu'ils n'ont pas été élevés une souris à la main, relève l'étude, que les « trenkas » représentent la première génération à avoir des enfants non seulement prescripteurs d'achats multimédias mais

aussi « tuteurs » de leurs parents. Contrairement à la génération antérieure, ceux-ci sont aujourd'hui prêts à demander à leurs rejetons de les guider dans l'environnement numérique. Jamais jusqu'alors les parents n'auraient donné un tel pouvoir à leurs enfants, précise-t-on à Médiamétrie.

Par ailleurs, adeptes des nouvelles technologies autant que les jeunes – mais avec un pouvoir d'achat et une vie de famille induisant un multi-équipement –, les trentenaires, parmi les « trenkas », se distinguent du reste de la population par l'achat de consoles de jeux. Pas seulement pour leurs enfants, mais bien parce qu'ils seraient eux-mêmes de grands joueurs, les hommes comme les femmes, qu'ils soient en couple ou non. ■

MARTINE DELAHAYE

« Trenkas, ou les 30-44 ans au centre du monde multimédia - 1996-2006 », Médiamétrie

Samedi 7 juin

TF1	France 2	France 3	Canal +	Arte	M 6
20.45 Football. Portugal - Turquie Euro 2008 (1 ^{re} phase, groupe A). En direct de Genève (Suisse). 22.40 Euro 2008 : le mag. 23.10 New York police judiciaire. Cavale meurtrière Ⓢ . Frères d'armes Ⓢ Série (S17, 9/22 : S16, 8/22). Avec Jesse L. Martin, Milena Govich ♦ . 0.50 New York, cour de justice. Autodéfense Ⓢ Série (S1, 7/13, 50 min) ♦ .	20.50 Cold Case, affaires classées. Le Secret de la confession Ⓢ Les Liens du sang Ⓢ Les Petits Mots Ⓢ Série (saison 1, 12, 19 et 13/23). Avec Kathryn Morris, Danny Pino (Etats-Unis, 2004) ♦ . Réouverture de l'enquête sur le meurtre d'un enfant de 8 ans, commis en 1980. 23.15 On n'est pas couché. Magazine présenté par Laurent Ruquier. Invités : Guy Marchand, Francis Huster, Pierre Palmade, Michel Moulin, Valérie Benaïm, Yves Azéroual (180 min).	20.55 Il faut sauver Saïd. Téléfilm. Didier Grousset. Avec Dean Mechemache, Thomas Doucet (Fr., 2007) ♦ . <i>Un garçon de dix ans, bon élève, se retrouve désorienté lors de son entrée au collège.</i> 22.35 Météo, Soir 3. 23.05 Passé sous silence. U-864, le dernier secret d'Hitler Documentaire. Marc Brasse (2007) ♦ . 23.55 La Case de l'oncle Doc. Figurants, l'envers du décor Documentaire (55 min).	20.50 Casino Royale Film Martin Campbell. Avec Daniel Craig, Eva Green, Mads Mikkelsen, Judi Dench (EU - GB - All., 2006) Ⓢ ♦ . <i>L'agent secret doit affronter un redoutable adversaire au jeu.</i> 23.10 Jour de rugby. Présenté par Eric Bayle. 0.00 Le Journal du hard Ⓢ . 0.15 Casino No Limit Film Hervé Bodilis. Avec Melissa Lauren, Yasmine Nacho Vidal. Classé X (France, 2008, 105 min).	21.00 L'Aventure humaine. Les Derniers Romains Documentaire. Philippe Axell et Marco Visalberghi (2007) ♦ . 21.50 Persépolis, l'Empire perse révélé Documentaire. Götz Balonier (All., 2006). 22.45 Yves Saint Laurent, « Tout terriblement ». Documentaire. Armelle Brusq et Jérôme de Missolz (1994). 23.30 Toutes ces belles promesses. Téléfilm. Jean-Paul Civeyrac. Avec Jeanne Balibar, Bulle Ogier (Fr., 2003, 80 min) ♦ .	20.50 La Trilogie du samedi. Où es-tu ? Série [1 et 2/4]. Avec Elsa Lunghini, Cristiana Reali, Philippe Bas (2007) ♦ . <i>Philippe et Susanne se sont promis depuis leur enfance un amour éternel.</i> 22.35 Supernatural La Main de la justice. Route 666 Ⓢ Série (S2, 7/22 ; S1, 13/22). Avec Jared Padalecki, Jensen Ackles (Etats-Unis, 2006) ♦ . 0.20 100 % Euro. Invités : Braham Alsloum, Bruno Putzulu. 1.35 Club. Magazine (85 min).

Dimanche 8 juin

TF1	France 2	France 3	Canal +	Arte	M 6
20.50 Le Terminal Film Steven Spielberg. Avec Tom Hanks, Catherine Zeta-Jones, Stanley Tucci (2004) ♦ . <i>Un gentil apatride est coincé indéfiniment dans un aéroport.</i> 23.05 Esprits criminels. Péchés mortels. Confessions Série (saison 2, 14-15/23) Ⓢ . Avec Mandy Patinkin (2006) ♦ . 0.55 Post mortem. Un passé glacé Ⓢ Série (S1, 1/9). Avec Hannes Jaenicke. 1.45 La Vie des médias. (20 min).	20.55 Un pont entre deux rives Film Gérard Depardieu et Frédéric Auburtin. Avec Carole Bouquet, Gérard Depardieu, Charles Berling (Fr., 1998) ♦ . <i>Une femme mariée est attirée par un ingénieur.</i> 22.30 Dimanche 2 cinéma : l'actu. Magazine. 22.55 Section spéciale ■ Film Costa-Gavras. Avec Louis Seigner, Michael Lonsdale, Ivo Garrani (1975, 110 min) Ⓢ ♦ . <i>Une dénonciation des juridictions d'exceptions sous le régime de Vichy.</i>	20.55 Famille d'accueil. Instinct de vie Série. Avec Virginie Lemoine, Christian Charmetant (Fr., 2004) ♦ . 22.35 Météo, Soir 3. 23.10 Les Sauveteurs de nos vacances. La Bataille du feu. Assistance à personnes en danger [1 et 2/2]. Documentaire (2007) ♦ . 1.00 Cinéma de minuit. Allonsanfan ■ ■ Film Paolo Taviani et Vittorio Taviani. Avec Lea Massari, Marcello Mastroianni (v.o., 110 min).	20.50 Torn. Téléfilm. Sarah Harding. Avec Holly Aird, Adam Kotz, Emma Natasha Miles (GB, 2007) Ⓢ ♦ . <i>Une mère croise dans un centre commercial une adolescente qui lui rappelle étrangement son enfant, disparue onze ans plus tôt.</i> 23.05 Confidences. La langue des plaisirs Série (saison 1, 1/4) Ⓢ . Avec Olivier Marchal (Fr., 2007). 23.30 Engrenages. Série (saison 2, 7 et 8/8) Ⓢ . Avec Caroline Proust (105 min).	20.39 Thema. La Boxe, mon combat 20.45 The Greatest Film Tom Gries et Monte Hellman. Avec Muhammad Ali, Ernest Borgnine, Sally Bondi, Richard Gullage (EU - GB, 1977) ♦ . <i>Biographie du célèbre boxeur Muhammad Ali.</i> 22.20 Les Petits Boxeurs de Cuba Documentaire. Andrew Lang (GB, 2007). 23.10 Femmes sur le ring Documentaire. Till Lehmann et Elisa Mishto (All., 2007). 23.55 La Lucarne. Documentaire (2003, 75 min).	20.30 Football. Allemagne - Pologne Euro 2008 (1 ^{re} phase, groupe B). 20.45 Coup d'envoi, en direct, de Klagenfurt (Autriche). 22.45 Enquête exclusive. Bétonnage, tourisme et passe-droits, la grande saga du littoral Présenté par Bernard de La Villardière. 0.00 100 % Euro. Magazine. 1.15 Turbo. Spécial Chine : le salon de Pékin Magazine présenté par Dominique Chapatte (30 min).

FRANCE 5	TMC
20.45 Trois mariages ou presque. Documentaire. Emmanuel Descombes ♦ . 22.10 Secrets de croisière. « Poesia » Documentaire. Marie David (2008) ♦ . 23.05 Au-delà du foot. [6/6] Allemagne, l'équipe des miracles ♦ . 0.00 Planète insolite. Venise. Documentaire (50 min) ♦ .	20.45 90' Enquêtes. Enquête sur les vacances préférées des Français Magazine présenté par Carole Rousseau ♦ . 22.25 Terreur bleue. Téléfilm. James D. R. Hickox. Avec Taryn Reif, Dax Miller, Kate Fischer, Joel West, Duncan Regehr (Etats-Unis, 2000) Ⓢ ♦ . 23.55 Fifth Wheel. Episodes 1 à 3 (60 min) Ⓢ .
FRANCE 4	DIRECT 8
20.45 Un gars, une fille. Série (Quinze épisodes). Avec Jean Dujardin ♦ . 22.20 Dead Like Me. VIP. Bienvenue au club Série (saison 2, 7-8/15). Avec Ellen Muth, Callum Blue, Eddie Mills, Jasmine Guy, Laura Harris (2004). 23.55 Dirt. Numéro spécial sexe Ⓢ Série (saison 1, 10/13). Avec Courtney Cox, Ian Hart (50 min) ♦ .	20.40 Nevada Smith. Film Henry Hathaway. Avec Steve McQueen, Karl Malden, Brian Keith, Arthur Kennedy, Suzanne Pleshette (Etats-Unis, 1966) ♦ . 23.00 Direct Poker. Quatrième demi-finale Jeu. 0.15 Franck Ribéry Show. Avec Franck Ribéry, Luis Fernandez, Sheryfa Luna, Soprano et Sefyu (120 min) ♦ .

Les codes du CSA **Ⓢ** Déconseillé aux moins de 10 ans **Ⓢ** Déconseillé aux moins de 12 ans **Ⓢ** Déconseillé aux moins de 16 ans **Ⓢ** Déconseillé aux moins de 18 ans.
Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants **♦**.

Sélection du week-end

SAMEDI 7 JUIN

14^e Parlement des enfants
10.00 La Chaîne parlementaire
Chaque année, 577 enfants, représentant l'ensemble des circonscriptions, sont réunis à l'Assemblée nationale. Pour cette journée spéciale, les élèves de CM2 devront travailler sur trois projets de loi rédigés en classe. Le vote final aura lieu dans l'hémicycle. Comme les grands !

Il faut sauver Saïd
20.55 France 3 Enfant d'une cité de la banlieue lyonnaise, Saïd (Dean Mechemache) est un bon élève. Ses maîtres soulignent ses « aptitudes ». Pour son entrée en sixième, son père (Mohamed Fellag), chauffeur de taxi, lui fait cadeau d'un dictionnaire. Collectionneur de mots, Saïd se jette sur les définitions d'« aptitude », « sbire »... Mais, de l'enfance à l'adolescence, de l'école au collège, il y a un pas. Saïd découvre la violence, la délinquance et la dérive de son frère aîné, Abdelkrim, devenu « sbire » de Tarek, un grand au redoutable palmarès. Une belle histoire, adaptation d'un livre de Brigitte Smadja, qui pêche toutefois par sa réalisation et ses dialogues.

DIMANCHE 8 JUIN

France on the move
20.00 CNN Après un an de présidence de Nicolas Sarkozy et avant l'entrée de la France à la présidence de l'Union Européenne, quelle est la place de la France sur la scène internationale ? Cette question, la chaîne tout info CNN a choisi d'y répondre par une série de reportages et de débats diffusés. Point d'orgue de cette programmation spéciale, un débat organisé au Sénat. Avec notamment Luc Besson, Maurice Levy, Amélie Mauresmo, Christine Lagarde ou encore Marie Drucker.

Moot-Moot
11.40 et 20.20 Canal+ Les Moot-Moot (famille de broutards aisés), ce sont Berthe, Bernard, et leurs enfants. Les Moot-Moot, qui habitent la cité de Mootown, c'est la goguenardise des Groseille alimentée par le compte en banque des Le Quesnois. Dilettante de l'adultère et alcoolique, Berthe, qui fut mannequin d'un jour pour Karl Lagermoot, n'a pas son pareil pour malmeners son Bernard de mari, patron d'une entreprise de production de gazon.

en vente chez votre marchand de journaux



www.cahiersducinema.com

La sélection radio

SAMEDI 7 JUIN

Le Grand Studio
18.30 RTL Emission spéciale Françoise Sagan, présentée par Anthony Martin, à l'occasion de la sortie en salles, le 11 juin, de *Sagan*, le film de Diane Kurys. Avec la réalisatrice, sont aussi invités Sylvie Testud, qui incarne l'auteure de *Bonjour tristesse*, morte en septembre 2004, Jeanne Balibar, Arielle Dombasle et Pierre Palmade.

Soirée lyrique
19.30 France Musique *Porgy and Bess*, opéra de George Gershwin, sur un texte d'Ira Gershwin et DuBose Heyward, d'après sa nouvelle *Porgy*. Enregistré le 17 mai à l'Opéra de Lyon. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. William Eddins. Avec Derrick Lawrence (Porgy), Janice Chandler-Eteme (Bess), Timothy Robert Blevins (Crown), Ronald Samm (Sporting Life), LaVerne Williams (Maria), Magali Léger (Clara), Rodney Clarke (Jake)...

Musicalement vôtre
20.00 Aligre F.M. Pascal Pareti reçoit l'auteur-compositeur-interprète français Louis Ville, membre du groupe Do It de 1990 à 1999, date à laquelle il entame une carrière solo. Son troisième album *A choisir* est sorti en 2007, après *Hôtel pourri*, en 1999, et *Une goutte*, en 2003.

DIMANCHE 8 JUIN

Interception
9.10 France Inter « Ces robots qui nous veulent du bien », un reportage de Sophie Becherel, qui s'interroge sur la place des robots dans notre société à venir et nous fait pénétrer dans les laboratoires de recherche en France et au Japon.

Idées
17.10 RFI Hommage au philosophe et sociologue Edgar Morin, l'un des plus illustres penseurs contemporains, en parcourant sa vie et son œuvre, traduite dans toutes les langues du monde. Auteur de nombreux ouvrages, dont *La Pensée complexe* et *La Méthode* – qui comprend au total six volumes –, il sera l'invité de Benoît Ruelle avec, à ses côtés, Nicole Lapiere, anthropologue.

Le Masque et la Plume
20.08 France Inter Jean-Marc Lalanne (*Les Inrockuptibles*), Alain Riou (*Nouvel Observateur*), Sophie Avon (*Sud-Ouest*) et Michel Ciment (*Positif*) sont les invités de cette émission consacrée au cinéma. Au sommaire : *Indiana Jones et le royaume du crâne de cristal*, de Steven Spielberg ; *Un conte de Noël*, d'Arnaud Desplechin ; *Française*, de Souad El Bouhati ; *Une histoire d'amour suédoise*, de Roy Andersson et *Affaire de famille*, de Claus Drexel.

Faire face au troisième choc pétrolier



L'inflation atteindra 3,4 % cette année dans la zone euro, selon l'OCDE. Chiffre relativement modeste comparé au reste du monde, merci M. Trichet. La hausse des prix sera de 5 ou 5,5 % aux Etats-Unis. Elle est de 5 % au Brésil, de 8,9 % en Argentine, de 35 % au Venezuela. Le chiffre monte à 14 % en Russie, 10 % en Afrique du Sud. L'Asie est touchée : 7,8 % en Inde, 7,5 % à Singapour, 8,3 % aux Philippines, 8,5 % en Chine. Tous ne mouraient pas mais tous étaient frappés.

Le doublement du prix de l'or noir depuis un an, la hausse des matières premières et la flambée de la nourriture ont fait effet. Dans le monde, la moyenne atteint 5,5 %, selon les statistiques officielles, et on sait ce qu'elles valent souvent.

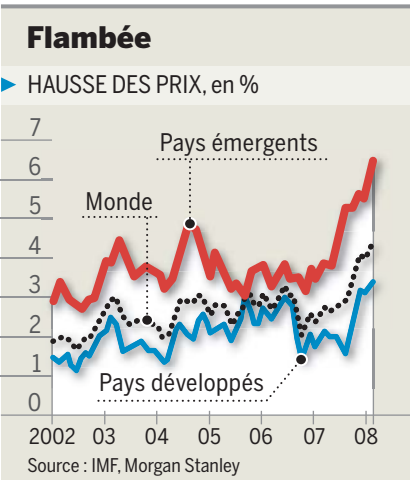
Dans les pays développés, l'inflation est la troisième méchante vague qui s'ajoute à la crise financière et à la crise immobilière. Les banques centrales ont tant bien que mal amorti la première. Elles ne peuvent rien pour l'immobilier, mais elles sont conscientes pour les prix. La Fed, qui abaissait ses taux pour lutter contre la récession a changé de pied devant les statistiques de prix. Quant à la BCE, elle s'est dite cette semaine « en état d'alerte élevé » et devrait resserrer le crédit en juillet.

Les pays émergents sont épargnés par les deux premières vagues de la crise, mais l'inflation, plus forte chez eux, comme on le voit dans les chiffres, les déstabilise beaucoup plus. Le gouvernement brésilien, qui essaie avec courage de redonner une crédibilité monétaire au pays afin d'abaisser son coût de l'argent encore à 11,75 %, est forcé

de renoncer pour faire repartir les taux à la hausse. La croissance, si pénible à conquérir, en souffrira. En Inde, comme dans beaucoup d'autres pays du Sud, les prix de l'essence et du fioul sont maintenus bas par le gouvernement. Pour aider les pauvres et pousser au développement. Mais, comme l'Inde importe 70 % de ses hydrocarbures, ces subventions représentent des sommes considérables : 37 milliards d'euros cette année, selon les calculs, soit 3 % du PIB ! La dépense devient insupportable. Le gouvernement a dû, cette semaine, relever les prix des carburants de 8 % à 17 %, mais en annonçant que les subventions allaient être réduites. La fragile coalition politique qui mène le pays s'est déchirée sur cette question.

Et que va faire la Chine une fois les JO passés ? Lorsque la hausse des prix flirte avec les 10 % (chiffres officiels encore une fois), contenir les grognes sociales devient un exercice de plus en plus périlleux...

L'inflation vient remettre en question la stratégie économique et monétaire des pays émergents. Schématiquement, tous voulaient que la consommation prenne le relais de l'exportation, qui avait tiré leur croissance mais qui voit ses perspectives réduites par les ralentissements aux Etats-Unis et en Europe. Ce nouveau moteur interne est alimenté par un crédit maintenu pas cher. Les excédents financiers accumulés par ces pays rendaient cette politique possible. Elle est, par ailleurs, fondamentalement souhaitable dans le cadre du « grand rééquilibrage mondial » qui avait vu les Etats-Unis consommer trop en aspi-



rant l'épargne mondiale : c'est fini, il faut que l'épargne soit dépensée où elle apparaît, en Asie et dans le Golfe.

La hausse des prix vient contrecarrer ce grand virage bénéfique des pays émergents puisqu'elle fait reculer les volumes de consommation interne. Puisque, en sus, les banques centrales sont forcées de relever les taux. Elles ont résisté longtemps, espérant que l'inflation serait un phénomène passager, mais elles commencent à s'y résoudre ces dernières semaines.

Car, dans ces pays, les salaires suivent. Ils ont monté l'an passé de 18 % en Chine, selon Merrill Lynch, de plus de 20 % en Russie. La banque a calculé que leur hausse dépasse celle des prix en moyenne sur cinq ans dans 68 % des pays émergents. Ce rattrapage est normal en cas de prix

contenus mais, aujourd'hui, le risque d'une inflation réelle, un enchaînement prix-salaires, est avéré dans ces pays. Le troisième choc pétrolier les a fait entrer dans la spirale inflationniste, celle qu'a connue le monde développé dans les années 1970.

Un autre axe de la politique de nombre de ces pays émergents est mis en défaut : l'accrochage de la monnaie locale sur le dollar. Quand le dollar baisse, la note du pétrole est deux fois plus chère. Faut-il décrocher du dollar et réévaluer ? La question torture les banquiers centraux de Ryiad à Pékin. Une monnaie réévaluée empêcherait d'importer de l'inflation avec le dollar faible, mais ces pays ayant accumulé des montagnes de billets verts veraient cette cassette réduite d'autant. Lutter contre l'inflation, c'est perdre beaucoup d'argent... Comment choisir ?

« L'environnement mondial est devenu très inflationniste », notait Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, lors d'un récent colloque de Barclays Capital, en déplorant que les politiques monétaires, n'en ayant pas encore pris la vraie mesure, restent globalement « trop permissives ». Un choc pétrolier est un gigantesque transfert de richesses des pays consommateurs aux pays producteurs. Ce n'est pas, en soi, une destruction de richesses. Mais à condition que les gouvernements sachent l'admettre, l'expliquer et réorganiser leurs économies en conséquence. ■

Courriel : leboucher@lemonde.fr

Billet

Robert Solé

Rions un peu

PAR ERREUR, des ouvriers d'une usine chimique de Belfast (Irlande du Nord) ont versé de l'acide nitrique dans un conteneur de déchets, provo-

quant des émanations de gaz hilarant. Un gaz non toxique, heureusement, qui n'a fait aucun blessé et n'a pas causé le moindre dégât, selon les autorités locales.

Rien n'est dit, en revanche, sur les effets bénéfiques de ces trois heures d'émanations gazeuses. Les habitants de Belfast se sont-ils déridés ? Ont-ils ri comme des bossus, à perdre haleine, à ventre déboutonné ? Ils en auraient eu bien besoin pendant leurs décennies de guerre civile : catholiques et protestants ne se fendaient

pas la poire tous les jours.

D'autres pays se passent parfaitement de ce fameux gaz. Les Anglais, pince-sans-rire, pratiquent un humour incompréhensible du commun des mortels. Flamands et Wallons, empêtrés dans leur usine à gaz, s'en sortent par des histoires belges. La France, elle, est gâtée par la nature. Soixante-quatre millions de boute-en-train la font gazouiller à longueur de journée. Pas une plainte, jamais la moindre râlerie.

Gaz à tous les étages. ■

SOMMAIRE

Actualité

Editorial & analyses 2

Page Trois 3

International 4

Europe & France 7

Economie & Médias 10

lemonde.fr

L'actualité au fil de la journée sur lemonde.fr

Décryptages

Grand entretien 14

Dialogues 16

Carnet 20

Culture&vous

Actualités & Critiques 21

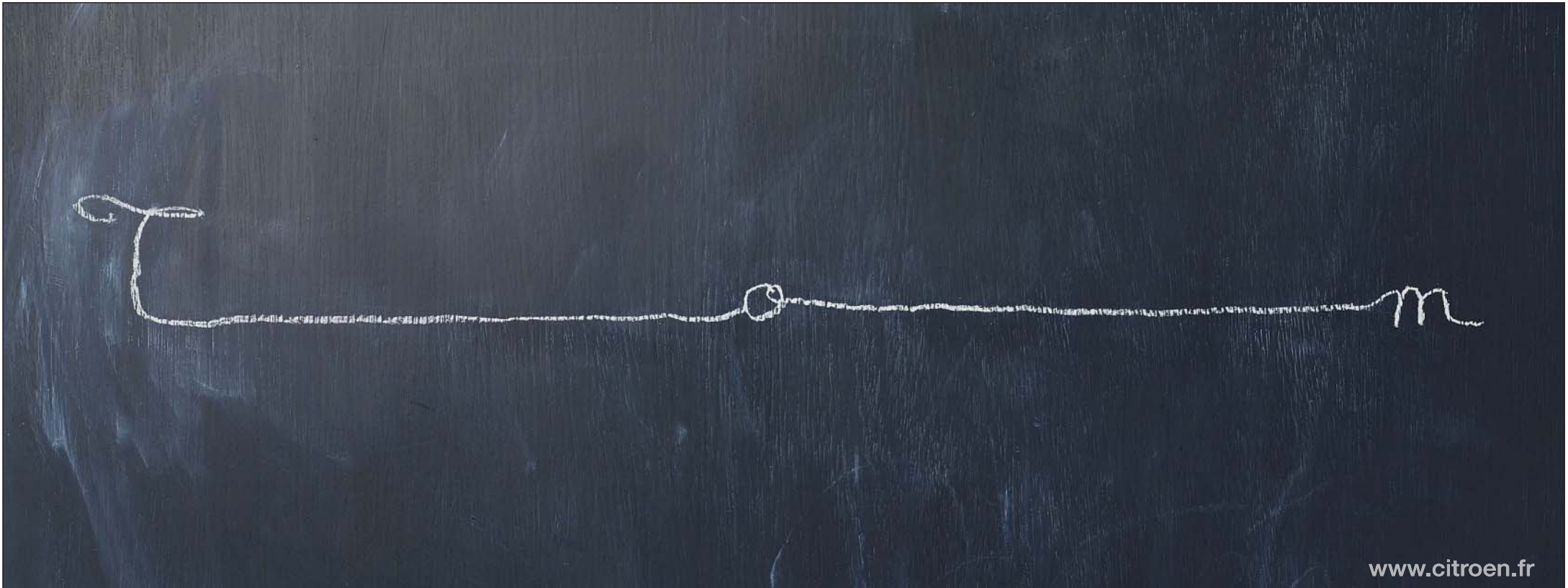
Modes de vie 23

Météo & Jeux 26

Ecrans 27

■ Tirage du *Monde* daté samedi 7 juin 2008 : 419 164 exemplaires. Nos abonnés et PAD trouveront avec ce numéro le cahier « TV & Radio ».

123



www.citroen.fr

OFFREZ PLUS D'ESPACE À VOS ENFANTS. PORTES OUVERTES DU 6 AU 9 JUIN 2008 ⁽⁶⁾

Modèle présenté avec peinture métallisée en option

Monospace Xsara Picasso HDi 92

Avec climatisation et radio CD

16 950 € ⁽¹⁾

Visiospace 5 et 7 places C4 Picasso et Grand C4 Picasso

Avec pare-brise panoramique grand angle

Jusqu'au 30 juin **2 200 €** de prime reprise ⁽²⁾

LES MONOSPACES LES PLUS VENDUS EN FRANCE ⁽³⁾

Modèle présenté Nouveau Berlingo Multispace Pack avec options ⁽⁴⁾

Nouveau Berlingo

Nouveau design et espace grand format

à partir de **15 250 € ⁽⁵⁾**

DU 2 AU 15 JUIN, GAGNEZ VOS VACANCES EN FAMILLE AVEC LE GRAND JEU-CONCOURS CITROËN ⁽⁷⁾



CITROËN préfère TOTAL (1) Tarif TTC « Attraction » conseillé du 03/05/2008 pour toute commande d'un Xsara Picasso HDi 92 neuf, hors options dans le réseau Citroën participant. (2) Soit 2200 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule de moins de 8 ans, d'une puissance réelle inférieure ou égale à celle du modèle neuf acheté. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'ArgusSM du jour de la reprise, applicable à la version du véhicule repris ou, le cas échéant, à la moyenne des cours des versions les plus proches de celui-ci, ou ladite moyenne, étant ajusté en fonction du kilométrage, des éventuels frais de remise à l'état standard et déduction faite d'un abattement de 15 % pour frais et charges professionnels. Offres exprimées TTC, non cumulables, réservées aux particuliers valables du 02/05/2008 au 30/06/2008 pour l'achat d'un C4 Picasso ou Grand C4 Picasso neuf, dans le réseau Citroën participant. (3) Au 1^{er} trimestre 2008. (4) Options peinture métallisée, Modutop[®] et jantes alliage 16". (5) Tarif TTC général Citroën VP conseillé du 2 mai 2008 pour toute commande d'un Berlingo 1.6i 16V 90ch Bivouac neuf, hors options dans le réseau Citroën participant. (6) Suivant autorisation préfectorale. (7) Le règlement du jeu-concours « Avec le Nouveau Berlingo, dessine les vacances de tes rêves » est accessible sur le site www.citroen.fr et sera remis par les membres du réseau commercial Citroën participant à toute personne qui leur en fera la demande. Consommations mixtes et émissions de CO₂ (norme CEE 99-100) des gammes : C4 Picasso et Grand C4 Picasso : de 5,7 à 8,0 l/100 km et de 150 à 195 g/km ; Xsara Picasso HDi 92 : 5,1 l/100 km et 135 g/km ; Nouveau Berlingo : de 5,6 à 8,2 l/100 km et de 147 à 195 g/km.